INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 330 - JUILLET/AOÛT 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 330

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Prix en hausse
    - Consommation, commerce extérieur : un retour progressif à la situation d'avant pandémie
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Marché fluide, prix en hausse
- Femelles
  - Europe
    - Les cours européens des réformes toujours fortement en hausse
- Maigre
  - Baisse saisonnière des prix ?
- Veaux de boucherie
  - Des abattages en retrait
- Veaux nourrissons
  - Les cours plafonnent

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Redressement marqué de la collecte en France et en Europe
  - Toujours plus de lait dans les bassins exportateurs
- Marché des produits laitiers
  - Fermes et équilibrés depuis la reprise de la croissance laitière dans l'UE-27

Viande ovine
- France
  - Un commerce plutôt modéré
- UE et monde
  - Une offre qui semble se redresser au sein de l'UE

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Le marché du lait de chèvre se tend

Marchés des grains : tendu et fébrile dans l'attente des prochaines récoltes

Prix en hausse pour les gros bovins finis. Constat mitigé pour les autres catégories

Dernière révision le 20 juillet 2021

Les cotations des femelles restent soutenues par la demande croissante pour la viande française face à une offre limitée. Celles des JB sont tirées par l'allègement du marché européen.

Les cours des broutards mâles semblent cependant déjà entamer leur baisse saisonnière depuis fin juin, sans avoir jamais rattrapé les niveaux de 2020. Après une petite hausse saisonnière ces dernières semaines, la cotation française du veau nourrisson a atteint un plafond. Enfin, la baisse saisonnière des cours des veaux de boucherie est modérée, mais la production peine à retrouver son niveau d'avant pandémie.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

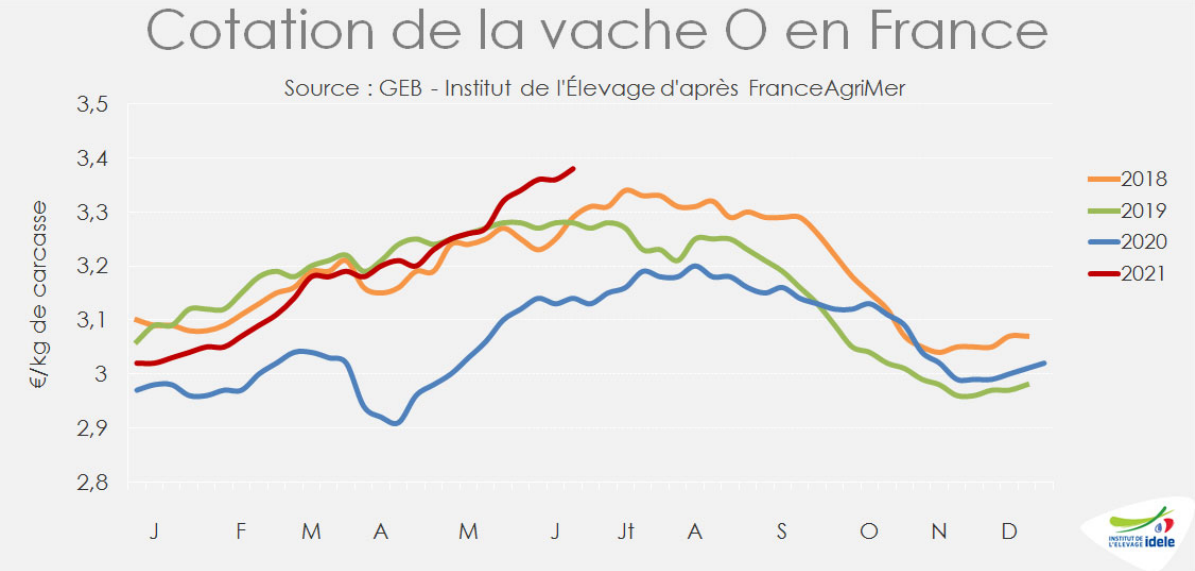
Prix en hausse

Dernière révision le 20 juillet 2021

Les cotations des vaches restent soutenues par la demande croissante pour la viande française et l'offre limitée. Celles des JB sont tirées par l'allègement du marché européen. Le marché est fluide.

Fin juin la vache R a atteint 4,13 € et la vache O 3,38 €

La demande pour la viande française continue de soutenir les prix des femelles qui ont poursuivi leur progression en juin. En semaine 26, la vache U cotait 4,72 €/kg (+4% /2020 et +7% 2019) et la vache R 4,13 €/kg (+3% /2020 et +7% /2019). Les cotations des vaches laitières ont progressé encore plus fortement sur les dernières semaines pour atteindre 3,38 €/kg pour la vache O (+8% /2020 ; +3% /2019) et 3,15 €/kg pour la vache P (+9% /2020 et +8% /2019).

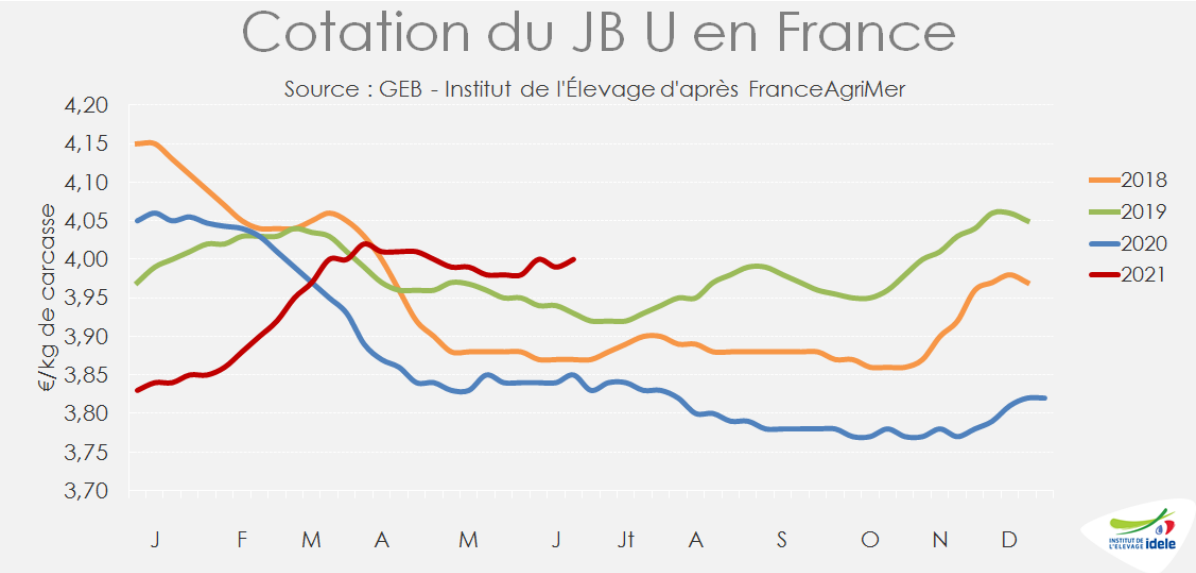


Certes la réouverture de la restauration commerciale, après de longs mois de fermeture, augmente la demande en viande importée. Mais d'une part l'offre européenne de viande de réforme est elle-même restreinte, avec des prix en très forte progression. D'autre part, la préférence pour la viande française progresse, notamment dans la restauration commerciale sous enseigne de chaînes.

L'offre de femelles abattues en France est par ailleurs limitée. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages sur les 8 semaines 19 à 26 étaient en recul significatif : -5% /2020 pour les vaches laitières, -2% pour les vaches de type viande et -4% pour les génisses de type viande. Les abattages de bœufs restaient également en repli, structurel celui-là : -17% /2020 pour les bœufs laitiers et -7% pour les bœufs de type viande.

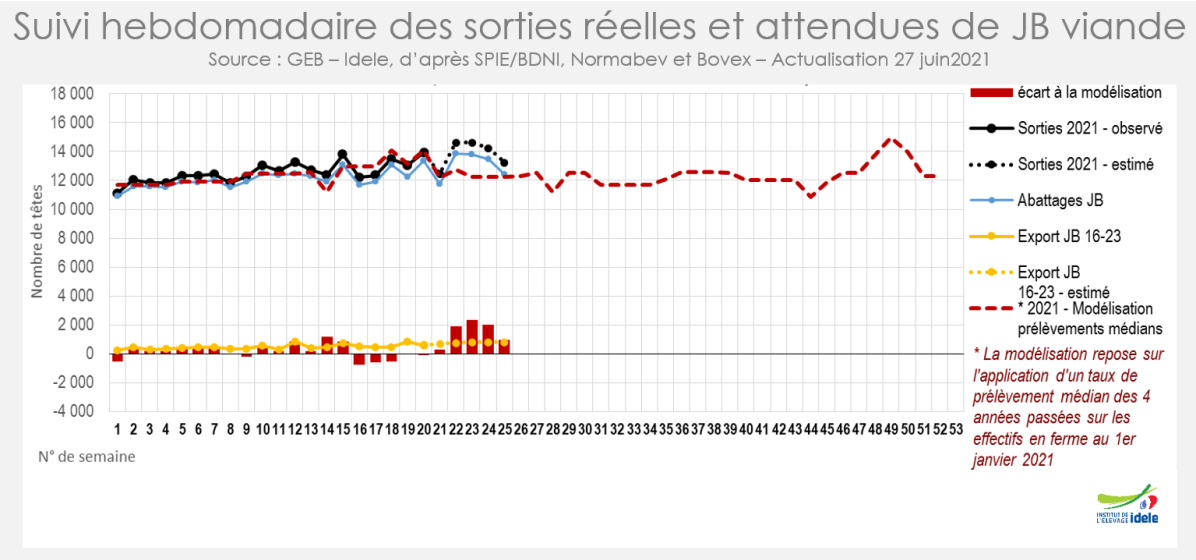
Marché fluide pour les JB

Les ventes toujours dynamiques vers l'Allemagne, où l'offre est en retrait, ainsi que la nette remontée des cours en Pologne et en Espagne, ont permis aux cours des JB français de se rétablir au-dessus du niveau des années précédentes. Le JB U cotait 4,00 €/kg de carcasse fin juin (+4% /2020 et +2% /2019), le JB R 3,82 €/kg (+4% /2020 et +2% /2019) et le JB O 3,38 €/kg (+4% /2020 et +5% /2019).



Les abattages sont dynamiques, tirés par la hausse de la demande. Selon l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de JB de type viande sur les semaines 19 à 26 étaient en hausse de +7% par rapport aux deux années précédentes. Ceux de JB de type lait restaient en baisse en raison du déclin de cette production (-1% /2020 et -3% /2019). L'âge moyen des JB viande abattus est par ailleurs redescendu à son niveau de 2019, soit 11 jours de moins qu'en 2020. Celui des JB de type lait est même redescendu sous celui de 2019 (-6 jours /2020 et -3 jours /2019).

Les sorties de JB depuis le début de l'année sont supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des quatre années antérieures. Au 27 juin, l'écart à la modélisation cumulé depuis le début de l'année atteignait +10 300 têtes.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

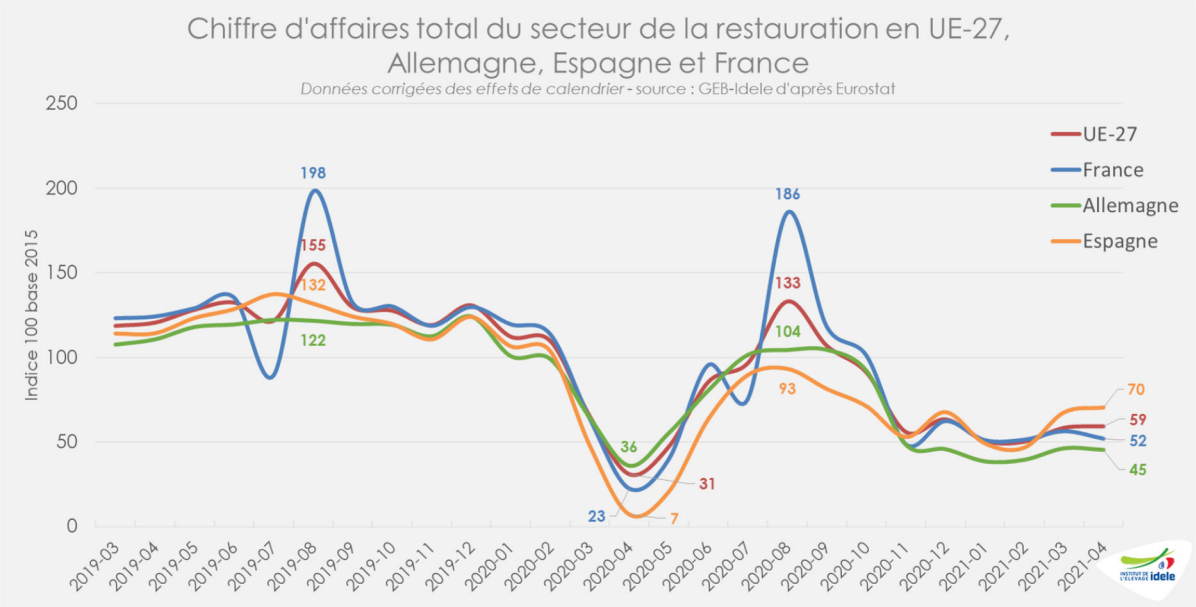
Consommation, commerce extérieur : un retour progressif à la situation d'avant pandémie

Dernière révision le 20 juillet 2021

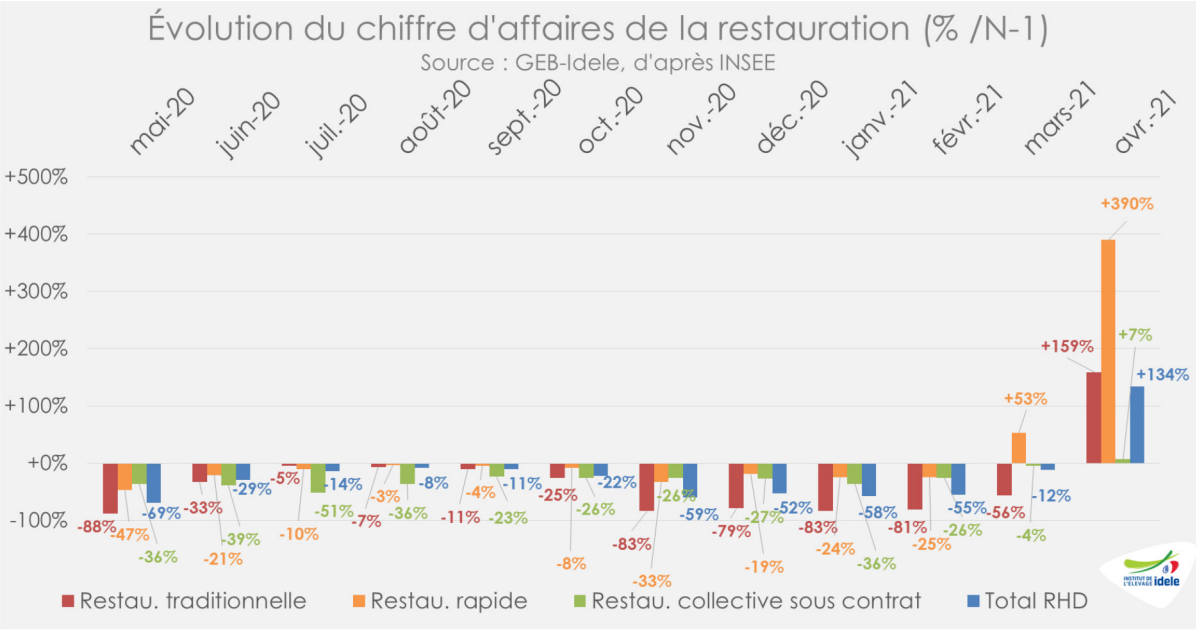
Avec la levée progressive des restrictions, le chiffre d'affaires de la restauration française hors domicile a augmenté. Les achats au détail des ménages ont connu des progressions plus limitées. En mai 2021, le commerce extérieur français de viande bovine s'est redressé.

Frémissements autour de la restauration hors domicile

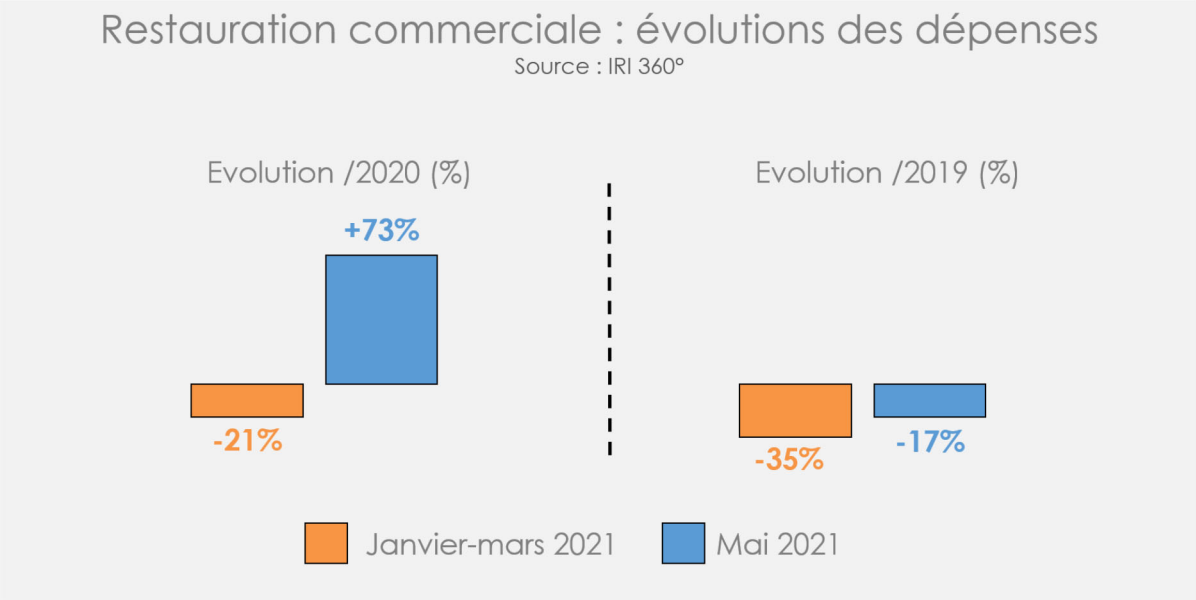
En avril, l'allègement des restrictions autour de la RHD était resté très partiel dans l'Union européenne. Le chiffre d'affaires du secteur était tout de même en hausse de 91% par rapport à un mois d'avril 2020, cœur du 1er confinement, même si toujours bien en dessous des niveaux pré pandémiques. A noter qu'en Espagne, où la réouverture a été plus rapide, le chiffre d'affaires du secteur s'est plus fortement redressé (x10 /2020).



En France, le chiffre d'affaires de la restauration hors domicile était alors revenu à l'indice 52 (100 étant la référence 2015). La restauration traditionnelle s'était alors redressée par rapport à un mois d'avril 2020 particulièrement affecté par le 1er confinement (x2,3 /2020) et la restauration rapide a poursuivi sa marche en avant (x4,9) grâce aux ouvertures partielles, à la vente à emporter et aux livraisons. En revanche, la restauration collective était restée nettement affectée par les effets de la pandémie (+7% /2020).

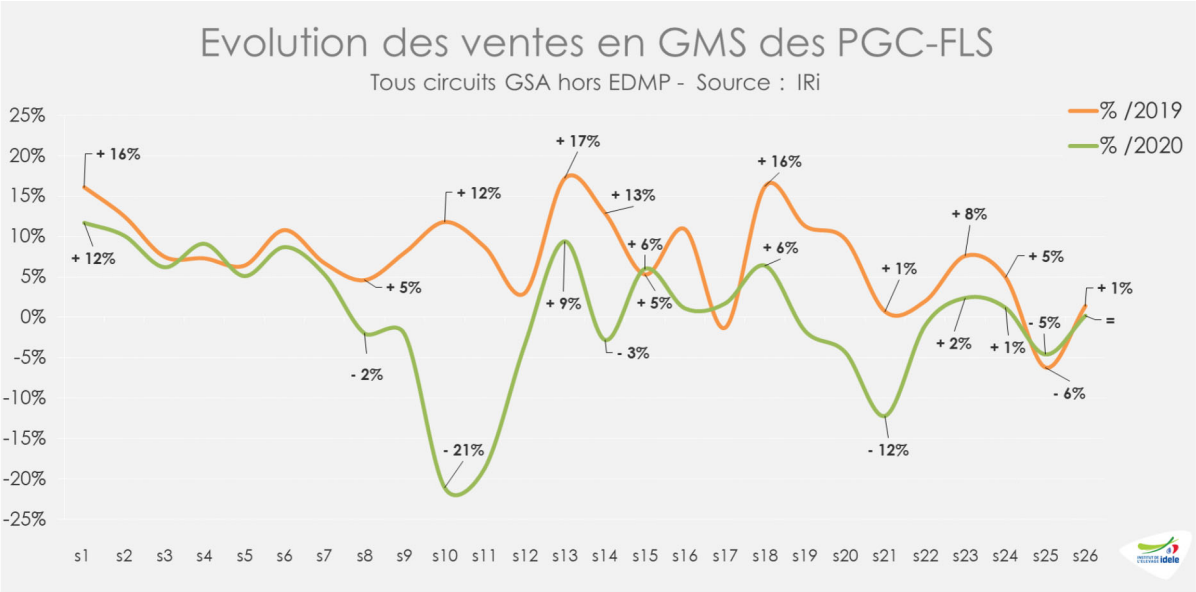


La situation globale du secteur s'est depuis améliorée en mai dernier avec la réouverture partielle des restaurants (terrasses) le 19 mai. D'après IRi, 71% des Français ont pris au moins un repas au restaurant durant le mois de mai 2021 (seulement -5 points /mai 2019). Les dépenses sur le mois ont atteint un niveau intermédiaire aux deux années précédentes (-17% /2019 et +73% /2020).

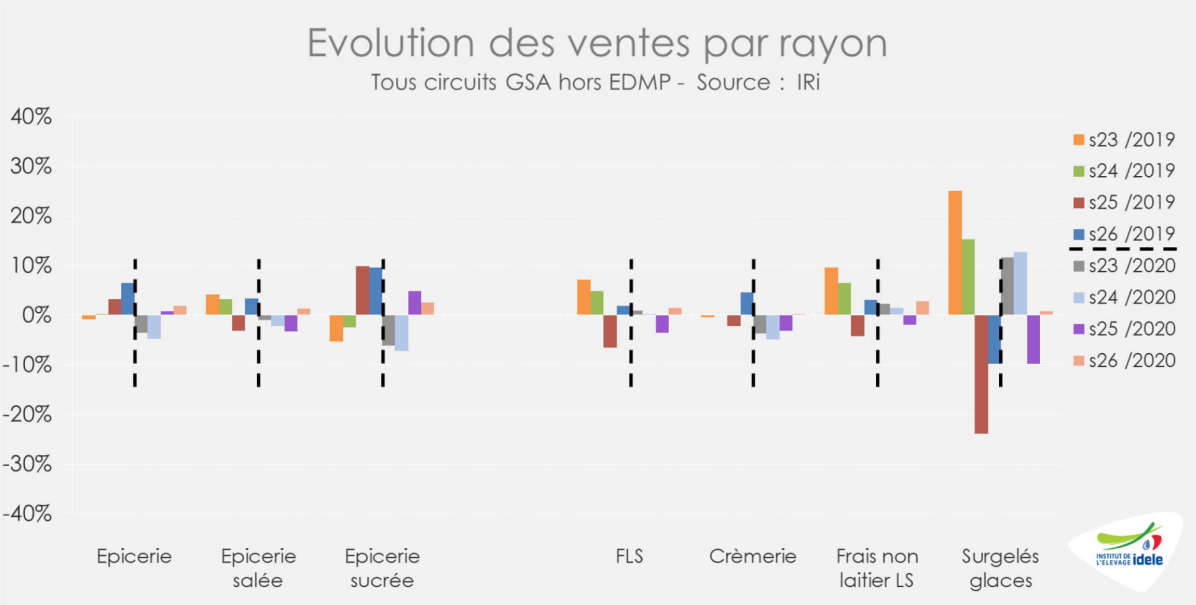


Des progressions de ventes au détail plus modérées

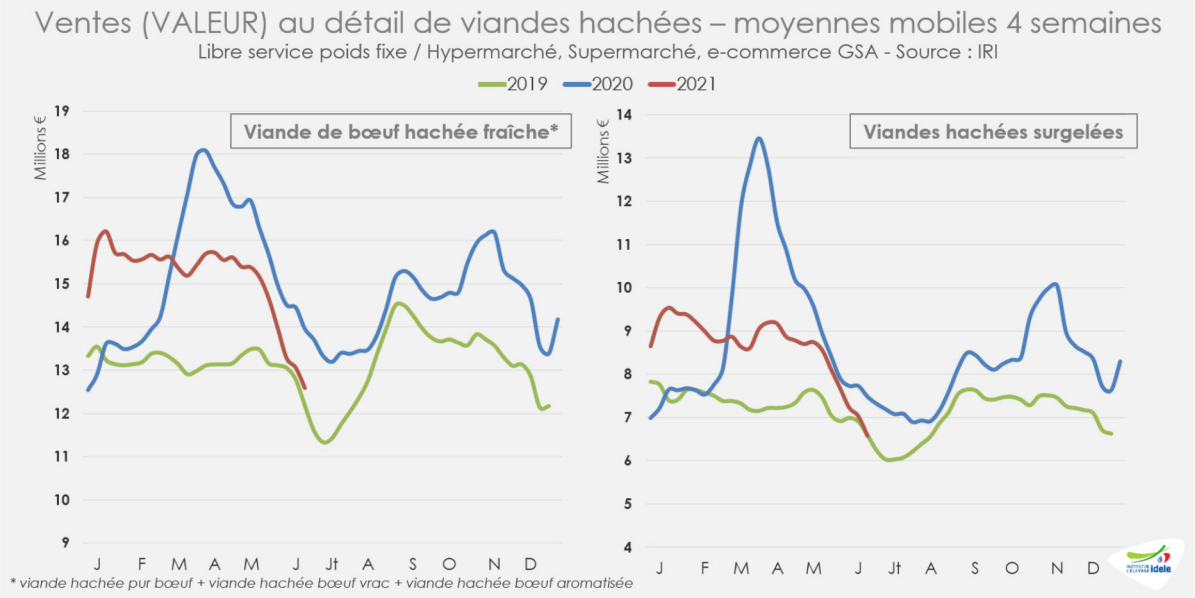
Avec la réouverture partielle de la restauration en semaines 20 puis 23 et la fin des mesures de restrictions en semaine 26, les niveaux de ventes de produits de grande consommation et de produits frais en libre-service (PGC-FLS) observés actuellement restent dynamiques, mais ont commencé à se tasser. En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC en GMS ont atteint un niveau équivalent à 2020 (= /2020 et +8% /2019) d'après IRi.



Entre les semaines 23 et 26, les ventes de surgelés (dont les viandes congelées) avaient été dynamiques, portées par la météo estivale et la vente de glaces. Elles se sont effondrées depuis. Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) ont globalement été plus limitées sur la même période.



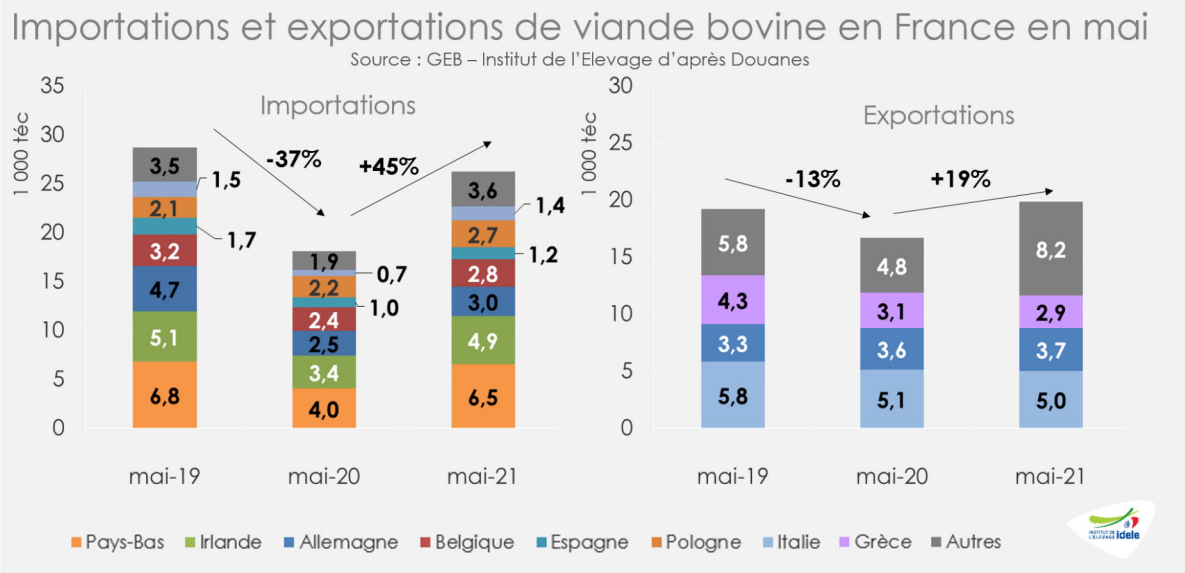
Les ventes de viandes hachées se sont rapprochées des niveaux d'avant pandémie. Entre les semaines 22 et 25, les ventes de haché frais (-10% /2020 et +2% /2019 en volume) comme de haché surgelé (-9% /2020 et +2% /2019) progressent toujours en valeur par rapport à 2019 mais sont désormais inférieures à celles constatées l'an passé.



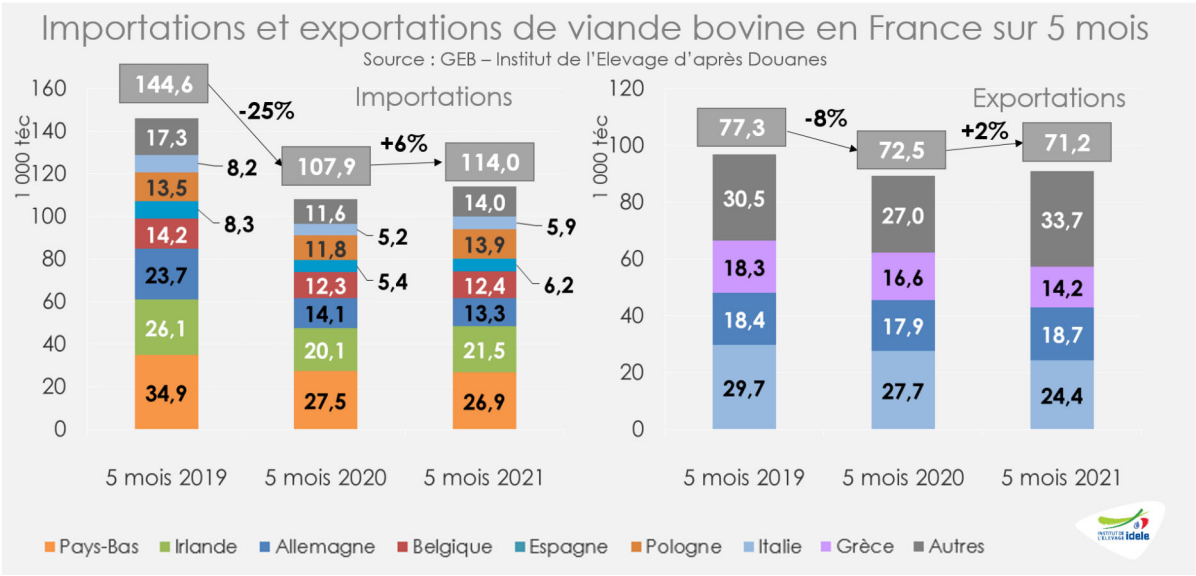
Rétablissement progressif du commerce extérieur

En mai 2021, les niveaux d'échanges de viande bovine en France se sont globalement redressés d'après les Douanes :

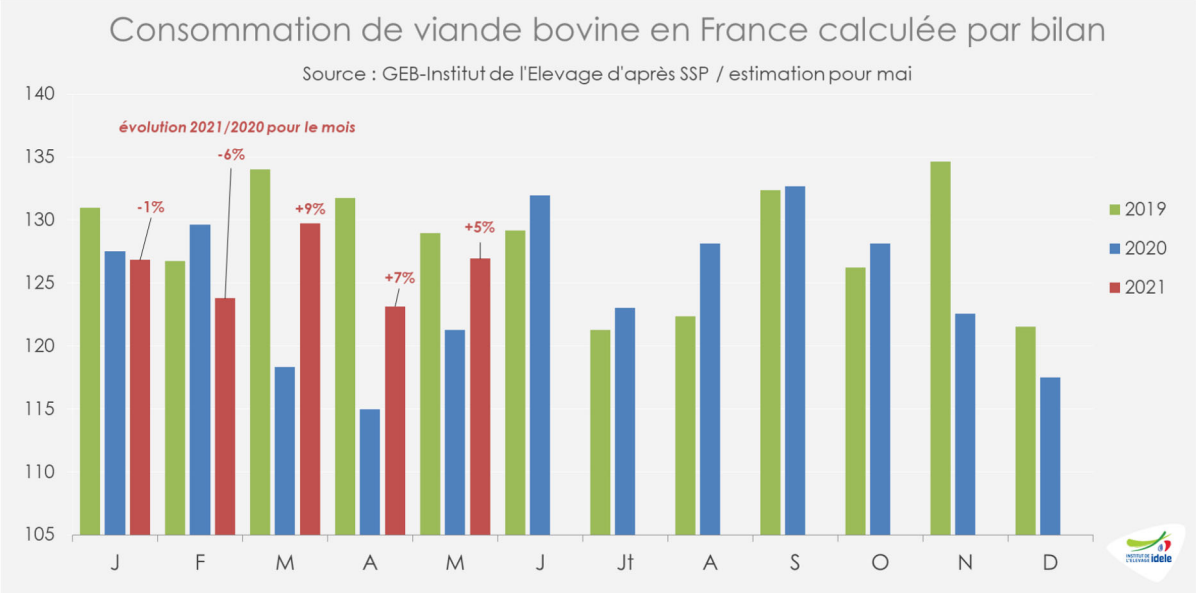
- les **importations** françaises se sont redressées partiellement à 26 200 téc (+45% /2020, mais -9% /2019 avec cependant un jour ouvré en moins). Toutes les origines ont progressé sur un an, mais seule la Pologne a dépassé le niveau de mai 2019, affecté alors par plusieurs scandales de fraudes sanitaires.
- Les **exportations** françaises de viande bovine ont dépassé les niveaux des deux années précédentes à 19 800 téc (+19% /2020 et +3% /2019). Les envois vers l'Allemagne sont restés dynamiques (+14% /2020 et +3% /2019 à 3 700 téc). C'est également le cas vers d'autres destinations plus secondaires comme la Belgique (+37% /2020 à 2 300 téc) et les Pays-Bas (x4 à 2 300 téc). Les exportations vers la Grèce (-8% / 2020 et -33% /2019 à 2 900 téc) et l'Italie (-2% / 2020 et –14% /2019 à 5 000 téc) restent quant à eux en retrait par rapport aux deux campagnes précédentes.



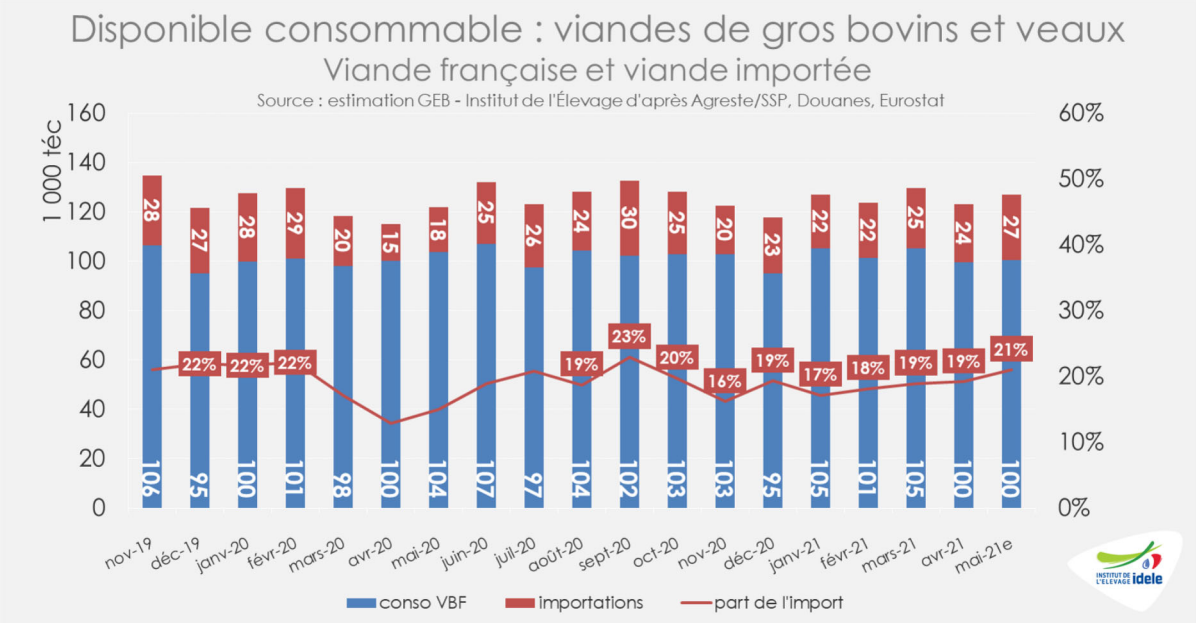
Sur les 5 premiers mois de 2021, le commerce extérieur de viande bovine en France est globalement resté en retrait par rapport à 2019, avant la pandémie. C'est surtout le cas pour les importations (+6% /2020 et -21% /2019 à 114 000 téc) et, dans une moindre mesure, pour les exportations (+2% /2020 et -6% /2019 à 91 000 téc).



D'après nos estimations, **la consommation calculée par bilan** aurait progressé en mai 2021 par rapport à un mois de mai 2020 affecté par le 1er confinement, à 126 900 téc (+5% /2020 mais -2% /2019). Sur 5 mois, la consommation a atteint 630 400 téc (+3% /2020 mais -3% /2019).



Avec le rebond des importations en mai 2021, la part de celles-ci dans les disponibilités totales est revenue à des niveaux proches de ceux d'avant la pandémie, à 21%. La consommation de viande bovine française aurait atteint sur un mois un niveau intermédiaire aux deux années précédentes (45% /2020 et -9% /2019), mais avec un jour ouvré de moins qu'en 2019 et un de plus qu'en 2020. Sur les 5 premiers mois de 2021, **la consommation de viande bovine française (veau inclus) en France** est restée dynamique à 511 400 téc (+2% /2020 et +1% /2019).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

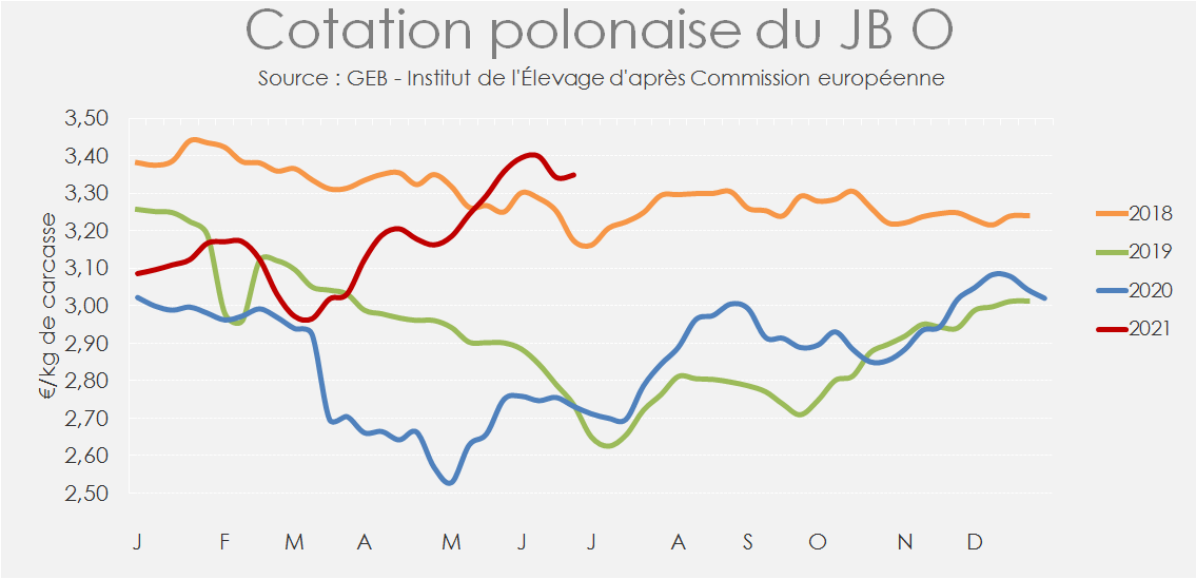
Marché fluide, prix en hausse

Dernière révision le 21 juillet 2021

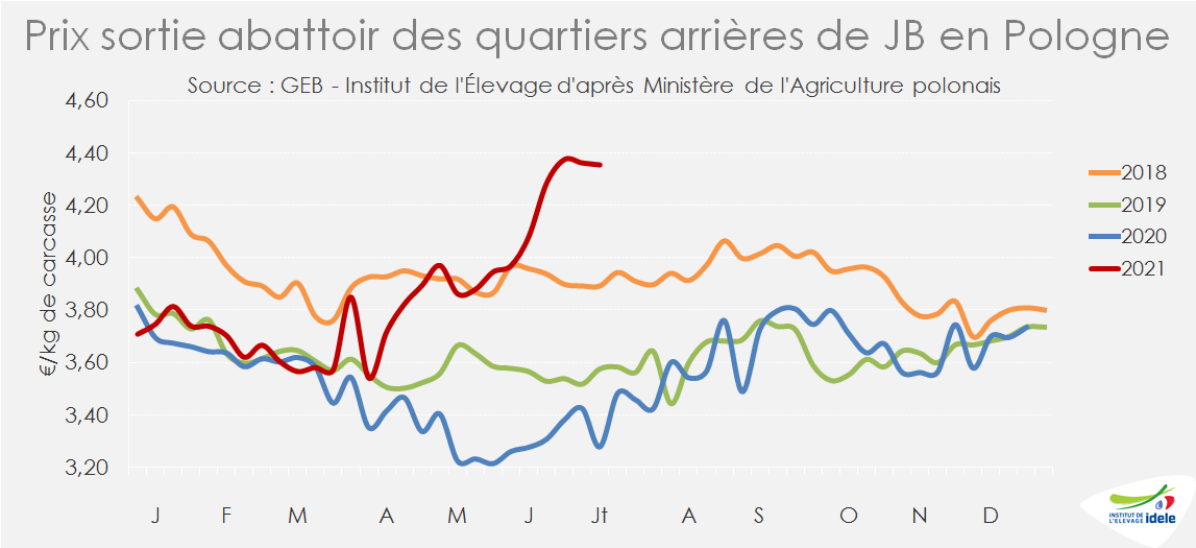
Avec moins de mâles à sortir cette année, le marché européen du jeune bovin est nettement plus fluide qu'il y a un an. Les prix se sont stabilisés à des niveaux historiquement élevés pour une saison estivale, et même record en Allemagne et en Pologne. Il n'y a qu'en Italie que les prix des mâles restent atones, alors que ceux des femelles caracolent toujours à un niveau record.

Pologne : prix supérieurs à 2018

En **Pologne**, le manque d'offre, face à la reprise de la demande pour la restauration partout en Europe, tire les prix à la hausse. Le JB O cotait ainsi 3,35 €/kg de carcasse en semaine 26 (+23%/2020, +22%/2019 et même +6%/2018).



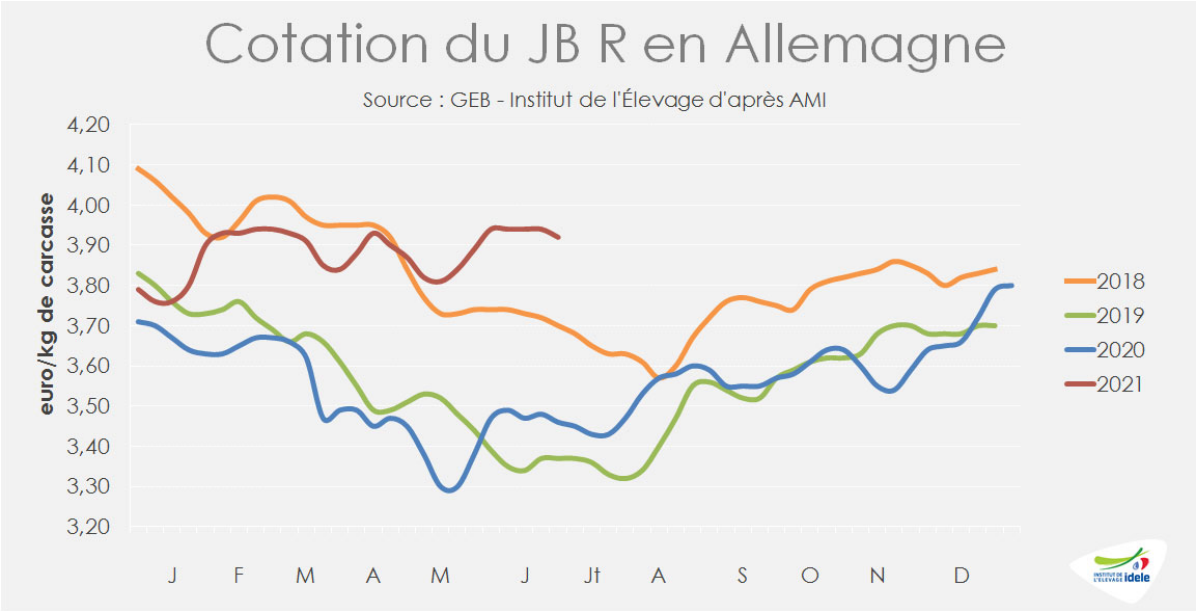
Les quartiers arrières, dont certaines pièces sont particulièrement demandées en restauration commerciale, ont vu leur prix flamber à partir de mi-mai. D'après les données du Ministère de l'agriculture polonais, le prix moyen sortie abattoir d'un quartier arrière de JB s'établissait à 4,35 €/kg en semaine 27 (+33% /2020, +22% /2019 et +12% /2018).



Après 15 ans de croissance ininterrompue, la production polonaise plafonne. En début d'année, le nombre de mâles de 1 à 2 ans dans le cheptel polonais était en baisse de -0,6% /2020. Sur les 4 premiers mois de 2021, seuls 310 000 mâles ont été abattus (-4% /2020, +3% /2019, -5% /2018). Pour rappel, le début d'année 2019 avait été perturbé par la révélation d'un scandale sanitaire fin janvier qui avait alors limité fortement les abattages durant le 1er semestre.

Allemagne : prix record pour cette période de l'année

En **Allemagne**, le JB R cotait 3,92 €/kg de carcasse en semaine 26 (+13% /2020 et +16% /2019).

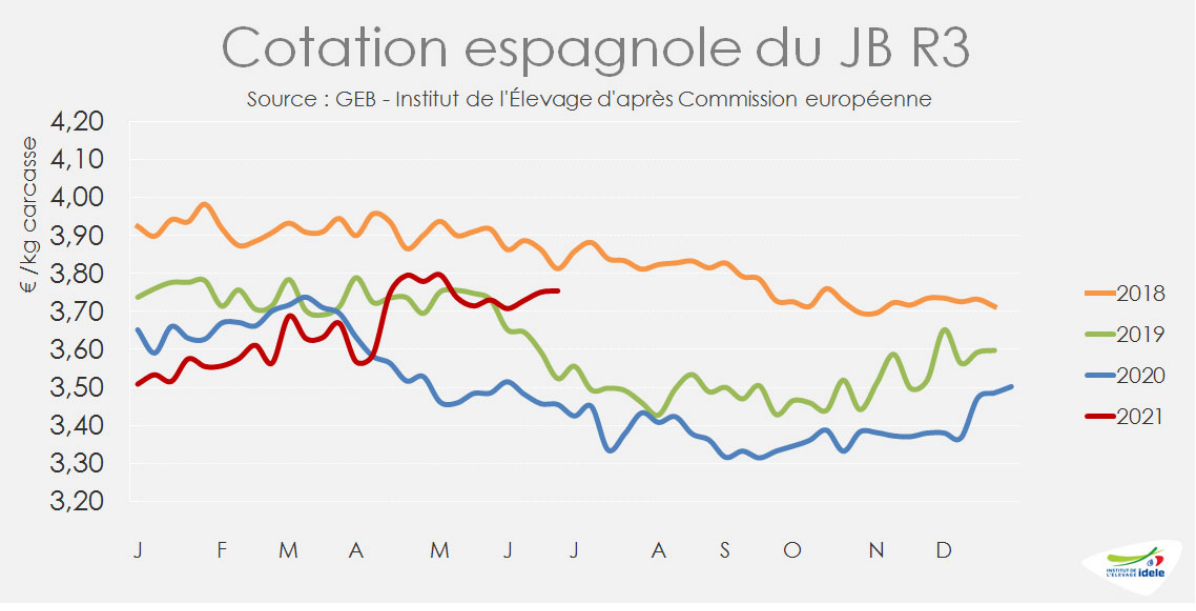


En cumul sur le premier semestre, les abattages de taurillons ont enregistré une baisse marquée par rapport aux années précédente (-4% /2020 et -3% /2019 selon l'indicateur hebdomadaire AMI). La baisse des sorties devrait se poursuivre sur les 6 prochains mois. En effet, d'après l'enquête cheptel de mai, les mâles de 1 à 2 ans étaient 820 000 (-4,4% /2020), témoignant de la poursuite du déclin de l'engraissement en Allemagne.

La consommation dynamique contribue également à tirer les prix. Les achats des ménages de viande bovine sur les 5 premiers mois de l'année étaient en hausse de +7% /2020 et de +28% /2019. Les confinements répétés et la fermeture des écoles et des restaurants ont en effet induit un report de la restauration hors domicile vers le commerce de détail.

Espagne : l'ombre d'une 4ème vague

En **Espagne**, La cotation du JB R s'est stabilisée à 3,75 €/kg de carcasse (+9% /2020, +7% /2019 et seulement -1,5% /2018). Les arrières ont encore gagné en valorisation grâce à la réouverture de la restauration commerciale. Les déhanchés se vendent à plus de 8 €/kg. Les opérateurs rapportent toutefois leurs difficultés à valoriser les avants vers la Grèce et le Portugal alors que le marché algérien est devenu poussif depuis la fin du Ramadan.

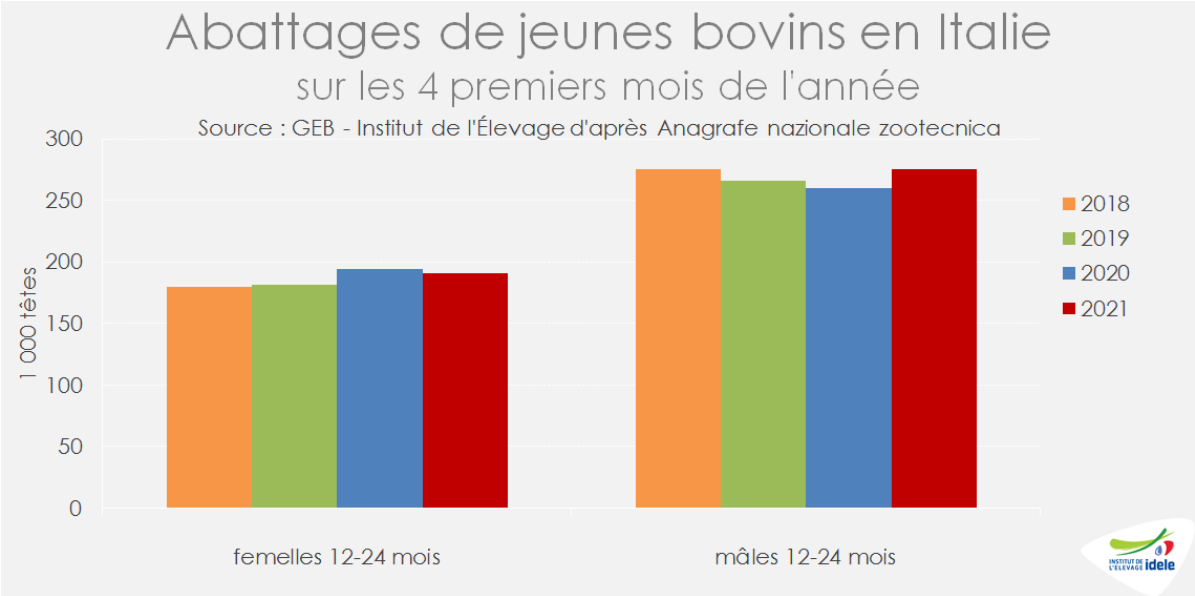


La reprise de l'épidémie de coronavirus en Espagne et au Portugal pourrait toutefois entraîner de nouvelles restrictions qui nuiraient à la valorisation des carcasses.

Les engraisseurs s'inquiètent par ailleurs de la perte de rentabilité de leur activité provoquée par la hausse des coûts d'alimentation, puisqu'ils utilisent très majoritairement des rations sèches. Il semble toutefois que les prix des céréales et des tourteaux aient atteint un plafond.

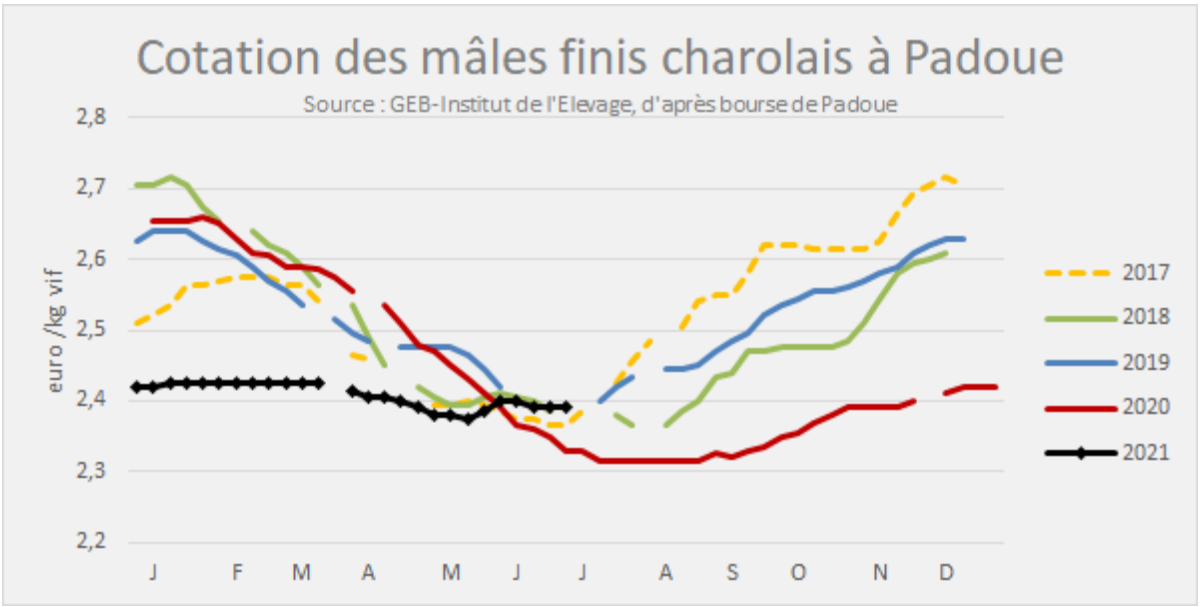
Italie : Les femelles mieux valorisées que les mâles

En **Italie**, alors que la demande se porte vers toujours plus de viande de femelles, l'offre de mâles est restée abondante, suite à la mise en place de nombreux broutards à partir de l'été 2020 quand les prix des mâles maigres avaient fortement chuté en France. Ainsi, selon la base de données sanitaires, 275 000 mâles de 1 à 2 ans ont été abattus sur les 4 premiers mois de l'année en Italie (+6% /2020, +3% /2019 et = /2018). A l'inverse, l'offre de femelles était en léger recul, rompant avec la tendance à la hausse des dernières années, à 191 000 têtes sur le premier quadrimestre 2021 (-2% /2020, mais toujours +5% /2019 et +6% /2018).

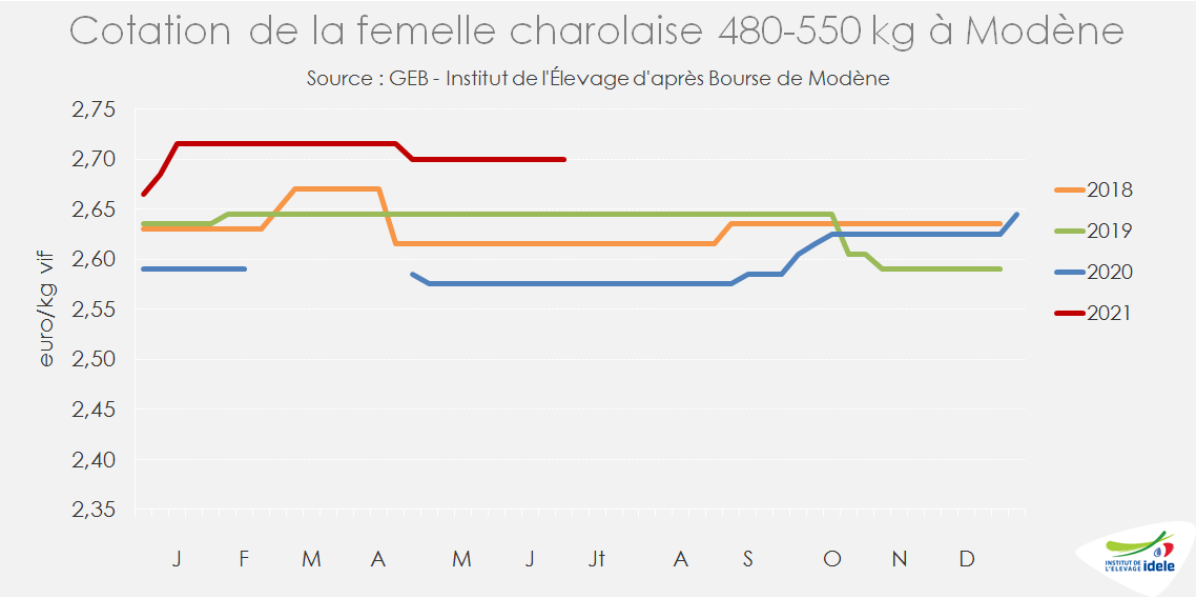


Face à une offre en hausse, les prix des mâles finis sont restés sous pression pendant tout le 1er semestre.

A Padoue, la cotation des mâles finis charolais se situait en s27 à 2,39 €/kg vif : elle rejoignait les valeurs de 2018 et 2019 et était supérieure à la valeur de 2020 (+2,5%).



Les prix des femelles sont au plus haut, tirés par la demande croissante pour la viande de génisse et les difficultés à augmenter la production. **A Modène,** la femelle charolaise cotait 2,70 €/kg vif début juillet (+5% /2020 et +2% /2019).



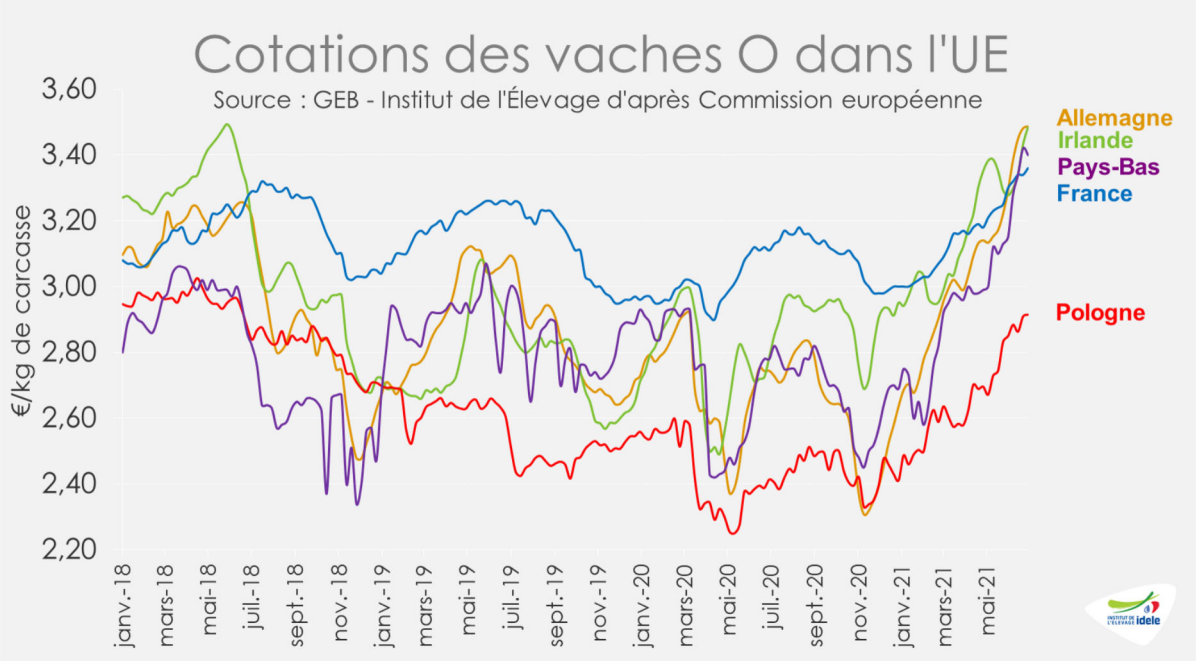
Le secteur attend beaucoup de la reprise du tourisme. Les niveaux de réservation sont proches de ceux de 2019 dans les îles, ainsi que dans les zones balnéaires, montagneuses et des lacs. Mais ils restent bas dans les grandes villes.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cours européens des réformes toujours fortement en hausse

Dernière révision le 20 juillet 2021

Partout en Europe, les cotations des réformes ont poursuivi une hausse saisonnière très dynamique. Les disponibilités restent limitées.

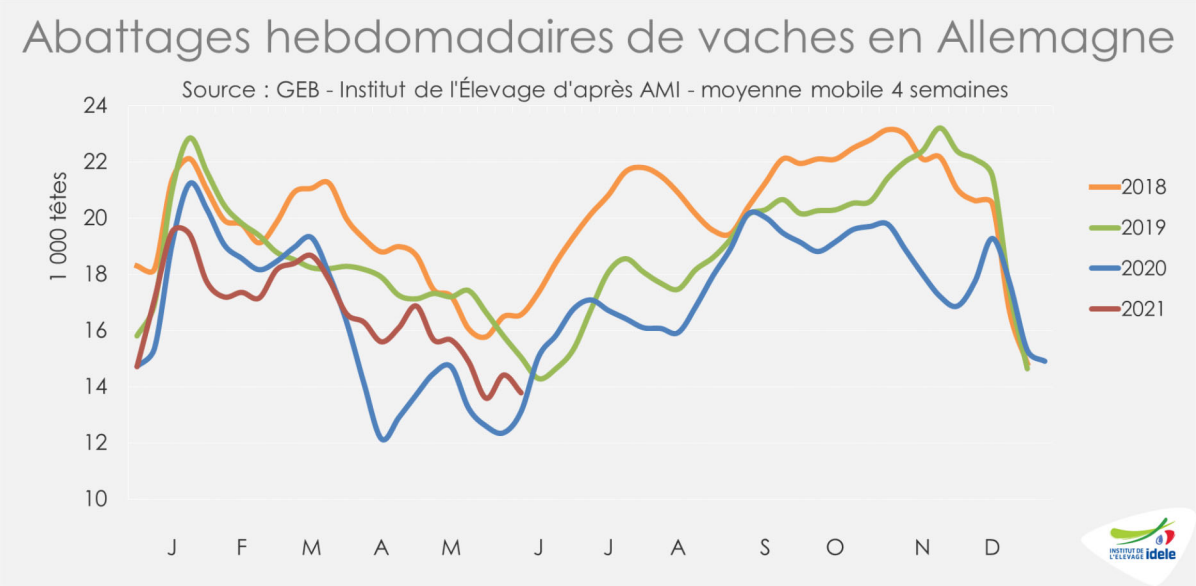


ALLEMAGNE : poursuite de la hausse des cours face à l'offre limitée

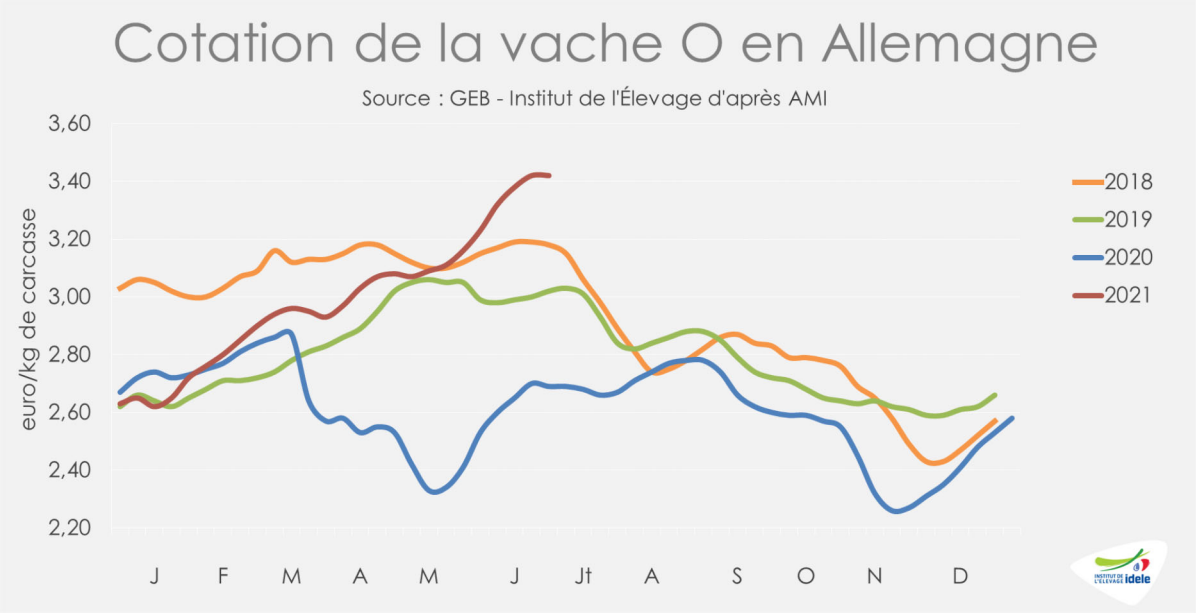
En **Allemagne**, avec la levée progressive des mesures de restrictions concernant notamment la restauration, les progressions des ventes au détail toutes viandes en mai ont poursuivi leur baisse pour le deuxième mois consécutif. Sur les cinq premiers mois de 2021, ces ventes ont été globalement en retrait par rapport à la même période de 2020 (-1%). A l'inverse de cette tendance générale, celles de viande bovine sont restées dynamiques sur la même période (+7% /2020). La tendance à la baisse des ventes au détail devrait globalement se poursuivre avec la réouverture progressive des restaurants, sans forcément affecter celles de viandes bovines.

Depuis plusieurs semaines, l'offre de bovins en fermes est faible et les abattages sont restés limités, plus particulièrement en femelles. Alors qu'elle est habituellement plus limitée en période estivale, la demande des opérateurs en réformes n'est pas satisfaite.

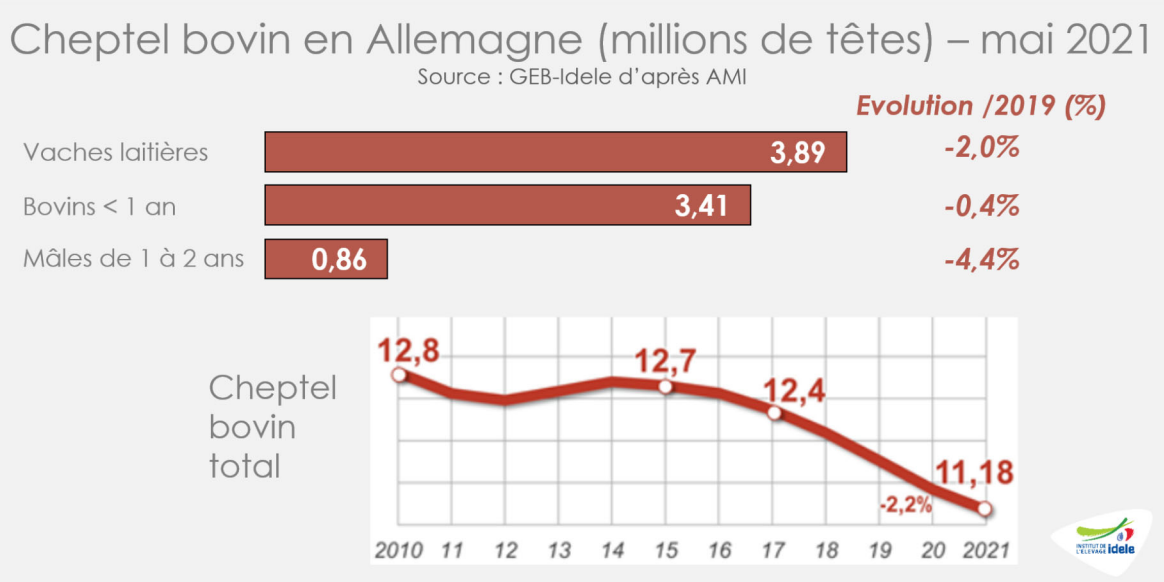
Sur les huit dernières semaines (s.19 à 26), les abattages de vaches de réforme étaient à nouveau en retrait par rapport aux niveaux d'avant pandémie (+5% /2020, mais -5% /2019 et –13% /2018).



Les cours des réformes ont donc logiquement poursuivi leur hausse. En semaine 26, la cotation de la vache O atteignait 3,42 €/kg de carcasse (+27% /2020 et +13% /2019). Elle a augmenté de 26 centimes en juin (+8% /2020) et se situe fin juin 84 centimes au-dessus du début de l'année (+33%).

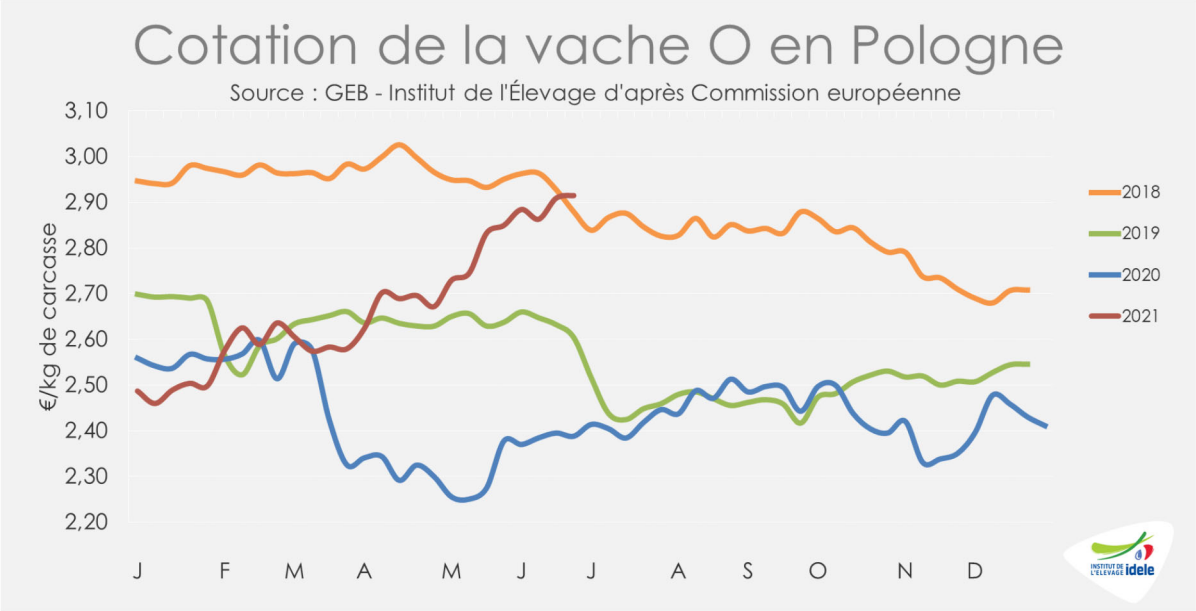


Selon AMI, l'offre de bovins à abattre devrait restée limitée. En mai 2021, le cheptel total de bovins en Allemagne avait de nouveau diminué, à 11,2 millions de têtes (-2,2% /2020 et -12,0% /2014). Tous les effectifs sont en baisse, notamment les bovins mâles de un et deux ans (-4,4% /2020). Le nombre de vaches laitières a également diminué de manière significative (-2,0%). Enfin, les effectifs de bovins de moins d'un an ont diminué de façon plus limitée (-0,4 %).

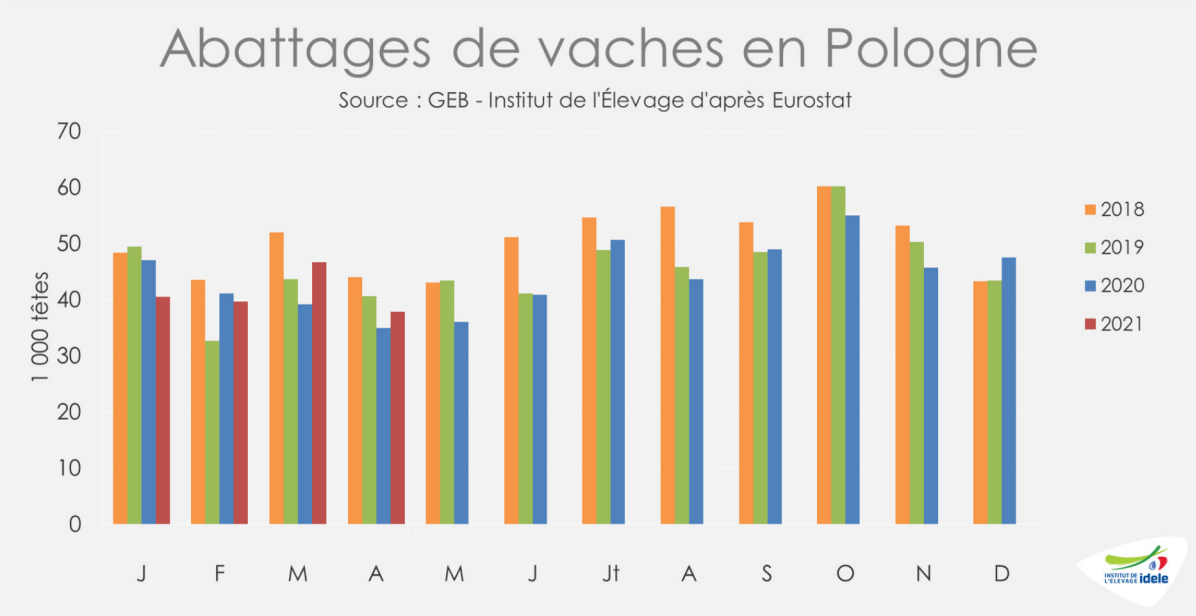


POLOGNE : les cours record

La cotation de de la vache O polonaise a poursuivi sa forte tendance à la hausse en juin, portée notamment par la réouverture du secteur de la restauration un peu partout en Europe. En semaine 26, elle atteignait 2,92 €/kg de carcasse dépassant désormais le niveau élevé de 2018 (+22% /2020 ; +12% /2019 et +1% /2018).



Les disponibilités de bovins en Pologne sont limitées et la production plafonne après plusieurs années de croissance continue. Sur les quatre premiers mois de l'année, les abattages de vaches en Pologne ont été plutôt contenus (+1% /2020, mais -1% /2019 et -12% /2018).

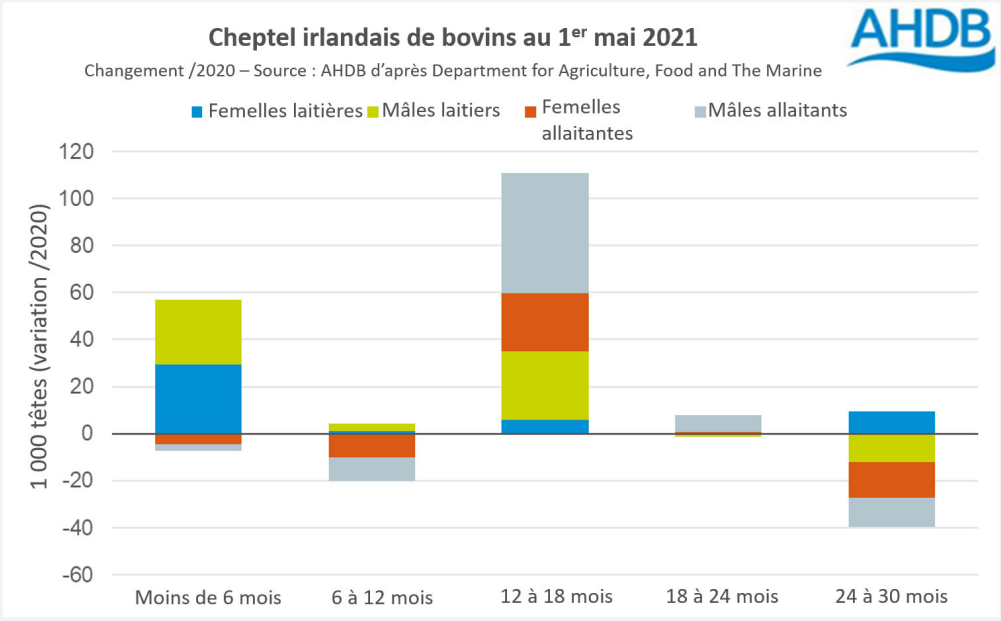


Les exportations polonaises de viande bovine ont également été contraintes sur le début de l'année, à 108 400 téc sur le 1er trimestre 2021 (-9% /2020 et +1% /2019). Depuis, avec notamment la réouverture progressive du secteur de la restauration en Europe, il semble que les exportations se soient redressées. En mai 2021, la France a ainsi importé 2 300 téc de viande polonaise (+23% /2020).

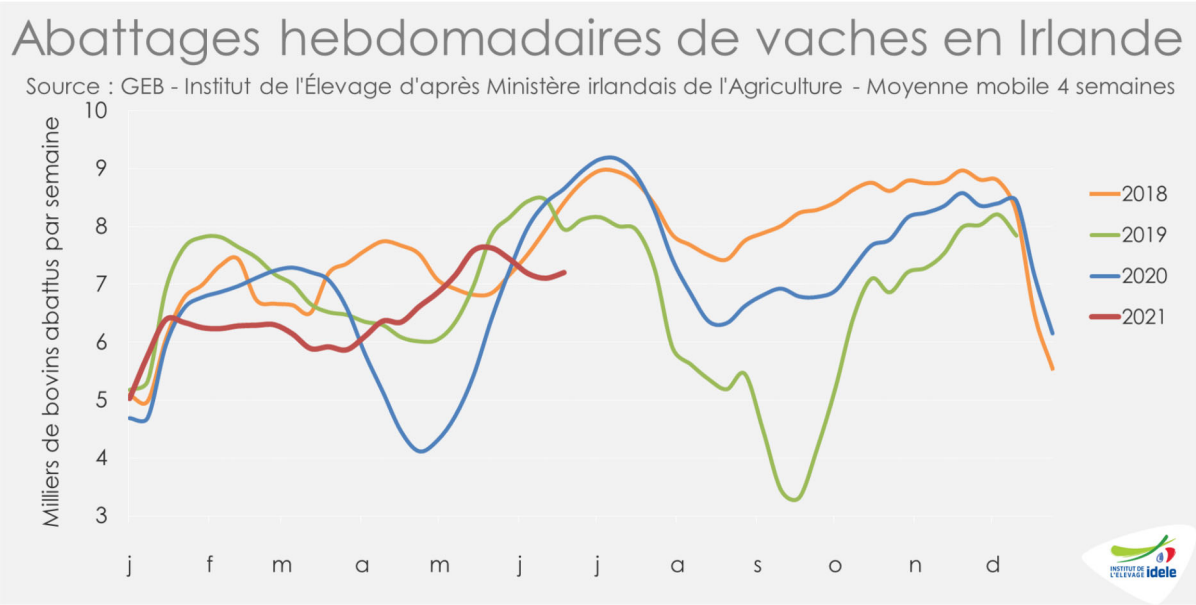
IRLANDE : l'approvisionnement limité soutient les cours

L'offre **irlandaise** en élevage est pour le moment limitée. Au 1er mai 2021, selon les données du Gouvernement irlandais, le nombre d'animaux disponibles pour la production de bovins jeunes (« *prime cattle* » : mâles laitiers ou allaitants et génisses allaitantes âgés de 12 à 30 mois) était certes en hausse (+4% /2020). Cependant, ce regain s'explique surtout par la progression du nombre de bovins âgés de 12 à 18 mois qui ne devraient pas arriver sur le marché avant 2022. D'après *Bord Bia*, l'offre irlandaise devrait donc rester limitée pendant tout le reste de l'année.

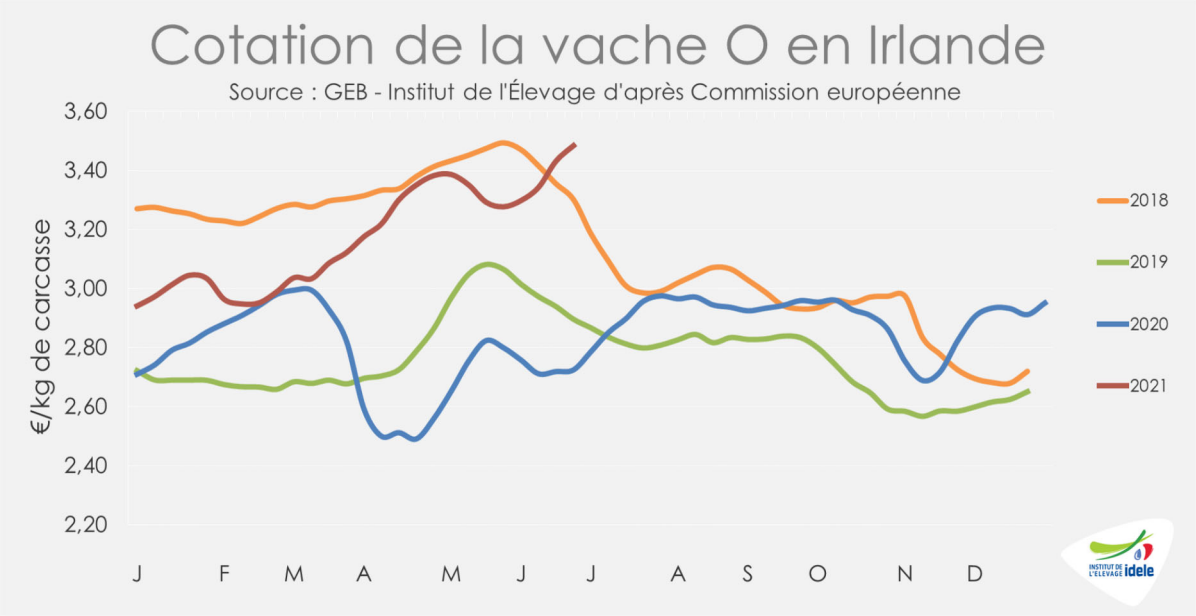
Le cheptel total de femelles de plus de 30 mois était stable au 1er mai 2021, le cheptel de femelles allaitantes étant en recul (-4% /2020) et celui des femelles laitières en hausse (+2%). La conjoncture laitière actuelle ne devrait pas inciter à la réforme à court terme.



En cumul depuis le début de l'année, les abattages ont donc été globalement limités pour toutes les catégories (-7% pour l'ensemble des bovins), notamment pour le « *prime cattle* ». La réouverture progressive de la restauration à travers l'Europe avait entraîné en mai une demande accrue des abattoirs notamment pour l'export. Depuis, les abattages restent plus limités. D'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture irlandais, sur les cinq semaines de juin, les abattages de bovins dans les abattoirs agréés pour l'export ont été en nette baisse (-13% /2020 et -12% /2019). C'est également le cas pour les réformes (-16% /2020 et -14% /2019).



Avec un manque d'offre en juin face à une demande dynamique, les cotations irlandaises sont globalement reparties très fortement à la hausse. En semaine 26, celle de la vache O atteignait 3,48 €/kg de carcasse (+28% /2020 et +20% /2019). C'est 21 centimes de plus (+6%) sur le mois de juin. Même tendance pour les autres catégories comme pour le bœuf R irlandais qui a atteint 4,24 €/kg de carcasse (+17% /2020 et +14% /2019), soit 11 centimes de plus sur le mois de juin.

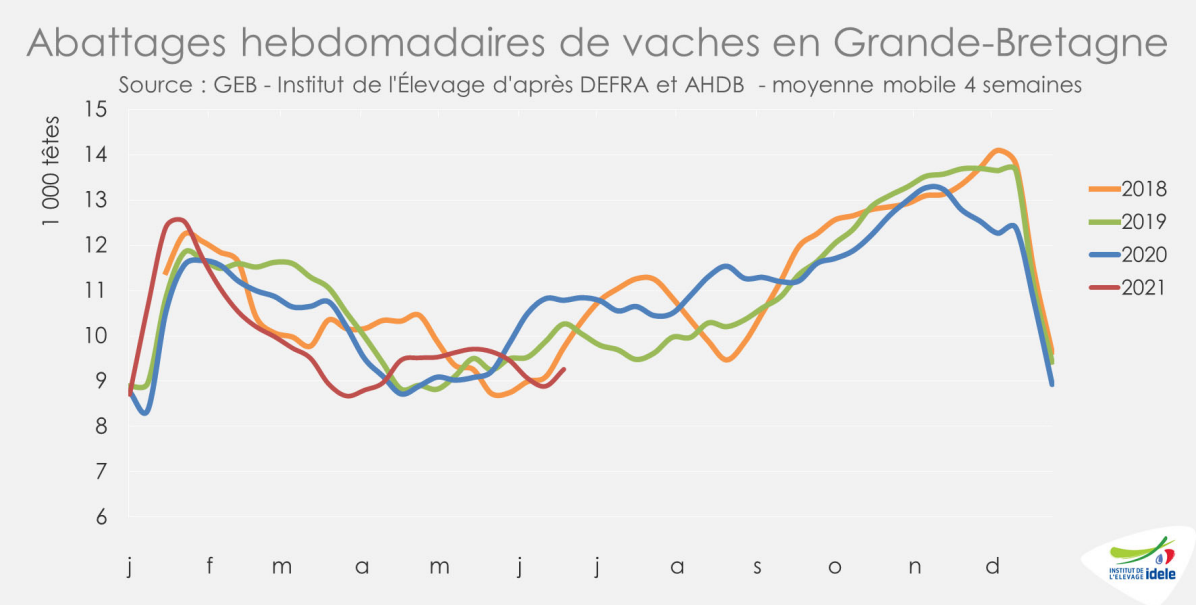


Avant la réouverture de la restauration, les exportations irlandaises de viande bovine étaient restées limitées sur les quatre premiers mois de l'année avec seulement 151 000 téc exportées (-13% /2020 et -20% /2019).

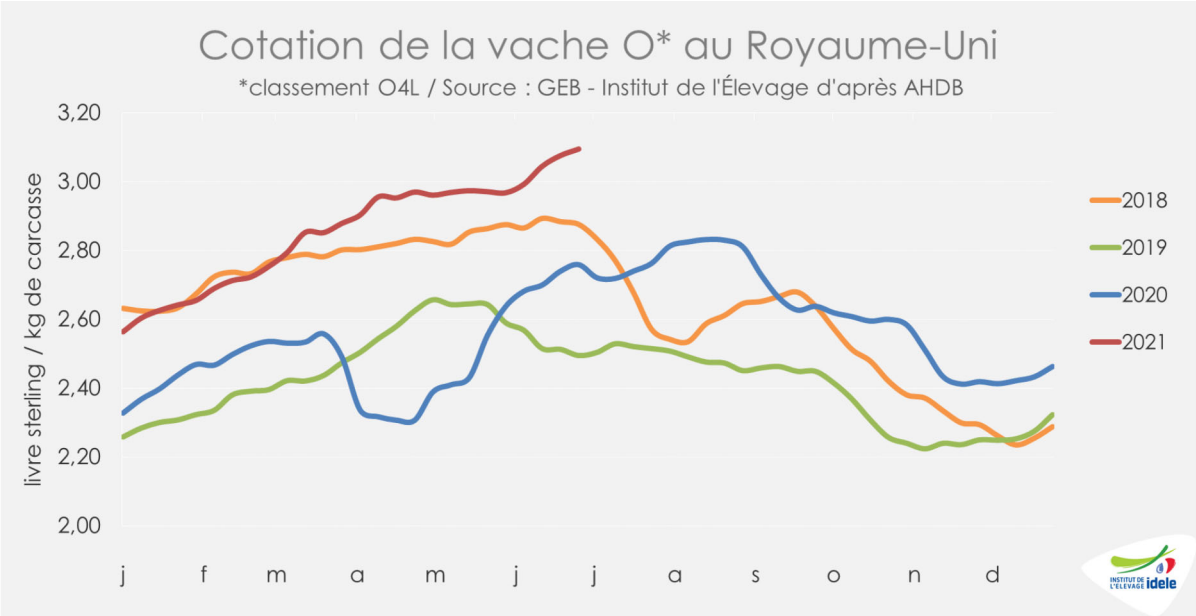
ROYAUME-UNI les cotations des réformes toujours en hausse

Au **Royaume-Uni**, les ventes au détail de viande bovine sont restées dynamiques. Sur les 12 dernières semaines se terminant le 13 juin 2021, les ventes se sont certes repliées en valeur (-6,3% /2020) comme en volume (-7,9%). Mais le point de comparaison de 2020, au cœur de la 1ère vague de covid-19, était particulièrement élevé. Comparées à 2019, les ventes sont restées robustes (+7,2% en volume).

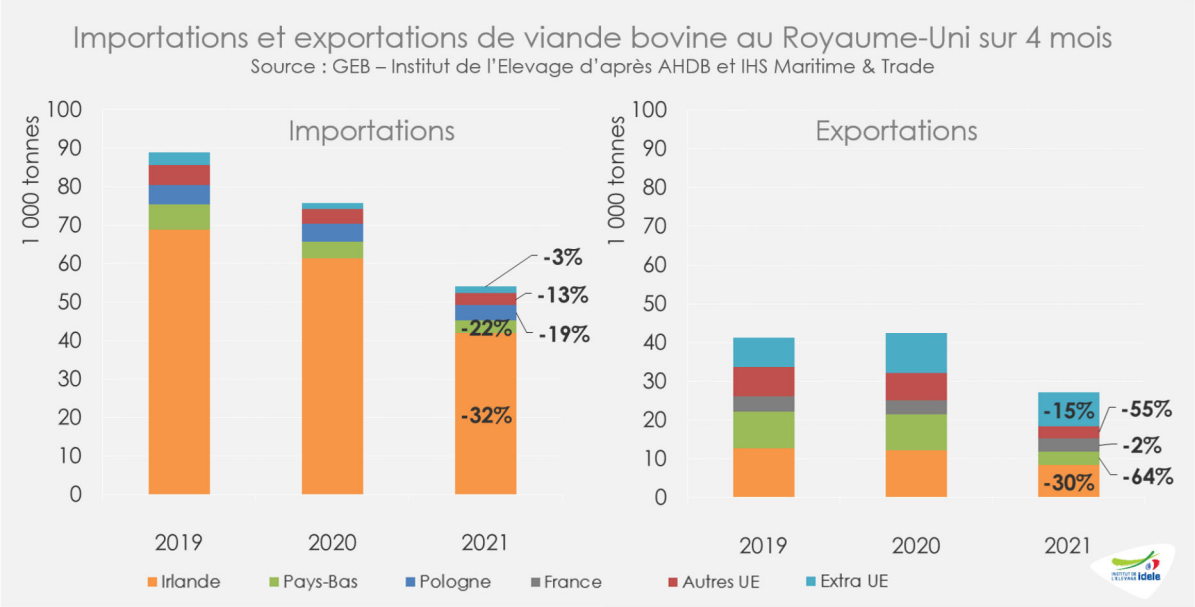
Et la demande soutenue des abattoirs rencontre une offre plutôt limitée. Sur les quatre dernières semaines connues (s.23 à s.26), les abattages de bovins ont été limités (-6% /2019 et 2020). C'est le cas pour toutes les principales catégories et notamment pour les vaches (-14% /2020 et -10% /2019).



L'offre limitée et la demande soutenue ont participé à la hausse des cotations. Après un mois de mai plus difficile en lien avec le temps maussade, les cotations des animaux jeunes (*prime cattle*) sont reparties à la hausse, portée notamment par la réouverture des restaurants et le maintien de ventes au détail dynamiques. En semaine 26, la cotation du bœuf R3 atteignait 4,05 £/kg de carcasse (+10% /2020 et +20% /2019), soit +2% sur le mois de juin. Convertie en euros, elle s'établit à 4,72 €/kg. Dans le même temps, le cours de la vache O a continué son ascension, à 3,10 £/kg de carcasse (+12% /2020 et +24% /2019). En euros, elle atteignait 3,60 €/kg, soit 0,16 € de plus sur le mois de juin (+5%).



En avril dernier, d'après AHDB, la demande à l'importation s'était redressée, mais de façon très limitée à 16 300 t (-4% /2020). En cumul sur 4 mois, le déclin restait très important avec seulement 54 000 t importées (-29% /2020 et -39% /2019). Avec la fin progressive des restrictions, le commerce extérieur britannique de viande bovine devrait poursuivre son redressement de façon plus marquée.



Viandes bovines » Maigre »

Baisse saisonnière des prix ?

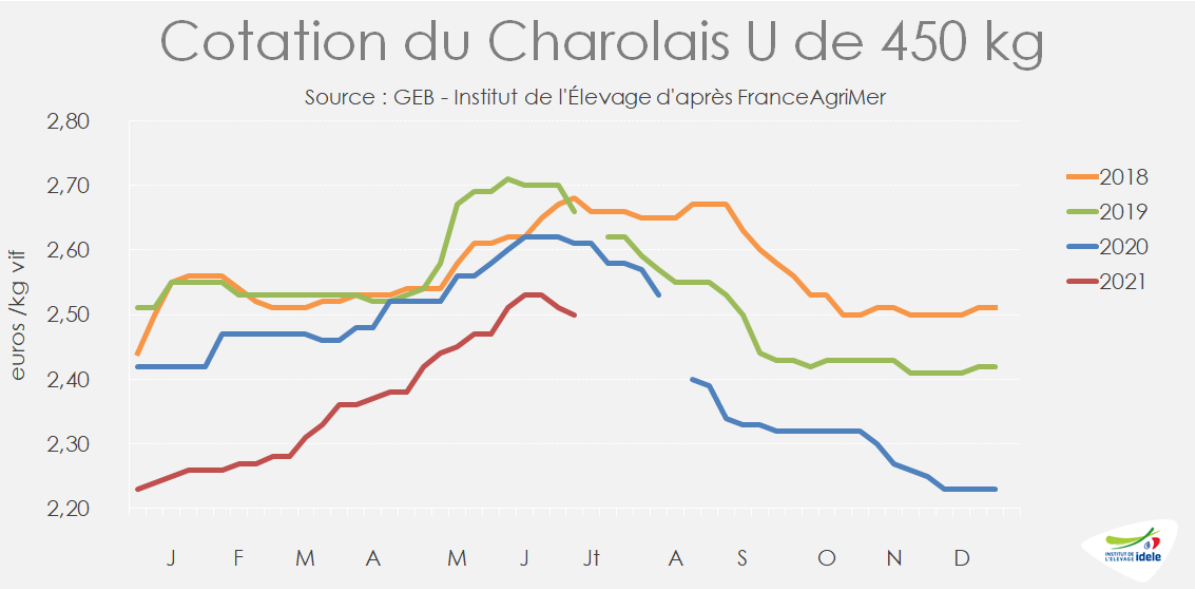
Dernière révision le 20 juillet 2021

Depuis fin juin, les cours des broutards mâles semblent avoir déjà entamé leur baisse saisonnière, sans avoir rattrapé les niveaux de 2020. Les effectifs de mâles de mère allaitante de 0 à 6 mois sont en recul, dans le sillage de la baisse du cheptel de vaches allaitantes. En mai, les exportations ont dépassé de +9% les niveaux perturbés de 2020, mais restaient en retrait comparées à 2019. Fin juin-début juillet, les exports vers l'Italie ont été dynamiques selon TRACES.

Baisse saisonnière des cotations amorcée

En juin, les cours des broutards mâles avaient poursuivi leur hausse sans parvenir à réduire l'écart avec les valeurs de 2020, elles-mêmes inférieures à celles de 2018 et 2019. Depuis fin juin, les prix des broutards mâles semblent initier une baisse saisonnière. Les chaleurs extrêmes enregistrées en Italie (35°C à Milan le 28/06 et 40°C dans les Pouilles) ont freiné la consommation et le prix des JB en Italie restait morose début juillet.

En semaine 27, le Charolais U de 450 kg cotait 2,64 €/kg vif (-10 cts /2020 ou -4%) et le Charolais U de 350 kg valait 2,50 €/kg (-11 cts /2020 ou -4%).

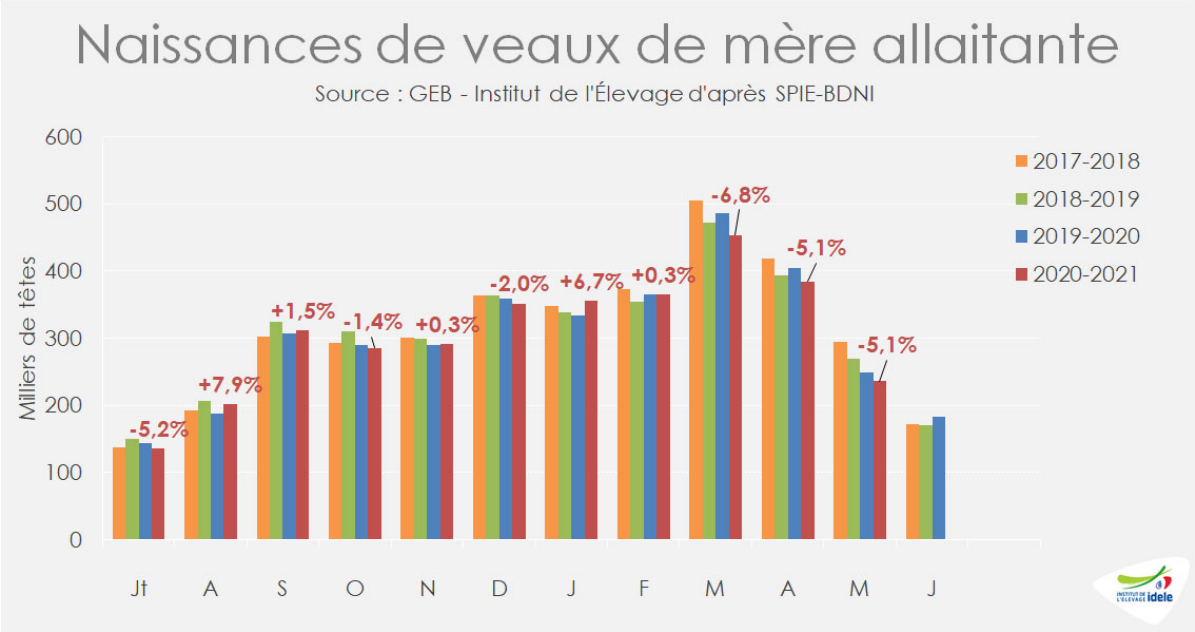


Le cours du Limousin E de 350 kg, stable à 2,78 €/kg vif depuis avril, a fléchi fin juin avec les fortes chaleurs transalpines. Il se situait en semaine 27 à 2,75 €/kg vif (-7 cts /2020, -2%). La cotation du mâle croisé R de 300 kg s'est encore légèrement appréciée début juin, s'établissant à 2,42 €/kg vif en semaine 27. Cependant, elle reste encore très inférieure à son niveau de 2020 (-14 cts, soit -5% /2020).

La demande pour les femelles continue d'être ferme. La cotation de la Limousine E de 270 kg est stable depuis mars, à 2,82 €/kg vif (+3% /2020) en semaine 27. Celle de la Charolaise U de 270 kg se maintient à 2,65 €/kg vif depuis mai, soit +4% /2020.

En mai, les naissances allaitantes en recul pour le 3ème mois consécutif

D'après SPIE-BDNI, 236 000 veaux de mère allaitante sont nés en mai soit -5,1% /2020. Le recul du cheptel de vaches allaitantes (-2,2% /2020 au 1er juin) entraîne une réduction des naissances malgré une bonne saison de reproduction au printemps 2020. Cumulées sur 11 mois de campagne 2020-2021, les naissances allaitantes ont atteint 3 374 000 veaux, à -0,9% /2020 (-42 000 veaux) avec un très net ralentissement sur les mois de mars à mai.



Les effectifs de mâles allaitants de 0-6 mois en recul

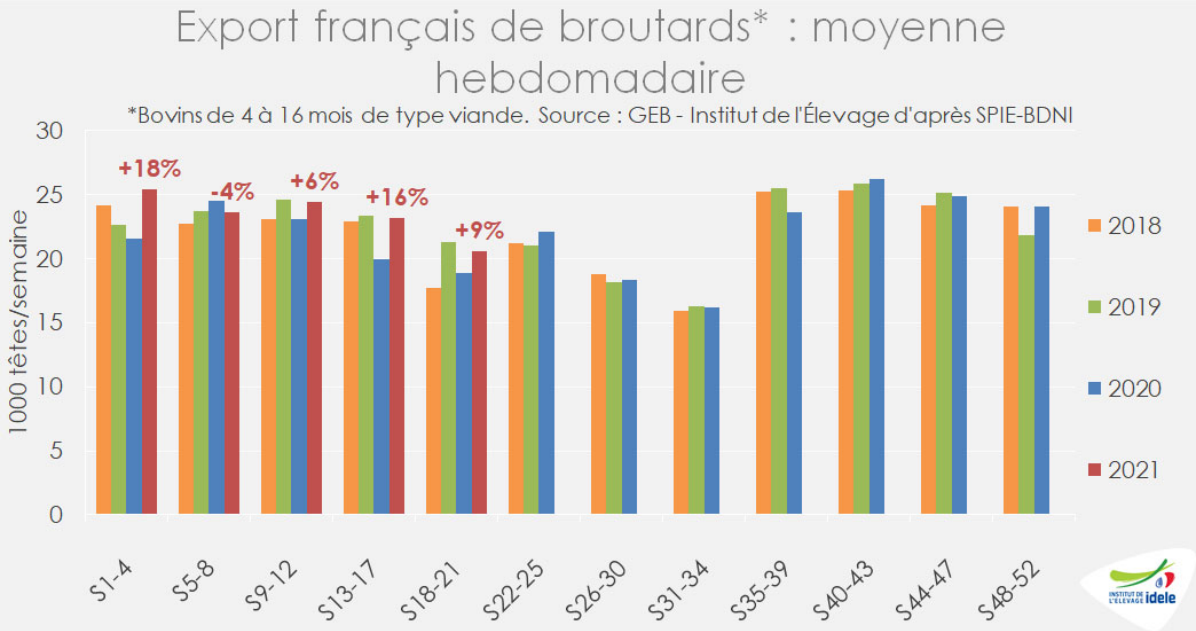
Au 1er juin 2021, avec un rythme de naissances ralenti au printemps, les mâles de 0-6 mois de mère allaitante en ferme étaient au nombre de 985 000 (-3% /2020 et -2% /2019). La baisse des effectifs est marquée en Charolais (-3% /2020) et en Blond d'Aquitaine (-4% /2020).

Pour les mâles de 6-12 mois de mère allaitante, on comptait 507 000 têtes au 1er juin 2021, un effectif en léger retrait de -1% /2020 et à -3% /2019.

La part des femelles dans les exports en baisse en mai

En mai (semaines18 à 21) selon SPIE-BDNI, 82 000 bovins de 4-16 mois de type viande ont été expédiés à l'étranger, en hausse de +9% par rapport à mai 2020 (alors perturbé par le covid-19), mais en baisse de -3% /2019.

Pour la première fois depuis janvier, la part de femelles dans les exports a diminué, de 38% des envois mensuels en avril à 35% en mai 2021, faute de disponibilités suffisantes en cette saison.



En cumul sur les semaines 1 à 21, 490 000 broutards ont été exportés, soit une hausse de +9% /2020 et une quasi stabilité par rapport à 2019, à -1%. Les femelles ont représenté 36,7% des envois depuis début 2021.

Vers l'Espagne, d'après les Douanes de mai, 9 000 broutards ont été exportés, soit +6% /2020 (perturbé par le covid-19) mais -49% /2019, les engraisseurs espagnols optant davantage pour le petit veau laitier bon marché depuis 2020. De janvier à mai 2021, l'Espagne a importé 59 000 broutards français, soit +6% /2020 mais -24% /2019.

Vers l'Italie, sur la période la plus récente de s22 à s27 selon TRACES, 113 000 bovins (tous âges confondus) ont été exportés soit +4 %/2020. Les semaines 24 et 25 ont été en retrait /2020. Les semaines 26 et 27 ont été particulièrement dynamiques, les engraisseurs italiens remplissant peut-être les ateliers en prévision des fêtes de fin d'année, malgré les bas prix actuels du JB italien.

En mai, les envois vers Israël plus dynamiques que vers l'Algérie

Selon les Douanes, 6 500 broutards ont été exportés vers les pays tiers au mois de mai (-8% /2020, mais +153% /2019). 1 500 têtes ont été exportées vers l'Algérie, un mois calme après le Ramadan. Les exportations de génisses laitières sont toujours suspendues vers l'Algérie.

Par contraste, 5 000 broutards ont été expédiés en Israël, ce qui explique la hausse globale des envois vers les pays tiers de +153% /2019. Israël achète plus de broutards européens en 2021, car les bovins australiens sont devenus rares et plus chers.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

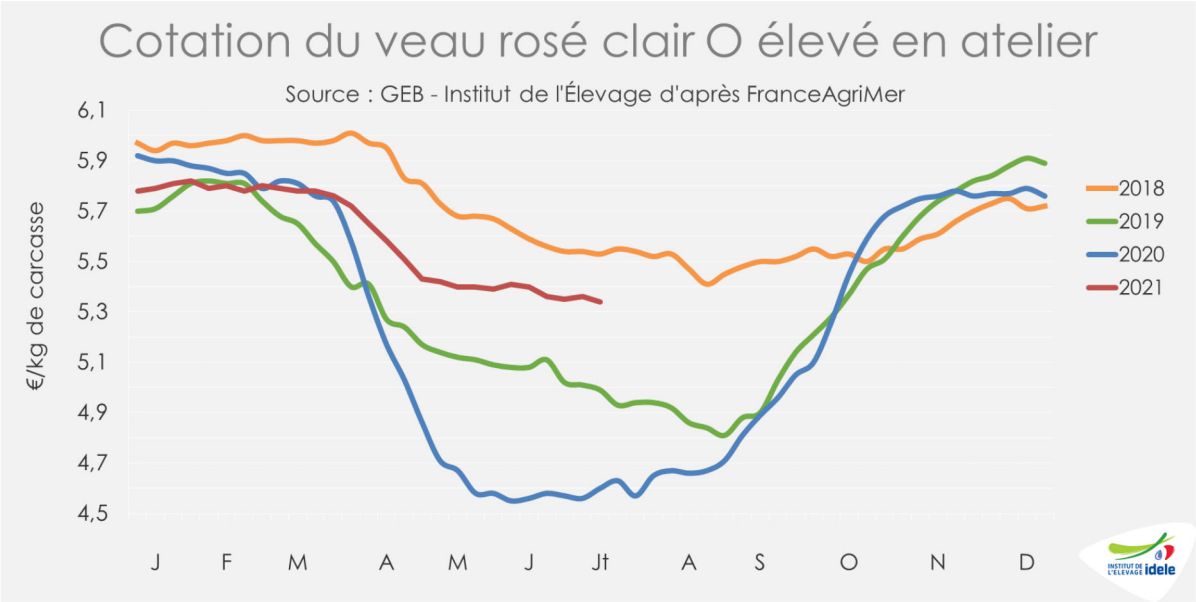
Des abattages en retrait

Dernière révision le 20 juillet 2021

La production peine à retrouver son niveau d'avant pandémie. A la baisse de la demande, impactée par les restrictions sanitaires en RHD commerciale fermée jusqu'au 19 mai dernier, s'est ajoutée la hausse des coûts alimentaires qui pèse sur les mises en place. Les opérations de communication autour du Veau de la Pentecôte ont permis d'assainir le marché, mais celui-ci reste fragile.

Baisse saisonnière modérée des cours

La cotation du veau rosé clair O élevé en atelier, indicateur du marché des veaux laitiers, s'est établie à 5,34 €/kg de carcasse en semaine 27, soit une baisse de 7 centimes depuis la semaine 22. La baisse saisonnière des cours des veaux gras reste modérée, les cours se maintiennent bien au-dessus des faibles niveaux de 2020 (+16%) et de 2019 (+7%).



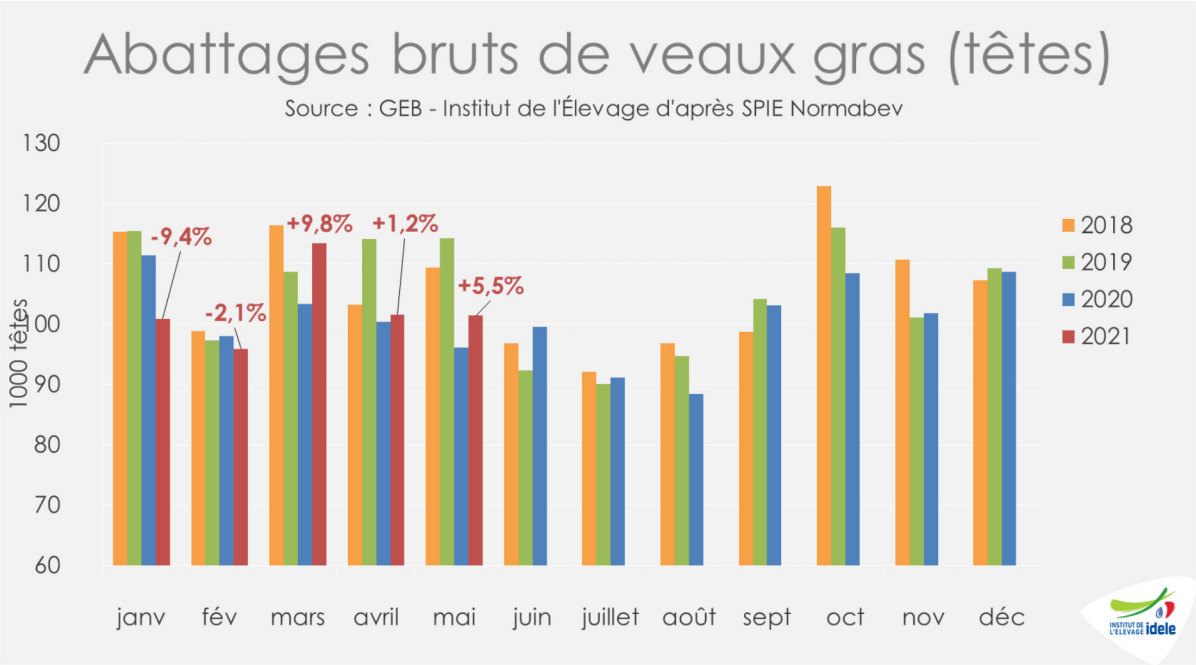
La baisse des cours est un peu plus marquée pour le veau rosé clair R élevé en atelier (veaux mixtes et croisés), qui a perdu 11 centimes en 5 semaines pour s'établir à 5,98 €/kg éc en semaine 27. Cette baisse est traditionnelle à cette période de l'année où le retour d'une météo plus estivale fait fléchir la consommation de viande de veau. La cotation a retrouvé son niveau de 2018, soit +13% /2020 et +6,6% /2019.

Les coûts alimentaires semblent se stabiliser

Les coûts alimentaires se sont stabilisés ces dernières semaines, mais ils restent très élevés et continuent de peser sur les coûts de production. Le cours de la poudre de lactosérum doux a atteint 1 000 €/t en semaine 26, et reste ainsi supérieur de +41% /2020 et de +27% /2019.

La production n'a pas retrouvé son niveau d'avant pandémie

101 400 veaux gras ont été abattus en mai 2021, en hausse de +5,5% /2020, mais toujours en net retrait par rapport à 2019 (-11%). Or, le mois de mai 2020 comptait un jour ouvré de moins, les abattages de mai 2021 ont en réalité tout juste retrouvé leur faible niveau de mai 2020, quand la RHD collective et commerciale était alors encore totalement fermée.



Pour rattraper les retards d'abattage du début de l'année et assainir le marché avant l'été, l'Interprofession a mis en place une campagne de communication inédite entre la semaine 20 et la semaine 27 avec des mises en avant en GMS et en boucherie. D'après les données Kantar du mois de mai, les achats des ménages ont été dynamiques, les volumes de viande de veau ont été en hausse de +3% /mai 2020. Ils sont toutefois restés en recul de -5% /2019. En parallèle, les cantines scolaires ont rouvert début mai dernier et les restaurants à partir de la mi-mai, relançant la consommation hors domicile.

Cependant le marché est resté encombré, les volumes produits n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant pandémie. Avec 75 500 téc abattus sur les cinq premiers mois de l'année, la production de veau gras est en retrait de -5,8% /2019.

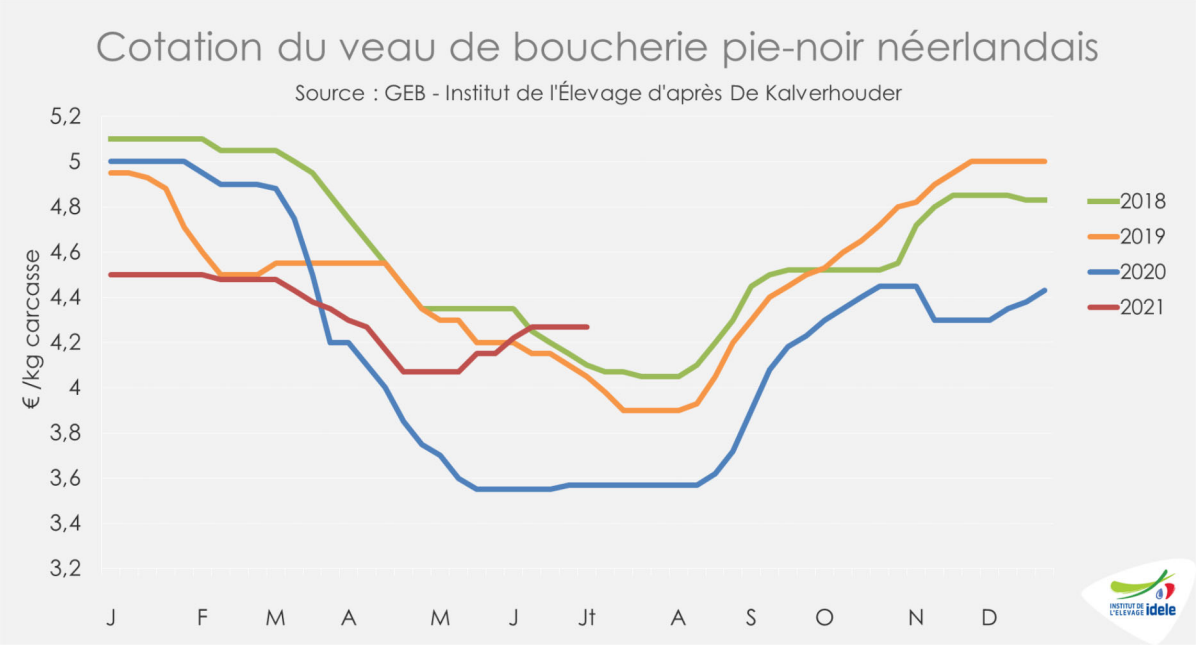
Le marché s'est allégé en juin

Les opérations du Veau de la Pentecôte ont tout de même permis d'assainir en partie le marché et de désencombrer les sorties. En juin, le poids carcasse moyen des veaux a reculé à 149,9 kg, soit -1,2 kg /2020 mais +0,5 kg /2019. L'âge moyen a peu augmenté d'un mois sur l'autre : à 188,9 jours, il est inférieur de 3 jours à l'âge moyen de juin 2020, mais supérieur de 1,6 jour à celui de juin 2019.

D'après les premières données Normabev, les abattages du mois de juin 2021 seraient en retrait de -5% /juin 2020, alors que le mois de juin 2021 comptait un jour ouvré de plus. Les mises en place à l'engraissement du début de l'année 2021 avaient probablement été prudentes, dans un contexte d'incertitude sanitaire et de hausse des cours des matières premières.

Hausse saisonnière inattendue des cours néerlandais

Aux Pays Bas, la cotation du veau de boucherie pie-noir a progressé de +12 centimes en 5 semaines, à une période où la tendance est plutôt à la baisse saisonnière ! A 4,27 €/kg de carcasse en semaine 27, les cours sont supérieurs de +20% /2020 et de +5% /2019. La réouverture de la RHD européenne a fait remonter les prix, mais ceux-ci semblent maintenant avoir atteint un palier. Ils ne devraient plus augmenter davantage avant l'automne et ses températures fraîches favorables à la consommation de veau.



D'après les données Eurostat, la production de veau de boucherie néerlandais a atteint 18 000 téc au mois d'avril, dépassant de +14% le très bas niveau d'avril 2020, fortement impacté par le premier confinement. La production reste cependant en recul de -18% /2019.

En Italie, la cotation du veau gras à Modène s'est également bien rétablie : à 5,0 €/kg éc, elle dépasse de +33% son niveau de 2020 et de +4% /2019.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

Les cours plafonnent

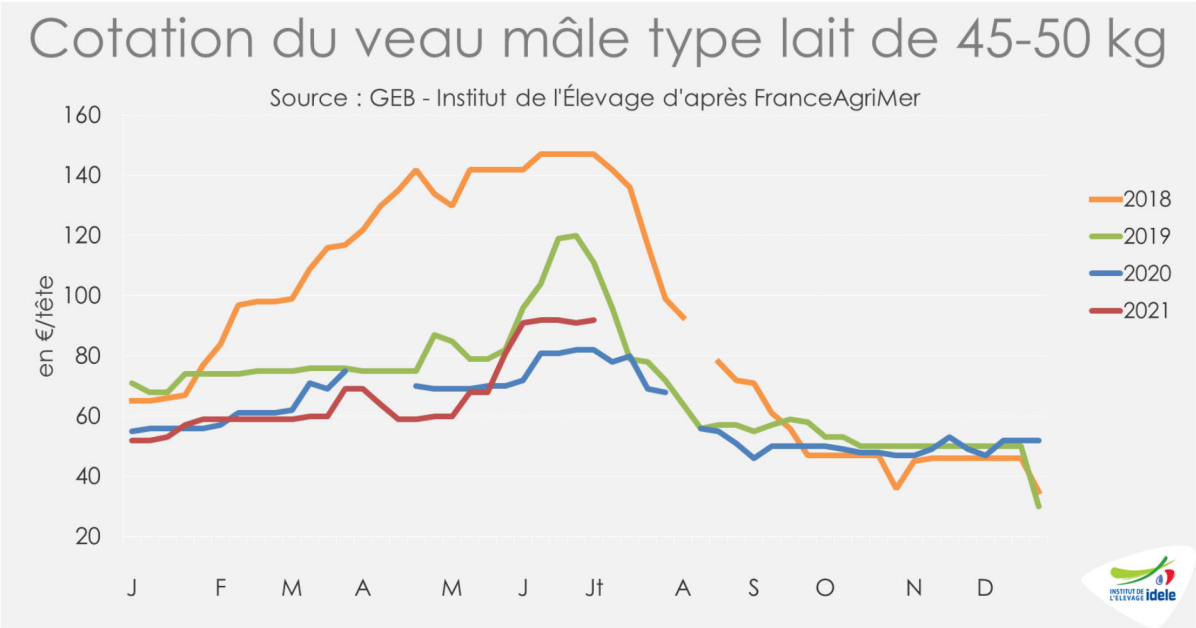
Dernière révision le 20 juillet 2021

Après une petite hausse saisonnière ces dernières semaines, la cotation française du veau nourrisson a atteint un plafond. Les exportations ont été très dynamiques en mai, tirées par la hausse du prix espagnol du veau frison.

Pic saisonnier des cours peu marqué

La cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg a poursuivi sa hausse pendant quelques semaines, en lien avec le creux des naissances laitières et la baisse de l'offre, avant de se stabiliser à 92 €/tête depuis la semaine 24.

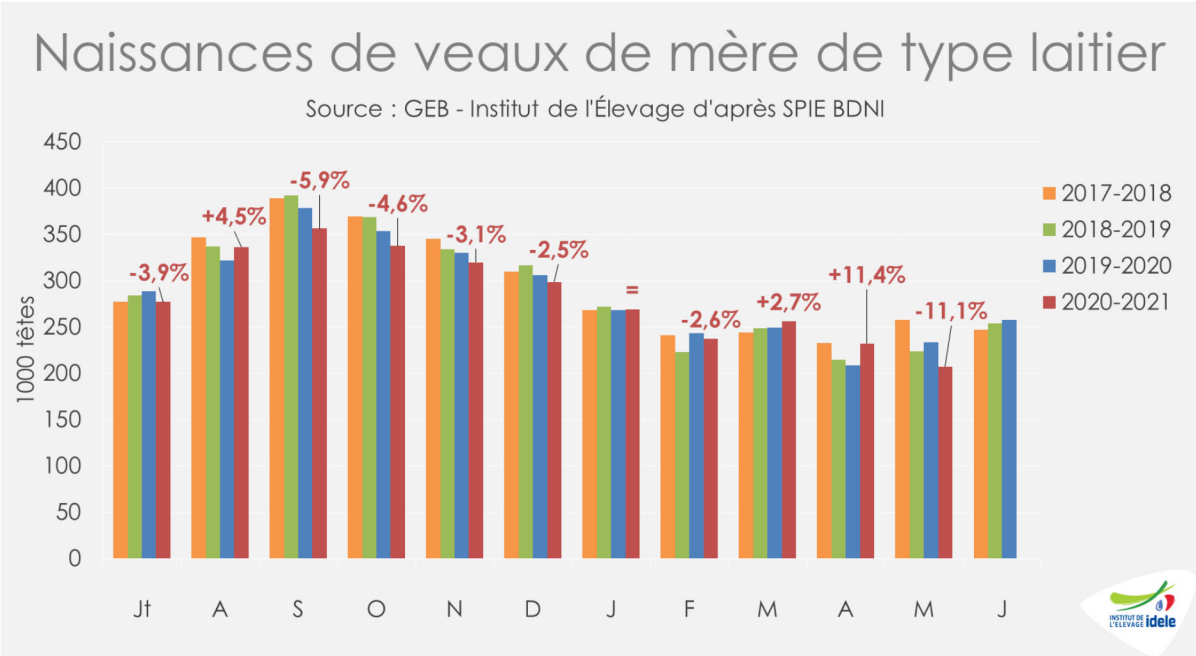
Cette hausse saisonnière des cours est plus marquée qu'en 2020 (+12%), mais moins prononcée que les années précédentes (-17% /2019 et -37% /2018).



Les prix ne devraient pas monter davantage dans les prochaines semaines, du fait de la hausse des naissances de veaux de mère laitière à partir de l'été.

Recul des naissances laitières

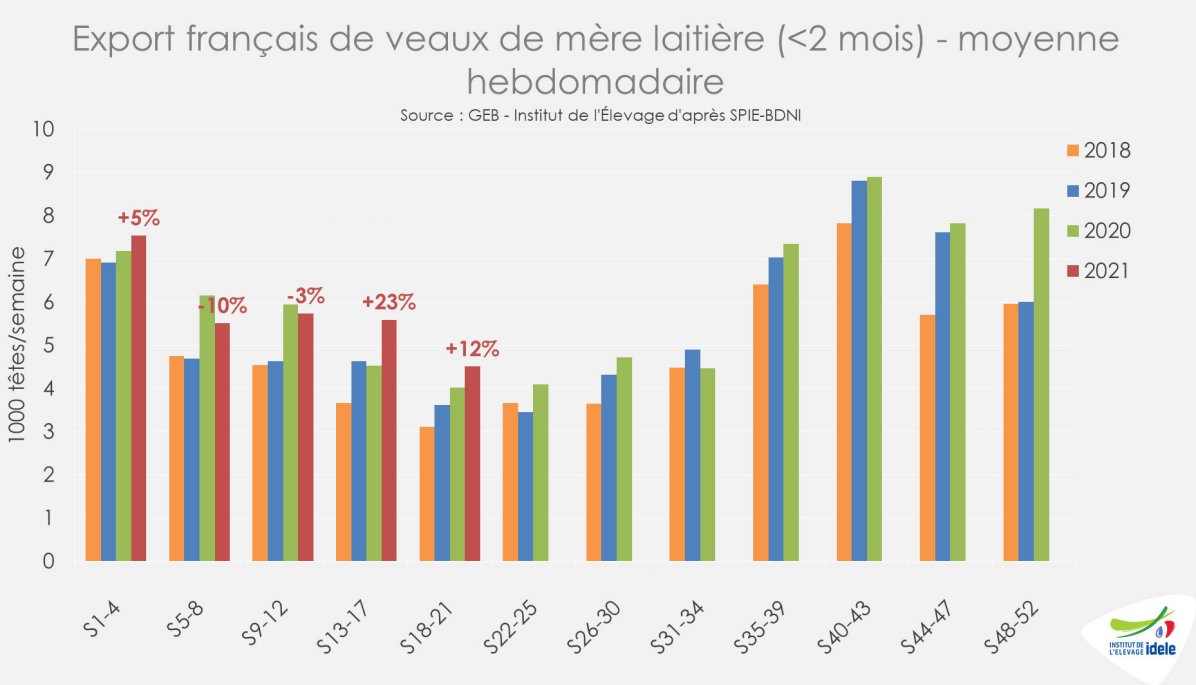
Le creux des naissances laitières a été très marqué en mai. 207 400 veaux de mère de type laitier sont nés, en recul de -11% /2020 et -7% /2019. La campagne démarrée en juillet 2020 a totalisé 3 128 000 naissances, en recul de -1,7% /2020 et de -2,7% /2019.



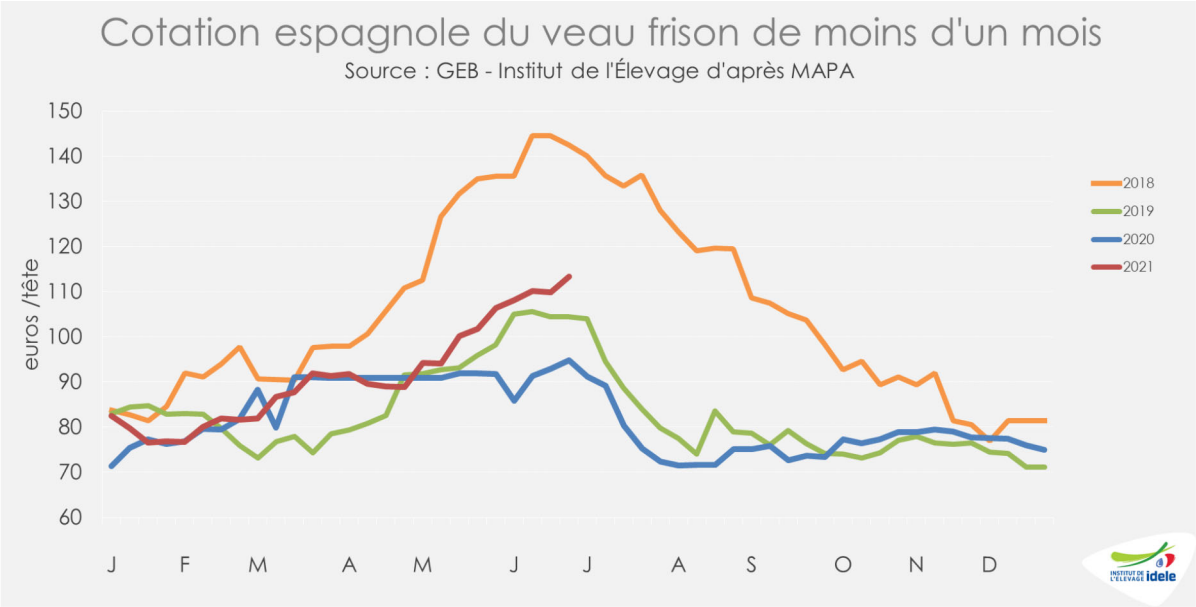
En mai, les exportations sont restées soutenues

Selon SPIE-BDNI, 18 000 veaux de mère laitière de moins de deux mois ont été exportés sur les semaines 18 à 21, en hausse de +12% /2020 et de +25% /2019. Les envois n'ont pas faibli alors même que les naissances étaient au plus bas.

Au total, 137 000 têtes ont été exportées depuis janvier, soit +4% /2020 et +18% /2019.



La hausse des exportations a été soutenue par une cotation espagnole plus élevée, qui a progressé régulièrement ces dernières semaines. Elle atteignait 113 €/tête en semaine 26, son plus haut niveau depuis 2019 (+20% /2020 et +9% /2019). Malgré la hausse des cours des matières premières, la demande du marché espagnol se tient.



Production et demande mondiales dynamiques

Dernière révision le 20 juillet 2021

Les marchés des produits laitiers semblent à l'équilibre entre des disponibilités mondiales plus abondantes dans les principaux bassins exportateurs, et depuis peu dans l'UE-27, et une demande ferme des principaux importateurs, en premier la Chine, sous l'effet de la reprise économique mondiale.

Aux Etats-Unis, la production laitière bat des records tandis qu'elle affiche en Océanie des progressions importantes en fin de campagne.

La collecte française s'est nettement redressée au mois de mai, enchaînant un 2ème mois consécutif de hausse. Cette progression s'inscrit dans la dynamique haussière européenne, toujours tirée par la forte croissance irlandaise. Les prix du lait suivent une évolution singulière, ne connaissant pas leur baisse saisonnière habituelle (en France).

Lait de vache » Collecte laitière »

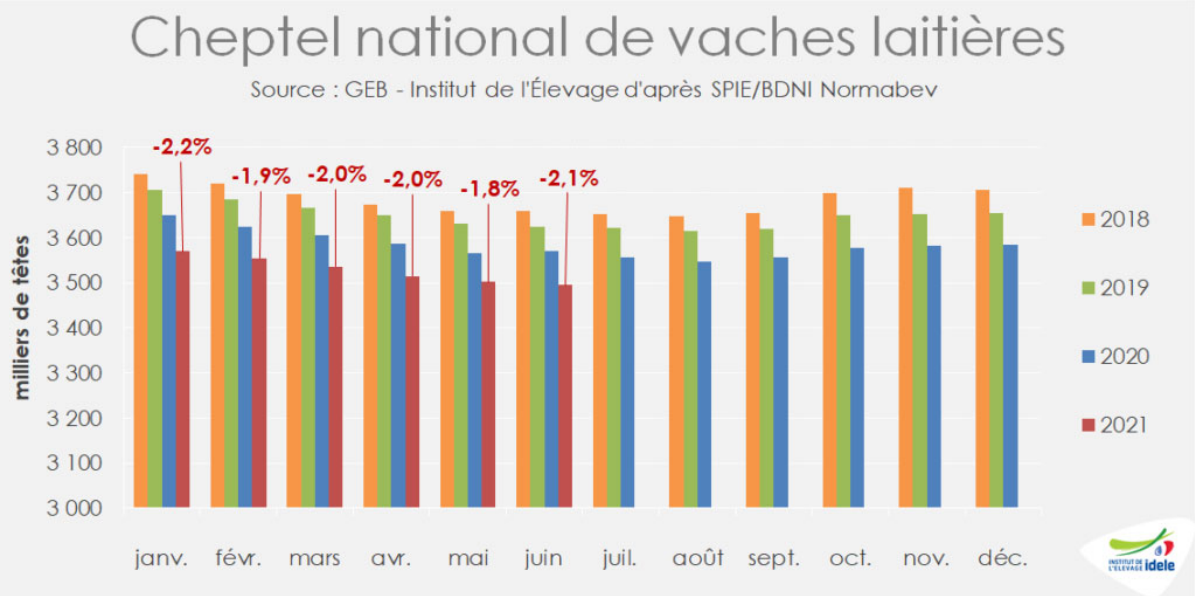
Redressement marqué de la collecte en France et en Europe

Dernière révision le 20 juillet 2021

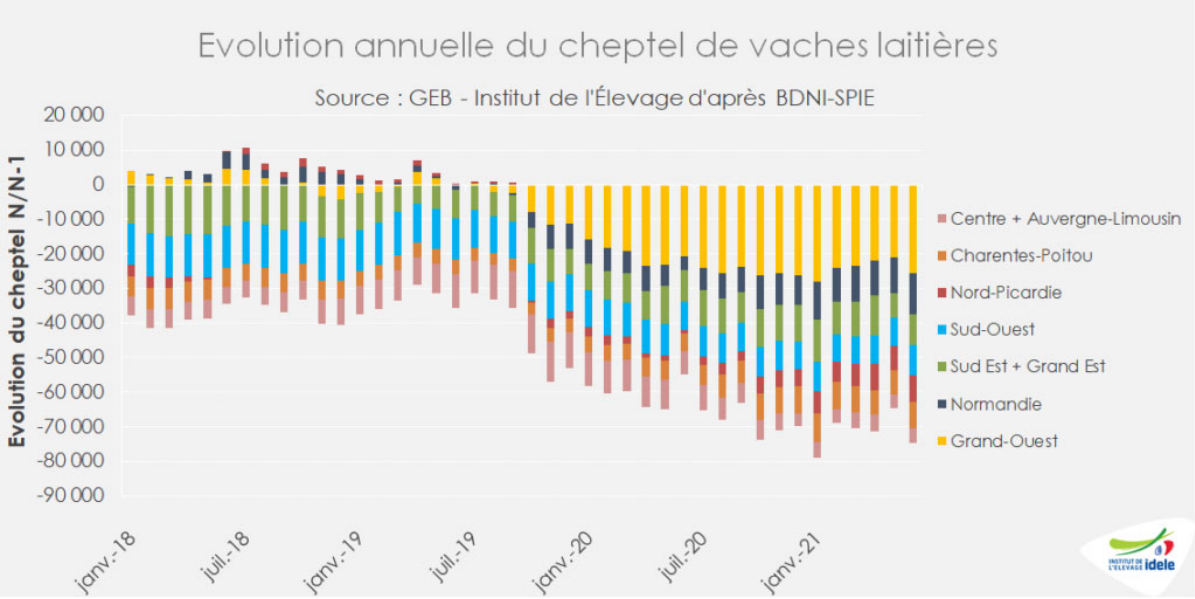
La collecte française s'est nettement redressée au mois de mai, enchaînant un 2ème mois consécutif de hausse. Cette progression s'inscrit dans la dynamique haussière européenne, toujours tirée par la forte croissance irlandaise. Les prix du lait suivent une évolution singulière, ne connaissant pas leur baisse saisonnière habituelle (en France).

Un cheptel français de vaches laitières en net recul

Au 1er juin, le cheptel de vaches laitières est pour la première fois passé sous la barre des 3,5 millions (3,49 millions), en recul global de plus de 74 000 vaches d'une année sur l'autre (-2,1%).

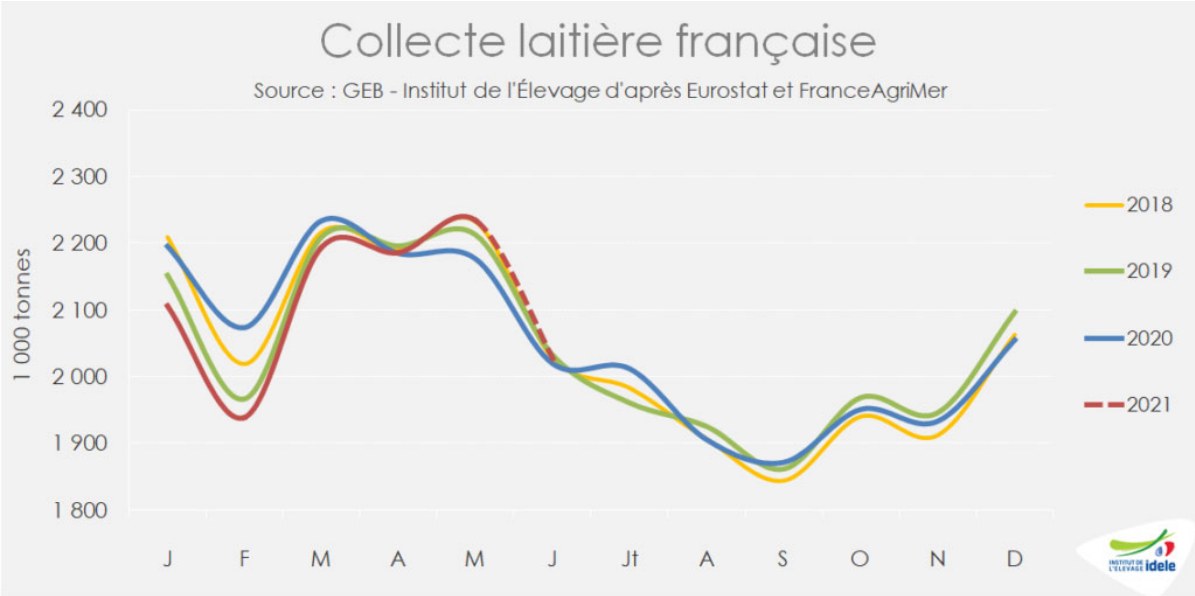


Aucun bassin laitier n'échappe à cette tendance, toujours particulièrement prononcée dans le Sud-Ouest et en Poitou-Charentes (respectivement -4,6 et -4,8% /2020). Seule le Grand-Est connaît un recul inférieur à -1% /2020. Dans les bassins Grand-Ouest et Normandie, la diminution en proportion est semblable à la moyenne nationale (-2% /2020), mais ces deux bassins contribuent pour moitié de la chute des effectifs nationaux (-37 000 vaches en juin 2021 /2020). Ce décrochage est davantage lié à la baisse des entrées de génisses (-9% d'une année sur l'autre), qu'à la hausse des sorties de troupeau (abattages, morts, exports) (+5% /mai 2020).



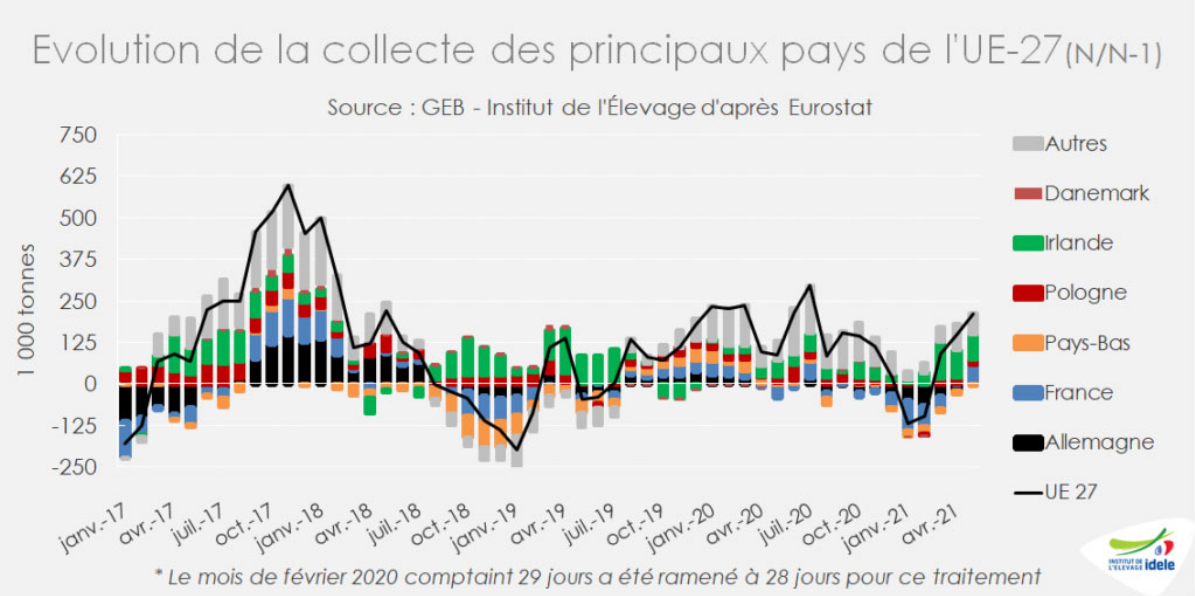
Redressement de la collecte française en mai

Sur le mois de mai, la réduction du cheptel ne semble pas avoir affecté la collecte française, qui se serait nettement redressée d'une année sur l'autre (+2,6% /2020). Rappelons que le mois de mai 2020 avait connu un repli marqué en lien avec les incitations à la réduction des volumes qui s'appliquaient sur avril mais dont l'impact s'était prolongé dans le temps. Mais cette hausse marquée en 2021 ne s'explique cependant pas uniquement par le bas niveau de 2020 : la collecte excède également celle de mai 2019 et se situe à un niveau équivalent à 2018. Les conditions météorologiques favorables à la croissance de l'herbe pourraient expliquer en partie cette collecte conséquente (pluviométrie excédentaire de 20% en moyenne).



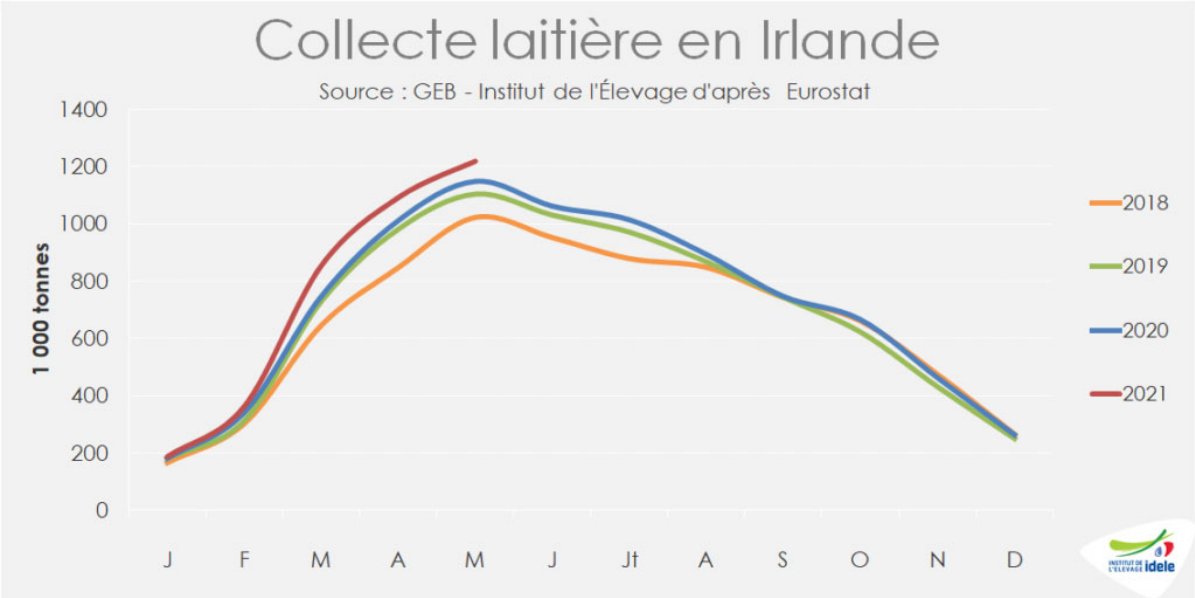
La collecte européenne poursuit son redressement

En mai, la collecte de l'UE-27 a continué de croître (d'une année sur l'autre) pour le 3ème mois consécutif, de +1,6% /2020. Ce sont surtout l'Irlande et la France qui tirent la production à la hausse.



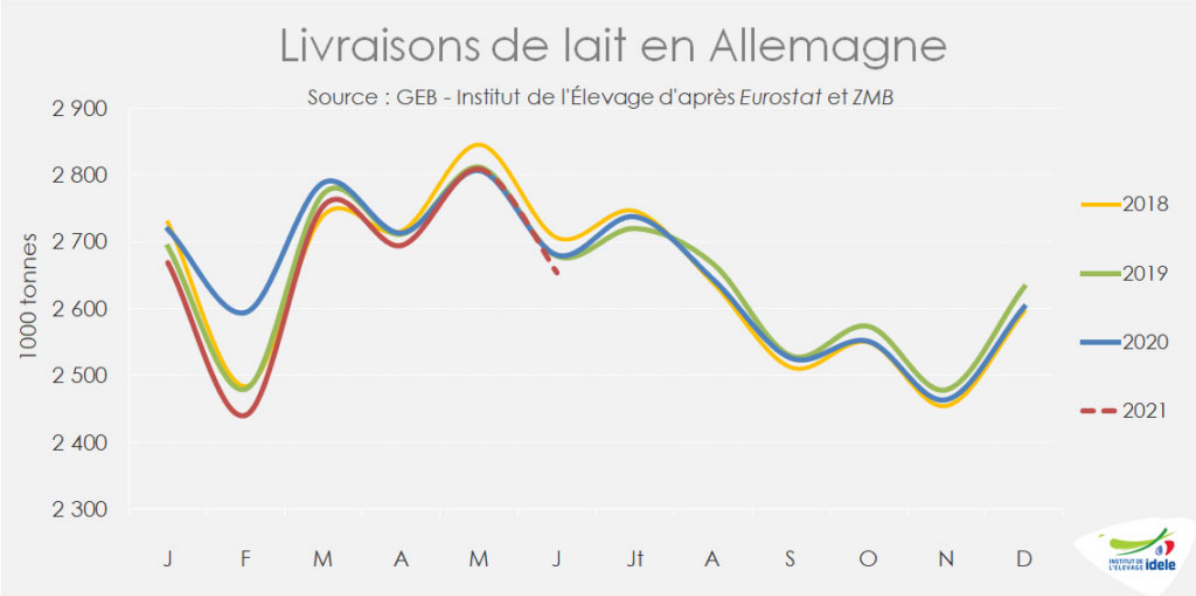
L'Irlande poursuit sa marche en avant

En mai, la collecte irlandaise s'est accrue d'un peu plus de 6% /2020, à 1,22 Mt. Cette hausse relative, intervenant au moment du pic de collecte annuel, se traduit par un accroissement de volume important de +70 000 t. Sur les 5 premiers mois de l'année, le surplus de collecte est de +285 000 t, soit une hausse de près de +8% d'une année sur l'autre.



Une collecte allemande en repli sur le début d'année

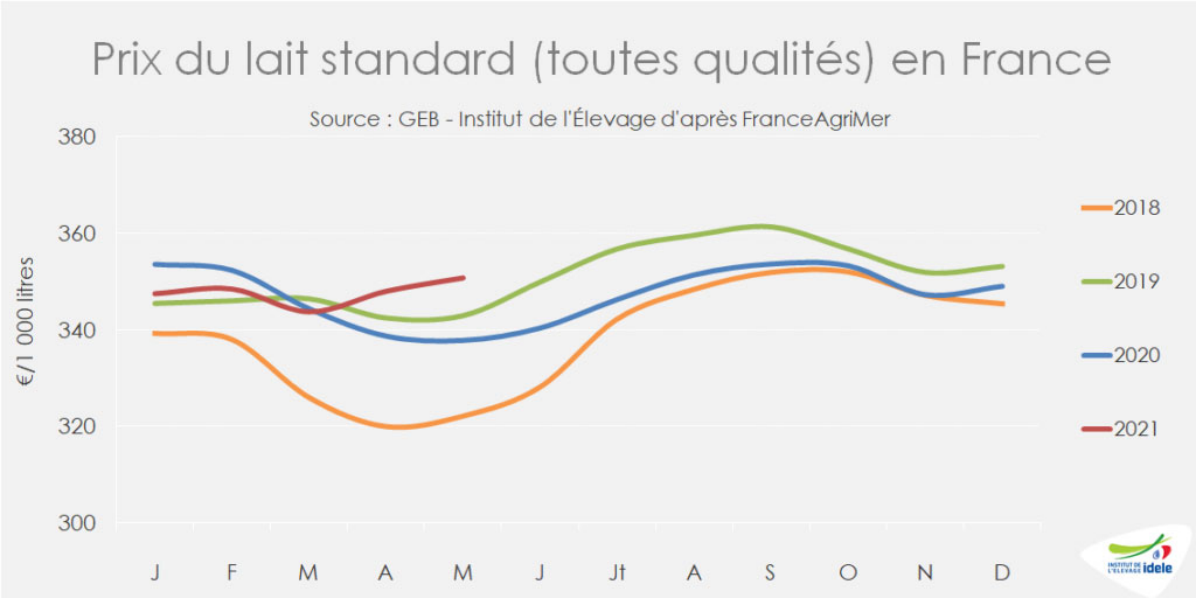
D'après l'AMI (*Agrarmarkt Informations*), la collecte allemande peine à retrouver ses niveaux des années précédentes. En cumul de janvier à mai, elle a cédé -1,2% /2020, sous l'effet d'une baisse plus prononcée dans les Länder de l'Est (-2,8%) que de l'Ouest (-0,8%). Après s'être stabilisée en mai (d'une année sur l'autre), la collecte aurait de nouveau reculé en juin (-1% /2020). Sur cette même période, les livraisons bavaroises ont baissé de +1,5%.



Ce repli est en partie lié à la forte diminution de la taille du cheptel national de vaches laitières (-2% /mai 2020). Comme la France, l'Allemagne affiche un nombre de vaches laitières historiquement bas (3,89 millions de têtes). Comme pour la collecte, ce repli du cheptel est plus conséquent dans les Länder de l'Est, mais également dans ceux du Sud. Le très fort décrochage des effectifs de génisses d'élevage de 1 à 2 ans (-8,6% /2020) laisse présager la poursuite de l'érosion rapide du cheptel laitier dans les prochains mois.

Les prix du lait : l'évolution singulière des prix en France

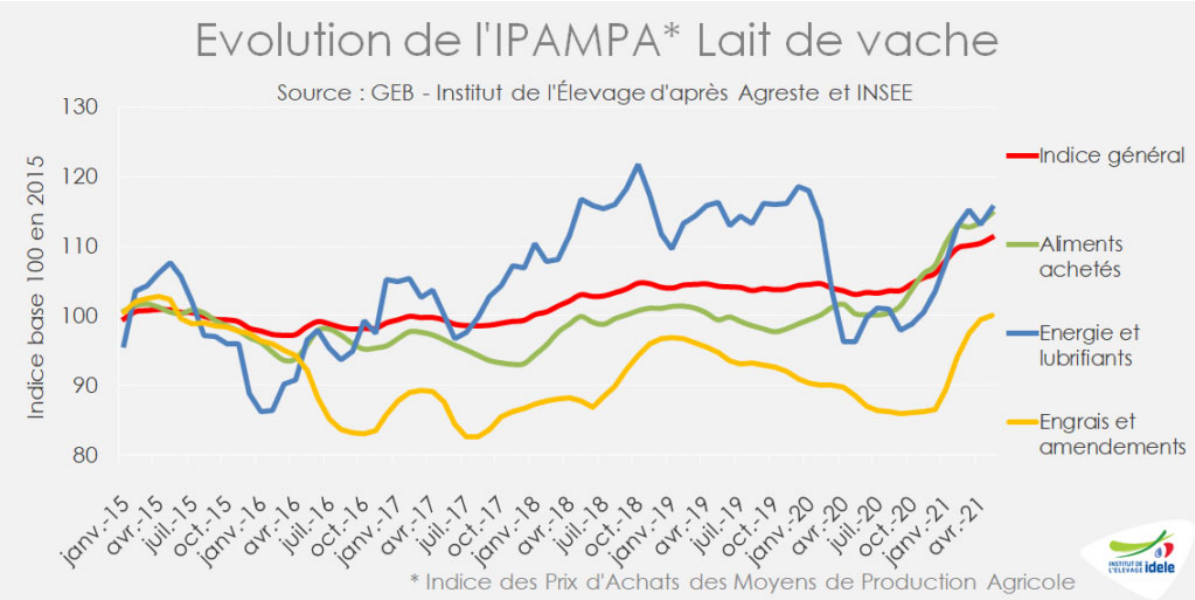
En France, le prix (réel) du lait toutes qualités confondues a atteint son plus haut niveau mensuel pour un mois de mai, 374 €/1 000 litres soit +2,9% /2020 selon FranceAgriMer, dépassant le précédent record atteint en 2014. Il ne connaît pas de l'habituelle baisse saisonnière associée au pic de collecte. Les transformateurs ont répercuté la hausse des cours des commodités laitières sur le prix du lait payé aux livreurs. Selon l'observatoire européen des marchés laitiers (*Milk Market Observatory*), le prix du lait français aurait encore progressé en juin, battant de nouveau un record sur ce mois. Le prix standard toutes qualités confondues s'élève lui à 351 €/1 000 litres.



La remontée du prix du lait est particulièrement prononcée dans les pays davantage connectés aux marchés mondiaux (+7% /mai 2020 aux Pays Bas, +12% au Danemark, +22% en Irlande), en lien avec la bonne orientation des marchés des ingrédients laitiers.

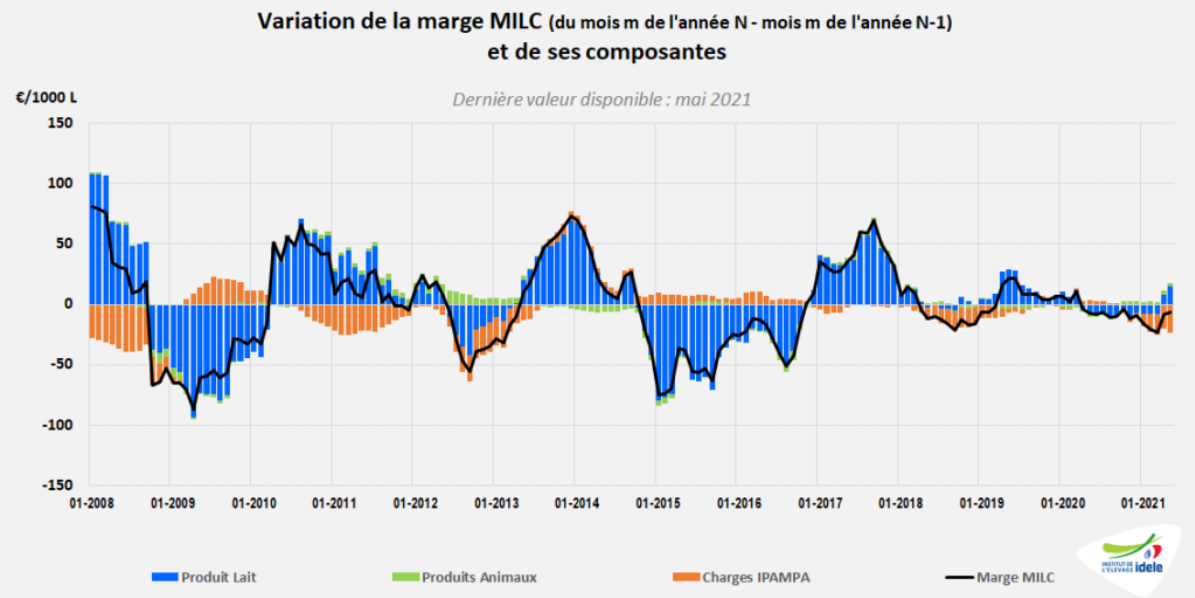
Aux Pays-Bas, le prix garanti de Friesland Campina (coopérative qui pèse pour 70% de la collecte nationale) a atteint son plus haut point historique pour un mois de mai (375 €/t pour le lait standard 44,2/35,7 et 45,3 de lactose), et a encore progressé en juin (380 €/t, +17% /2020).

Des coûts de production toujours en hausse



Associée aux volumes importants du printemps, cette hausse globale des prix du lait est la bienvenue pour les éleveurs, mais ne permet pas encore de compenser le renchérissement significatif de leurs coûts de production. La hausse des prix d'achat à la production est repartie de plus belle en mai, après deux mois de progression plus modérée. Elle affecte ainsi tous les postes. L'indice IPAMPA lait de vache a ainsi atteint son nouveau plus haut niveau historique à 111,3 pts (+0,8 point /avril 2020, +8,1 pts par rapport au point bas momentané de mai 2020). La détente observée sur la hausse du poste « Énergie et lubrifiants» en avril aura donc été de courte durée (+2,35 pts en mai). Le poste « Aliments achetés » poursuit sa hausse soutenue (+1,34 pt en un mois). La progression fulgurante du prix des engrais semble légèrement marquer le pas (+0,6 pt /avril 2021).

En mai, la MILC (Marge IPAMPA sur coût indicé) s'établit en léger recul à 80 €/1 000 l. Elle s'est dépréciée de 3 € d'un mois sur l'autre, de nouveau à la baisse après un léger rebond en avril, qui succédait à 5 mois de repli consécutifs. Elle reste donc en retrait de près de près de 30 € par rapport à octobre 2020, mois précédant l'enclenchement de cette dynamique baissière. D'une année sur l'autre, elle affiche un repli de près de -7 € (-8% /2020).



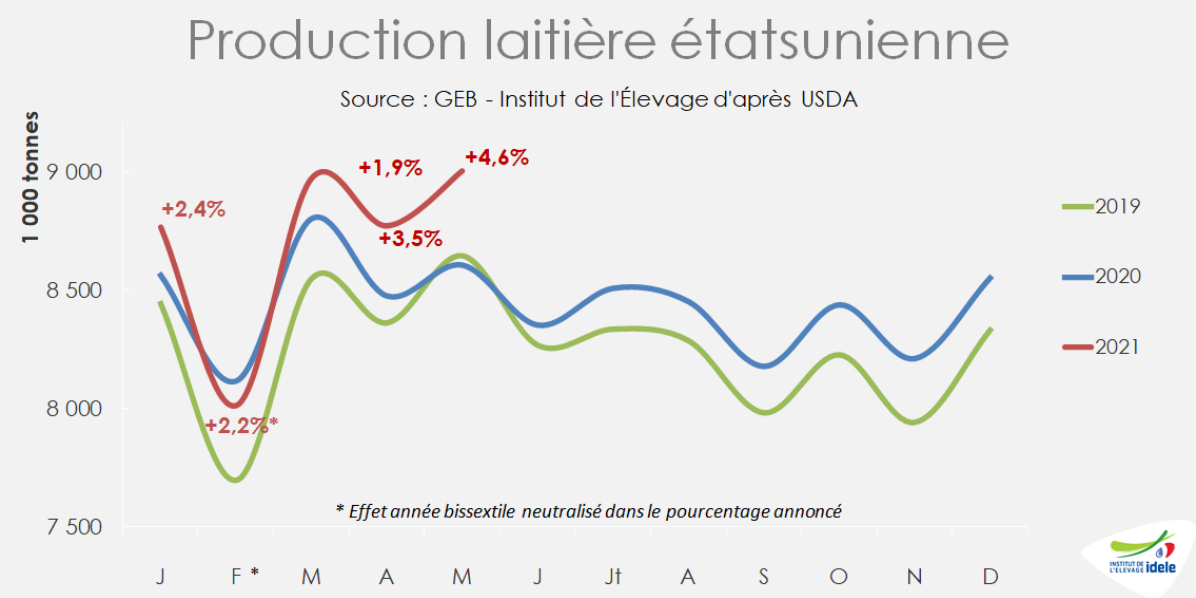
Toujours plus de lait dans les bassins exportateurs

Dernière révision le 20 juillet 2021

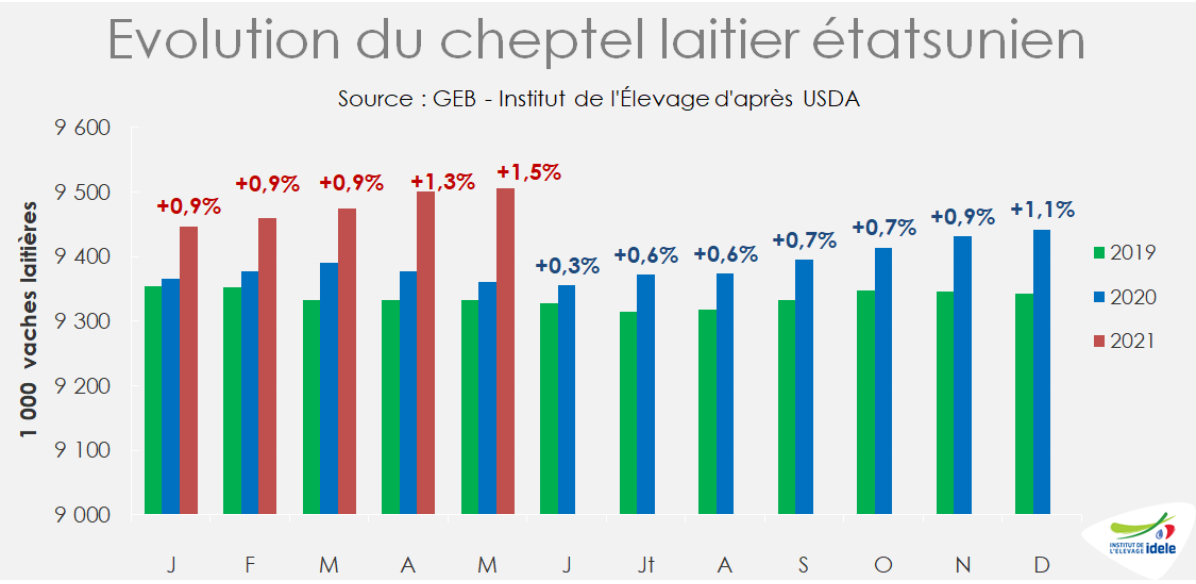
Alors que la production laitière européenne rebondit, elle poursuit sa tendance haussière dans les autres principaux bassins exportateurs. Aux Etats-Unis, elle bat des records tandis qu'elle affiche en Océanie des progressions importantes en fin de campagne.

Etats-Unis : un nouveau record de production en perspective

Au 1er semestre 2021, la production laitière étatsunienne poursuit sur sa lancée. En mai, elle a non seulement signé son 12ème mois consécutif de hausse mais également un nouveau record historique, tous mois confondus, à 9 millions de tonnes. Cette production est en hausse de +4,6% par rapport au faible niveau de mai 2020, où les éleveurs ont dû jeter du lait. Sur l'année, l'USDA prévoit une hausse de production de +2,5% /2020, le taux de croissance le plus élevé enregistré au cours des 15 dernières années.

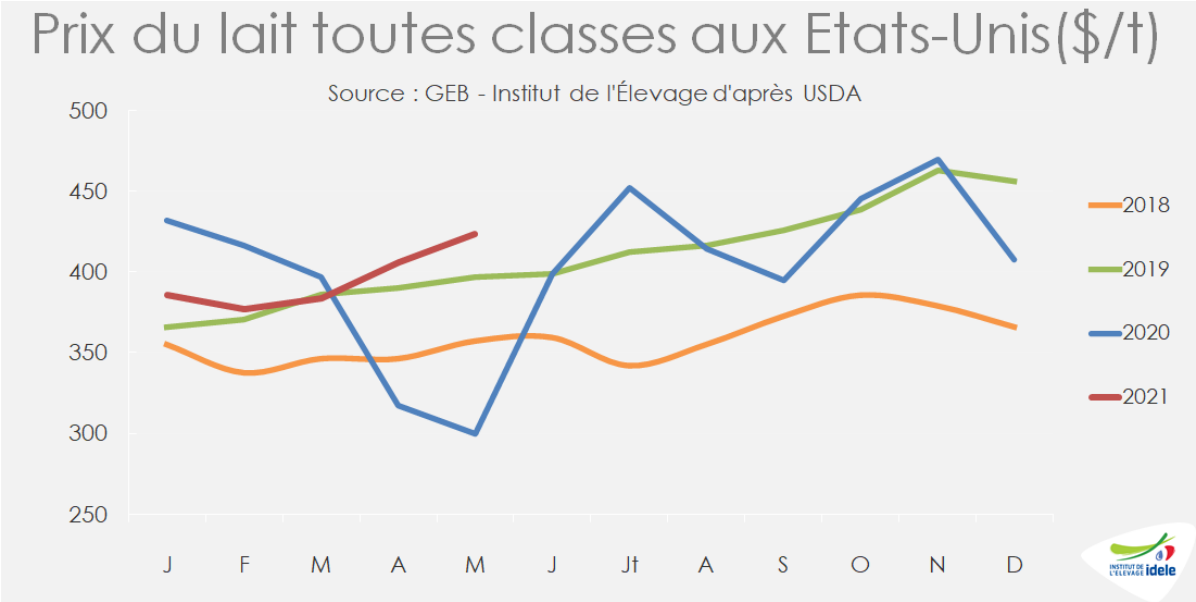


Cette progression s'explique par un cheptel toujours plus étoffé. A 9,505 millions de têtes en mai, il a encore gagné 5 000 têtes d'un mois sur l'autre et se situe dorénavant +1,5% au-dessus de son niveau de mai 2020 (soit + 145 000 têtes). Le cheptel retrouve ainsi un niveau plus atteint depuis 1994 tandis que les abattages de vaches ont enregistré leur plus bas chiffre depuis 5 ans.



Mais la croissance de la production provient surtout du plus fort accroissement des rendements connu depuis 6 ans et demi (+3% /2020), tirés par la progression des prix du lait.

A 423 $/t en mai (+41% par rapport au bas niveau de mai 2020 en pleine crise sanitaire), le prix du lait toutes classes aux États-Unis a en effet affiché son 3ème mois de hausse consécutif et son plus haut niveau à cette période de l'année depuis 2014.



Ce renchérissement du lait permet de compenser en grande partie la hausse des prix des aliments, qui ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 2013. La marge sur coût alimentaire n'a que légèrement fléchi en mai (-1% d'un mois sur l'autre), mais demeure supérieure au très bas niveau de mai 2020 (+28%).

Mais la bonne tenue du prix du lait pourrait ne pas durer. Sous l'effet de la forte disponibilité en lait, le prix des fromages a reculé en juin et devrait entraîner une stabilisation ou un repli du prix du lait toute classes. L'USDA prévoit en effet un prix moyen annuel pour 2021 pratiquement équivalent à celui de 2020.

Si les cours des aliments se sont détendus en juin, notamment suite à l'allégement des obligations d'incorporations de bioéthanol dans le carburant américain par l'administration Biden, les tensions devraient demeurer fortes sur le marché international au 2nd semestre, comprimant la marge des éleveurs et freinant la hausse des rendements laitiers.

Une demande et des stocks en hausse

Cette offre record de lait fait face à une demande bien orientée. Jusqu'en mai, les achats en valeur de produits alimentaires par les ménages sont restés nettement supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie pour le 15ème mois consécutif, tandis que les ventes en RHD, en hausse depuis le mois de mars 2021, ont atteint en mai un niveau mensuel record. Au final, les ventes combinées au détail et au *Food service* ont atteint le niveau mensuel le plus élevé jamais enregistré au cours d'un mois de mai. Si l'inflation explique une partie de cette hausse, la progression des achats en volume est indéniable.

Les exportations de produits laitiers étatsuniens demeurent dynamiques. En mai, les envois de poudre maigre ont battu un record historique avec une hausse de +16% /2020 sur les 5 premiers mois. Ceux de fromages sont à leur plus haut depuis 2014 et ceux de beurre, mêmes modérés sont tels que le pays, sur les 5 premiers mois, n'est plus importateur net.

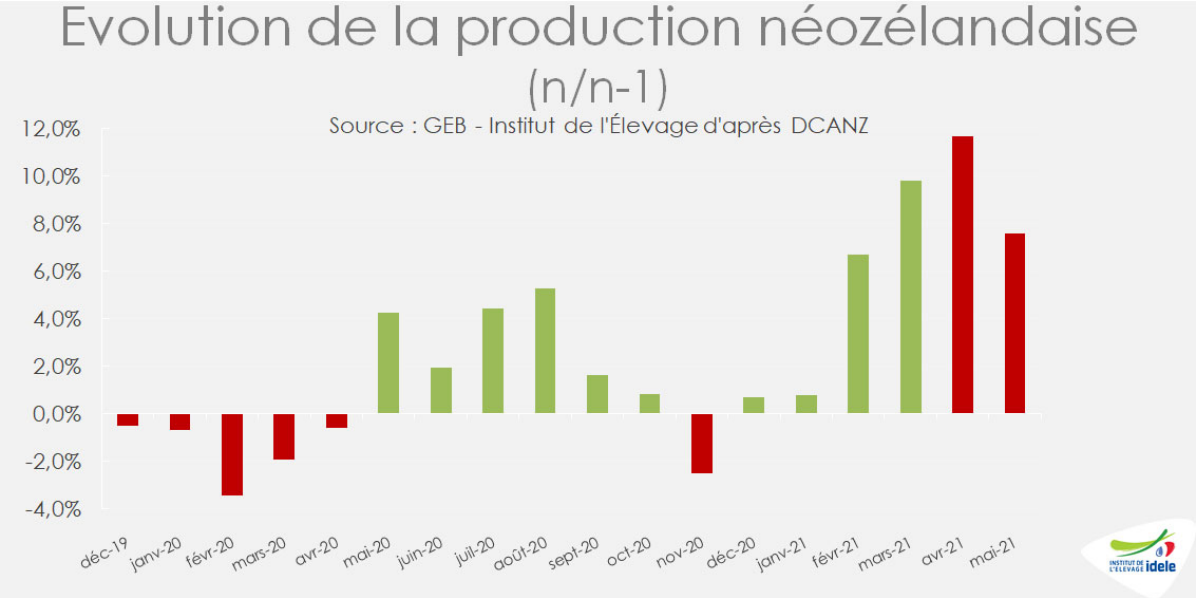
Mais malgré ces débouchés en progression, les stocks de produits laitiers poursuivent leur hausse et affichent de niveaux très élevés, pesant sur les cours. Même si les progressions ont été limitées en mai, les stocks de poudre maigre, qui ont augmenté à contre-saison, se situent début juin à +3% /2020 et ceux de beurre à +7%. Ceux de fromages ont également enregistré une hausse d'un mois sur l'autre pour se retrouver 1% au-dessus des volumes de 2020.

Une vague de chaleur aux effets encore incertains

La vague de chaleur qui s'est abattue dans l'Ouest du pays fin juin-début juillet devrait légèrement affecter la production laitière. En Californie, premier État producteur de lait dans le pays, elle semble avoir diminué, conséquence de rendements inférieurs aux prévisions. Cependant, la situation ne semble pas alarmante et les volumes de lait satisfont pleinement les demandes courantes. Une baisse de la production plus importante qu'attendue dans le Nord-ouest est également annoncée, mais les États de Washington et de l'Oregon ne représentent respectivement que 3% et 1% de la production laitière étatsunienne.

Océanie : des productions dynamiques en fin de campagne

En **Nouvelle-Zélande**, la fin de la campagne 2020/21 a été dynamique, avec une progression de la production en mai de +7,6% /2020 en volume de lait et de près de +10% en matière sèche, attribuée à un accroissement de l'alimentation en concentrés. Sur la campagne 2020-21, la hausse de production s'établit à près de +3% (effet année bissextile neutralisé).

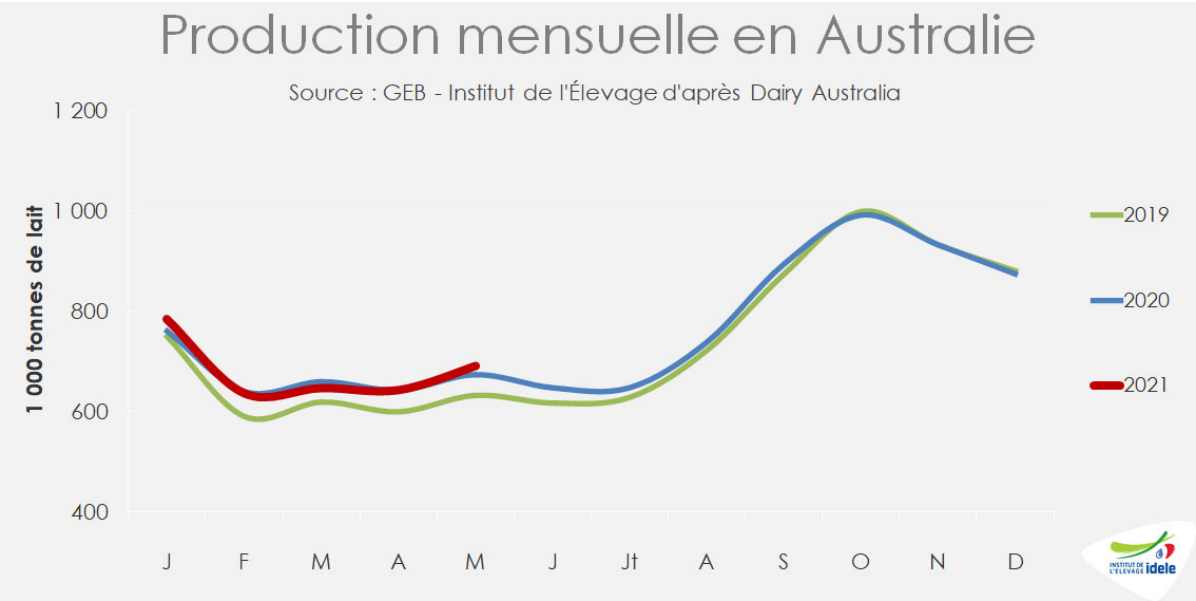


Peu avant le début de la nouvelle campagne 2021/22, Fonterra a annoncé sa fourchette de prévision de prix du lait à la production s'étalant de 7,25 à 8,75 NZ$ par kg MS, avec un point médian record de 8,0 NZ$ par kg MS. La large fourchette peut s'expliquer par les incertitudes sur les prix et les échanges de produits laitiers dans les mois à venir. Si d'un côté les prix du lait devraient rester élevés compte tenu de la hausse des coûts alimentaires et la demande forte liée à la reprise économique dans les pays importateurs, de l'autre la pandémie de covid-19 n'est pas encore terminée et des questions demeurent sur la poursuite des achats chinois.

De plus, outre les risques liés aux conditions météorologiques, la pénurie de main d'œuvre pourrait pénaliser la production laitière en Nouvelle-Zélande. Il manquerait entre 2 000 et 4 000 travailleurs laitiers migrants qui n'ont pu entrer en Nouvelle-Zélande pendant plusieurs mois en raison des restrictions de voyage liées au covid-19, ce qui inciteraient des élevages à réduire leur production.

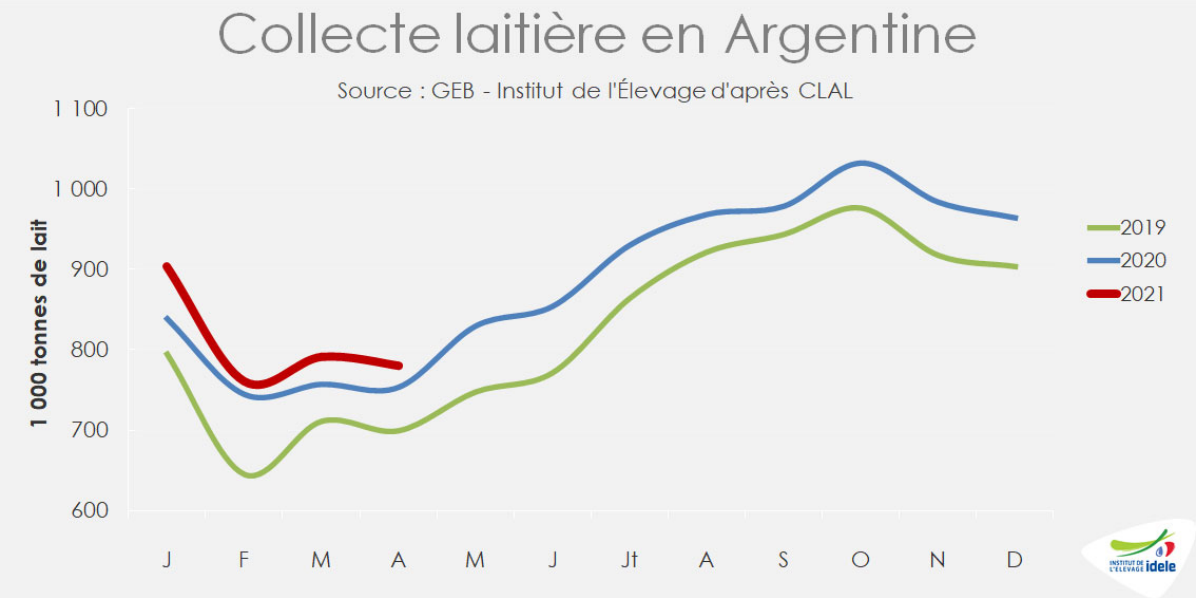
A plus long terme, un dirigeant de Fonterra a estimé que la Nouvelle-Zélande pourrait avoir atteint un pic laitier, les restrictions environnementales limitant la hausse de production dans les années à venir.

En **Australie**, la production a affiché en mai une progression de +2,7% /2020, permettant d'afficher une hausse de +0,8% sur les 11 premiers mois de la campagne. Un vent positif semble souffler sur le secteur australien : 64% des éleveurs se déclarent optimistes sur le futur de la filière et près de 90% attendent des profits à l'issue de la campagne 2020-2021.



La campagne 2020-21 semble également bien débuter. Une bataille du mieux disant a éclaté entre les principaux transformateurs australiens qui ont augmenté leurs prix pour s'assurer des quantités suffisantes de lait. Une grande coopérative laitière a notamment augmenté son offre à deux reprises après l'annonce du prix initial.

En **Argentine**, La production laitière demeure vigoureuse (+3,5% /2020 en avril et +3,5% en mai), mais à un rythme ralenti comparé au 1er trimestre (+6% /1er trimestre 2020). La hausse des coûts alimentaires, plus rapide que celle du prix du lait, freine la croissance de la production qui bénéfice heureusement de bonnes conditions climatiques. Les exportations affichent de fortes hausses et soutiennent les prix, la consommation intérieure restant atone. Le rythme de production devrait encore ralentir au 2nd semestre, compte tenu de la hausse attendue des coûts de production.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Fermes et équilibrés depuis la reprise de la croissance laitière dans l'UE-27

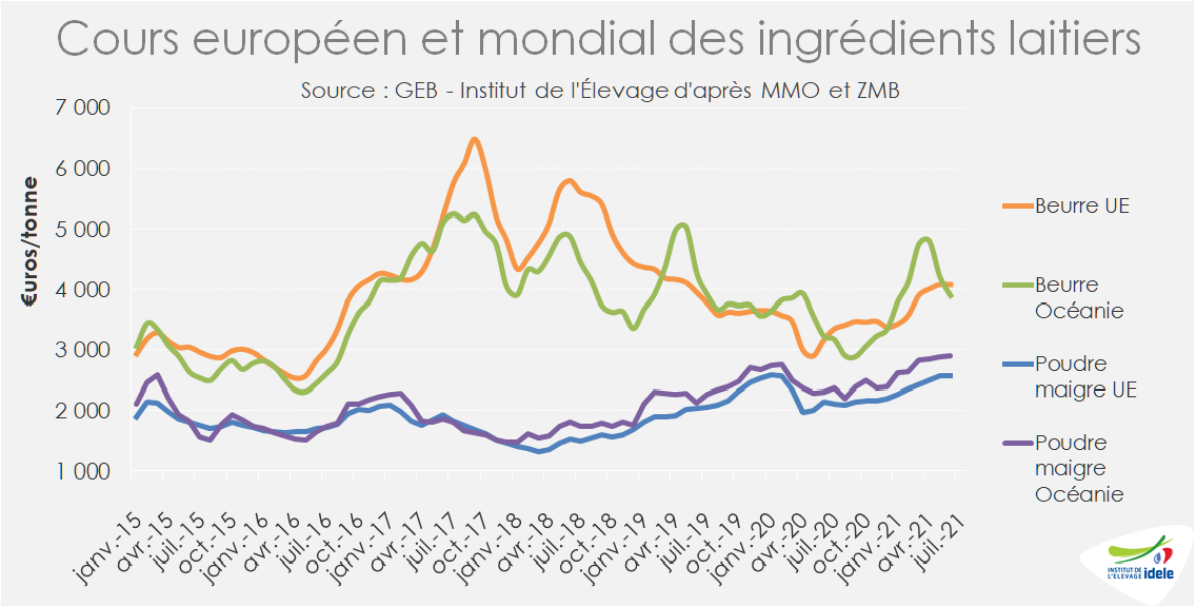
Dernière révision le 20 juillet 2021

Les marchés des produits laitiers semblent à l'équilibre. La production laitière très dynamique dans les principaux bassins exportateurs, et depuis peu dans l'UE-27, abonde sans heurt les marchés mondiaux des produits laitiers où la demande des principaux importateurs, en premier lieu la Chine, est forte sous l'effet de la reprise économique mondiale.

Cours des ingrédients laitiers stabilisés

Le marché du beurre parait moins ferme. Les cours ont diversement évolué selon grands bassins laitiers. Le prix du beurre est stabilisé à un bon niveau dans l'UE-27 (4 080 €/t en juin), après avoir progressé de +20% en six mois et de +34% en un an. En revanche, il s'est légèrement émoussé aux Etats-Unis (-100 €/t en deux mois à 3 250 €/t en juin), et s'est nettement déprécié en Nouvelle-Zélande de -900 €/t en trois mois à 3 900 €/t en juin.

Le marché des protéines est en revanche plus robuste. Les cours de la poudre maigre sont stabilisés dans les principaux bassins exportateurs, après s'être fortement appréciés depuis le 2nd semestre 2020. Le prix moyen de la poudre maigre plafonne dans l'UE-27 à moins de 2 600 €/t . Il s'est aussi stabilisé en Nouvelle-Zélande où il demeure plus élevé (2 885 €/t ; +25% /2020). En revanche, aux États-Unis il a cédé 65 €/t en un mois, à 2 550 €/t en juin sous l'effet de fortes disponibilités qui étoffent les stocks.

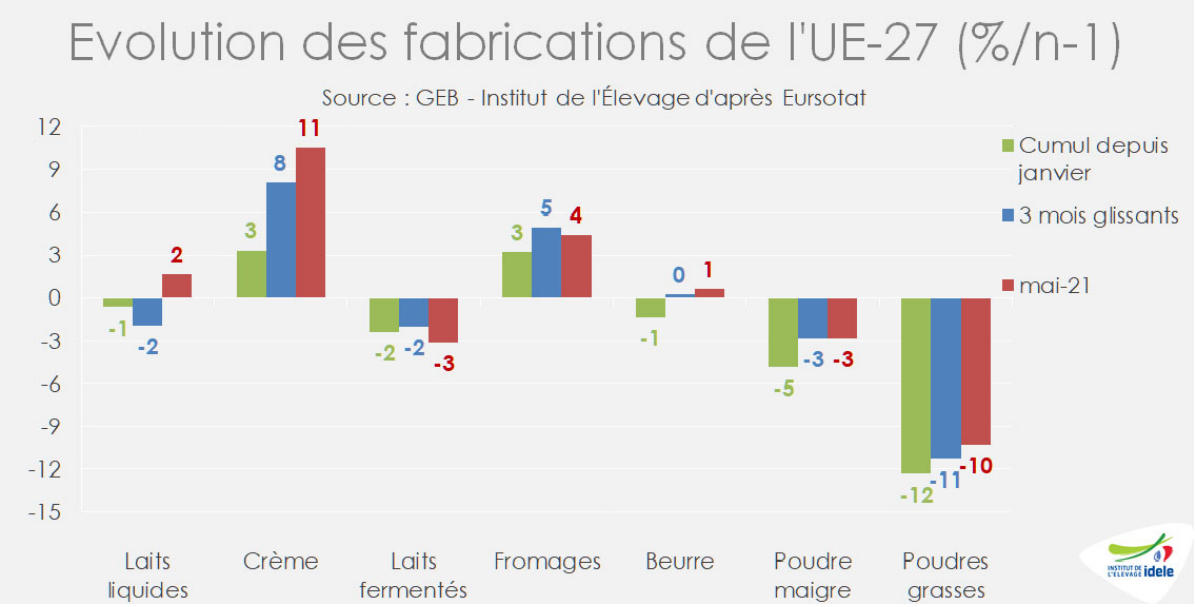


Le marché des fromages est aligné sur celui de la matière grasse dans les principaux bassins laitiers. Le cours des fromages ingrédients n'a pratiquement pas varié de mai à juin dans l'UE-27, de même qu'au départ d'Océanie. En revanche, le cours du cheddar a fléchi aux États-Unis, de -12% en un mois à 3 460 €/t en juin, où le dynamisme des fabrications (+4% /2020 sur 5 mois cumulés) excède la croissance de la demande intérieure, pourtant forte sous l'effet de la reprise économique du pays.

Fabrications européennes de fromages dynamiques

Les fabrications européennes ont diversement évolué durant le 2ème trimestre. Celles de laits liquides et de laits fermentés ont nettement baissé sous l'effet d'un tassement des achats des ménages. Au 2ème trimestre 2020, elles avaient exceptionnellement progressé pour répondre à la demande des achats des ménages qui étaient pour la plupart confinés à leur domicile, Les fabrications de crème sont demeurées dynamiques, tandis que celles de beurre sont globalement stables.

Relancées au 1er trimestre, les fabrications européennes de fromages ont progressé davantage au printemps (+4,5% /2020 sur avril et mai), stimulées par une demande européenne et internationale ferme. Ainsi l'essentiel du supplément de collecte européenne a été transformé en fromages au 2ème trimestre.

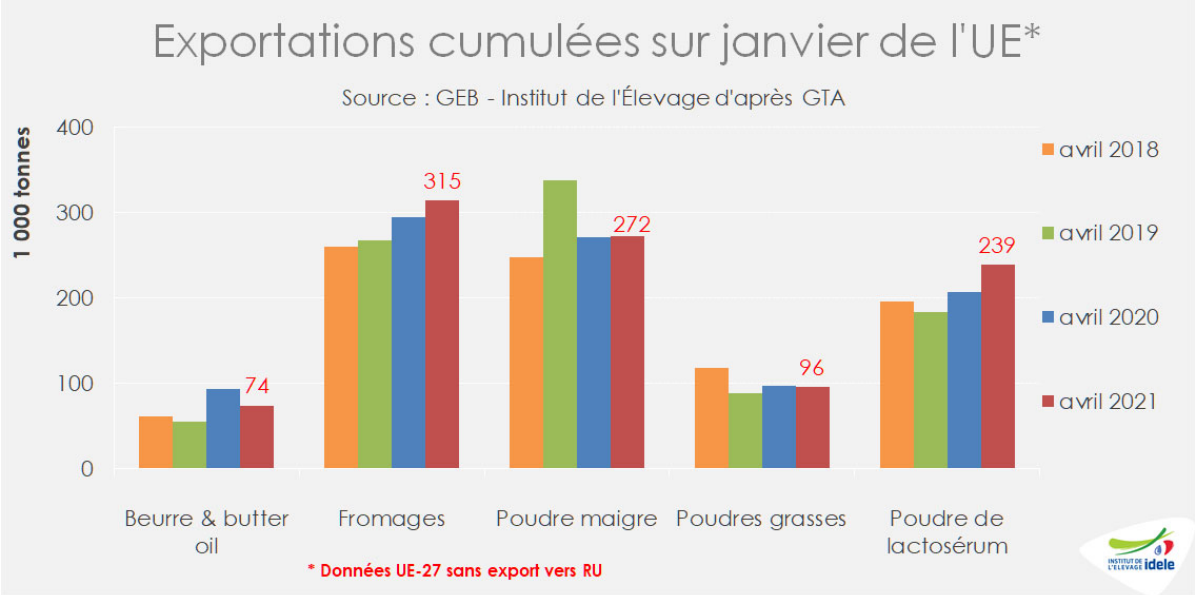


A l'inverse les fabrications de poudres grasses ont nettement reflué, de -12% /2020 sur les cinq premiers mois, faute de compétitivité sur le marché mondial face aux fabrications néo-zélandaises. Elles ont retrouvé leur niveau de 2019 sur la même période après le sursaut enregistré au 1er semestre 2020.

Des exportations européennes contrastées

L'UE-27 a surtout accru ses exportations de fromages (+7% /2020 sur 4 mois), qui ont fortement progressé vers la Chine (x2,2 à 14 000 t), vers le Japon (+9%) et le Canada (+18%). En revanche, elles ont fléchi vers le Royaume-Uni (-20% à 85 000 t) et les Etats-Unis (-5% à 36 000 t) devenus la troisième destination par ordre décroissant.

L'UE-27 a ainsi tiré parti de la forte demande internationale en fromages dont les échanges internationaux auraient progressé sur les 4 premiers mois de 2021 de +10% /2020, d'après nos estimations. La Nouvelle-Zélande (+17% /2020) et les Etats-Unis (+11% /2020) ont davantage tiré leur épingle du jeu grâce des fabrications encore plus dynamiques.



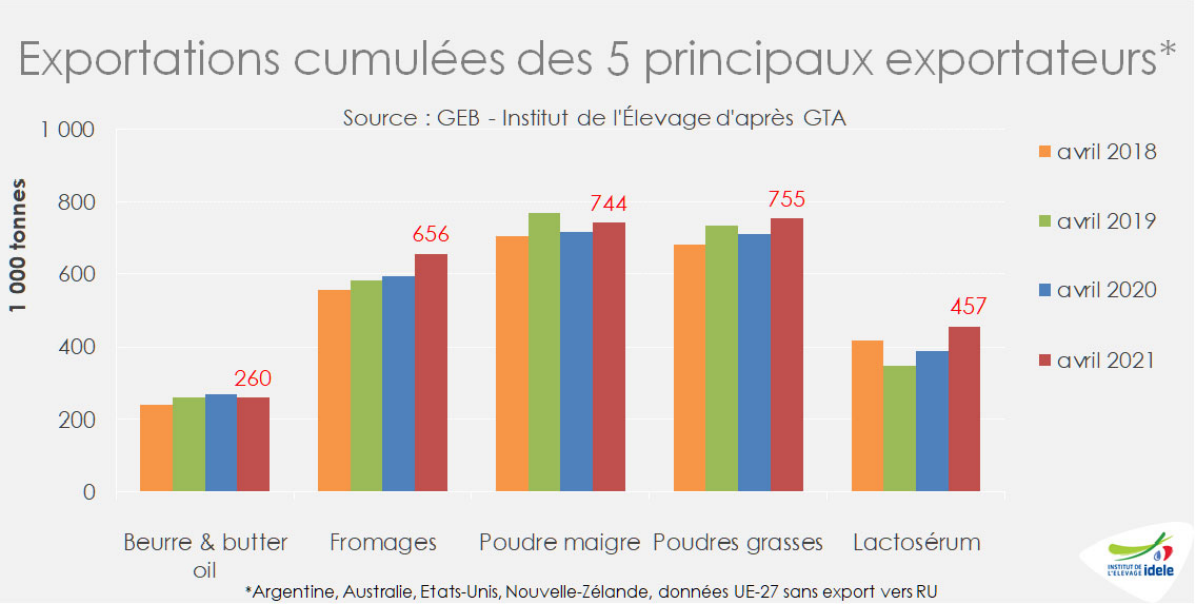
L'UE-27 a aussi fortement accru ses expéditions de poudre de lactosérum (+15% /2020 à 239 000 t), principalement à destination de la Chine (+40% à 98 000 t). Elle est talonnée par les Etats-Unis qui enregistrent un sursaut encore plus fort de ses expéditions (+27% à 190 000 t), en premier lieu vers la Chine où la reprise de la production porcine a relancé les fabrications d'aliments du bétail à base notamment d'ingrédients importés. Ainsi le bond des échanges internationaux de poudre de lactosérum, de +18% /2020 au 1er quadrimestre, a été presque totalement capté par la Chine qui accru ses achats de 100 000 t (+61% /2020 à 268 000 t).

En revanche, l'UE-27 a tout juste maintenu ses exportations de poudres de lait, malgré la fermeté de demande internationale : faute de disponibilités en poudre maigre et de compétitivité en poudres grasses.

Des échanges internationaux de poudres de lait moins dynamiques

Les échanges internationaux de poudre maigre ont progressé plutôt modérément (+4% /2020 sur les 4 premiers mois). Les Etats-Unis ont fortement accru leurs expéditions (+17% à 301 000 t), devenant ainsi le premier fournisseur mondial, tandis que la Nouvelle-Zélande a délaissé ce marché (-21% /2020) faute de compétitivité face aux Etats-Unis.

La Nouvelle-Zélande a en revanche assuré l'essentiel des échanges internationaux supplémentaires de poudres grasses grâce au bond de ses expéditions (+42 000 t soit +8% /2020). Le dynamisme de sa production en fin de campagne 2020-21 lui a ainsi permis d'accroître sa suprématie sur ce marché, avec désormais ¾ des approvisionnements internationaux.



Enfin, les échanges internationaux de beurre ont plutôt marqué le pas au 1er quadrimestre (-3% /2020). D'un côté les deux principaux exportateurs, la Nouvelle-Zélande et l'UE-27, ont réduit leurs expéditions (respectivement de 4% à 153 000 t et -20% à 74 000 t). De l'autre les exportateurs secondaires (Biélorussie, Etats-Unis, Australie et Uruguay) ont fortement accru leurs expéditions, qui au total ne dépassent pas 20% des échanges internationaux. Les faibles disponibilités ont probablement tendu les cours jusqu'à la reprise de la collecte européenne qui pourrait relancer les fabrications et par voie de conséquence les exportations.

Au 2nd semestre, les disponibilités en ingrédients laitiers s'annoncent historiquement élevées. Les échanges internationaux demeureront intenses et les cours se maintiendront d'ici la reprise saisonnière de la production laitière en Nouvelle-Zélande. Ensuite, leur évolution dépendra notamment de celle des cours des grains, qui sont un driver majeur des marchés laitiers.

L'offre s'étoffe et le commerce s'active à l'approche de l'Aïd

Dernière révision le 20 juillet 2021

Alors qu'elles étaient en repli depuis le début d'année, les sorties d'agneaux irlandais et britannique semblent reprendre début juillet. En France, les abattages sont restés dynamiques jusqu'en mai, tandis que les importations de viande ovine se maintenaient à de modestes niveaux.

Côté espagnol, la production est élevée depuis le début d'année et les envois, de viande comme de vifs, le sont tout autant, surtout si l'on se réfère à année 2020 catastrophique. L'arrivée de la fête du mouton active le commerce des principaux pays exportateurs.

Viande ovine » France »

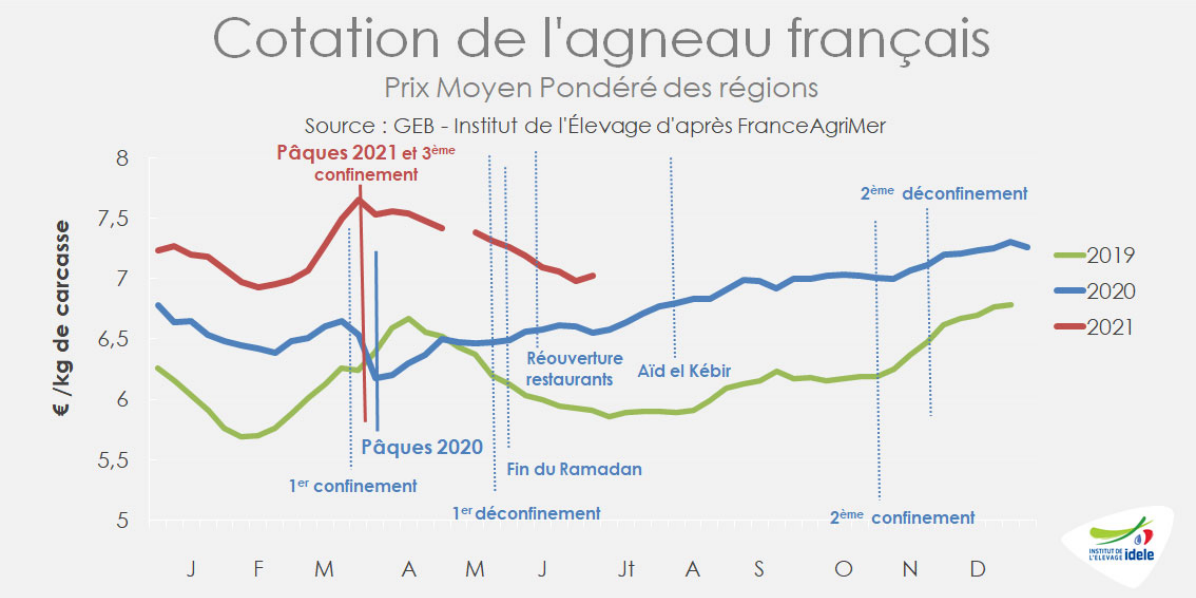
Un commerce plutôt modéré

Dernière révision le 20 juillet 2021

Plutôt dynamique jusqu'en mai, la production abattue d'ovins semble ralentir alors que les opérateurs s'attendent à un regain de la demande avec la plus importante des fêtes musulmanes, du 19 au 23 juillet cette année.

Forte baisse saisonnière de la cotation française

A 7,02 €/kg en semaine 27 (se terminant le 11 juillet), la cotation française continue de diminuer de façon traditionnelle. Bien que l'écart avec les niveaux des années précédentes s'amenuise du fait d'un commerce jusqu'ici particulièrement calme, la cotation reste exceptionnellement élevée. Cette dernière survole son niveau de l'an passé de +0,47 €/kg et celui de 2019 de +1,11 €/kg.

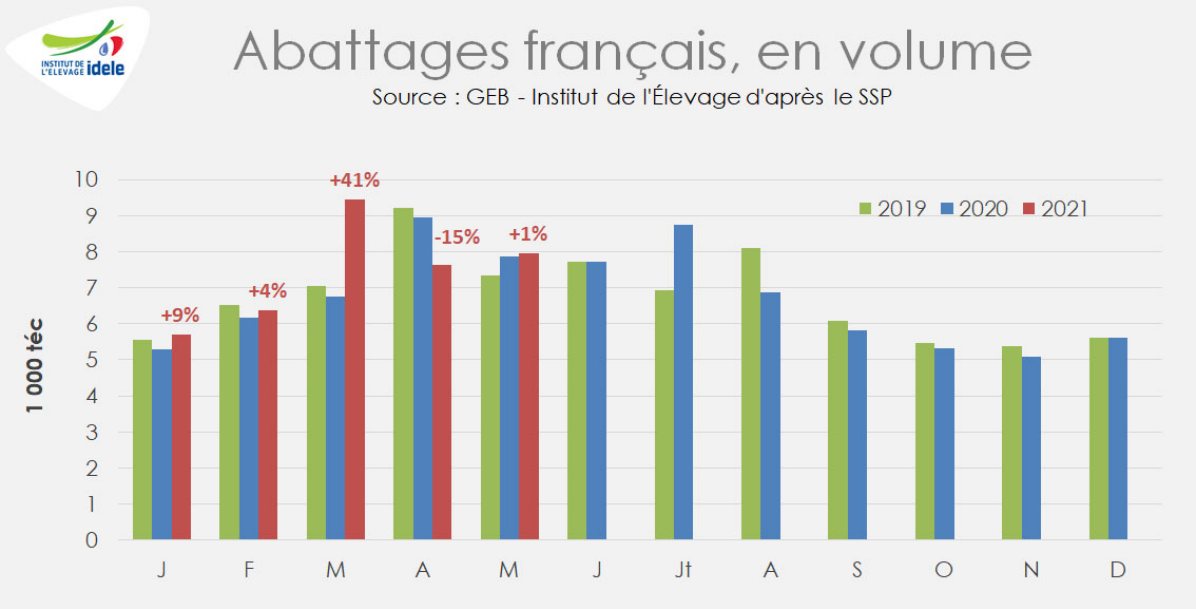


Des abattages français dynamiques jusqu'en mai

En mai 2021, la production abattue a progressé de +1% /2020, à 940 téc : d'une part, la baisse des effectifs d'agneaux abattus (-1%) a été contrebalancée par un alourdissement des carcasses, passant de 18,3 à 18,7 kg d'une année sur l'autre ; de l'autre, la production abattue de réformes a progressé, malgré la stabilité des effectifs abattus, grâce à hausse des poids de carcasses (de 27,1 à 27,7 kg).

Sur les cinq premiers mois de 2021, les abattages d'ovins ont progressé de +6% /2020 et de +4% /2019, en volume. Les importations d'agneaux vivants, principalement en provenance d'Espagne (x3,5), ont plus que doublé sur la même période et sont de nouveau venues étoffer le disponible français.

De janvier à mai, les imports de vifs ont fourni 6% des abattages nationaux en 2021, contre 3% en 2020 et 4% en 2019. Les abattages d'agneaux français ont toutefois augmenté sur la période considérée : d'une année sur l'autre, les abattages totaux ont gagné 109 000 têtes et les imports de vifs 60 000 têtes. Selon les données d'Ovinfos, les abattages reculent depuis début juin.

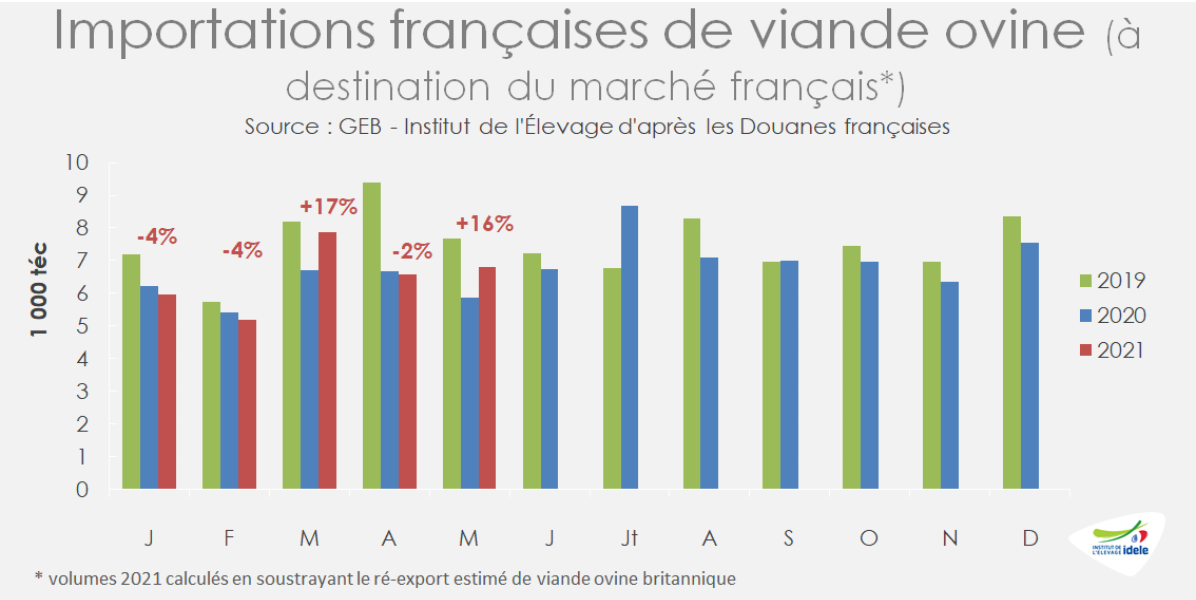


Des importations de viande ovine toujours réduites

Les importations de viande ovine destinées au marché français ont rebondi en mai par rapport au niveau exceptionnellement bas de l'an dernier (+16% /2020), à environ 6 800 téc. Toutefois, elles restent très inférieures aux volumes des années précédentes : -12% /mai 2019 et de -14% /mai 2018 ; la pandémie et le Brexit ayant affecté les importations françaises de viande ovine en 2020.

Après déduction du ré-export, les achats viande britannique destinés aux marché intérieur ont été relativement stables comparé à mai 2020 et en baisse de -28% /mai 2019.

Les achats de viande en provenance d'Espagne sont demeurés dynamiques (+55% sur 5 mois /2020 et +19% /2019) et ceux en provenance de Nouvelle-Zélande ont aussi augmenté (+65% /mai 2020), pour la première fois depuis le début de l'année, se rapprochant de leur niveau de mai 2019. Les importations de viande ovine irlandaise ont quant à elles continué de chuter.



Une consommation de viande ovine partiellement rétablie

De janvier à mai, la consommation de viande ovine calculée par bilan (66 000 téc) a gagné +5% d'une année sur l'autre, notamment du fait d'abattages français dynamiques et surtout comparativement aux bas niveaux de 2020. Elle demeure toutefois inférieure de -7% à celle des 5 premiers mois de 2019.

Une offre qui semble se redresser au sein de l'UE

Dernière révision le 20 juillet 2021

Tandis que la demande mondiale reste soutenue, les sorties d'agneaux semblent progressivement augmenter, notamment en Irlande et au Royaume-Uni. En Nouvelle-Zélande, la hausse des réformes, en lien avec divers épisodes de sécheresses en 2020 et début 2021, a quasiment contrebalancé la baisse des abattages d'agneaux. Les exportations néozélandaises sont en hausse d'une année sur l'autre, tirées par une forte demande des grands bassins d'importation.

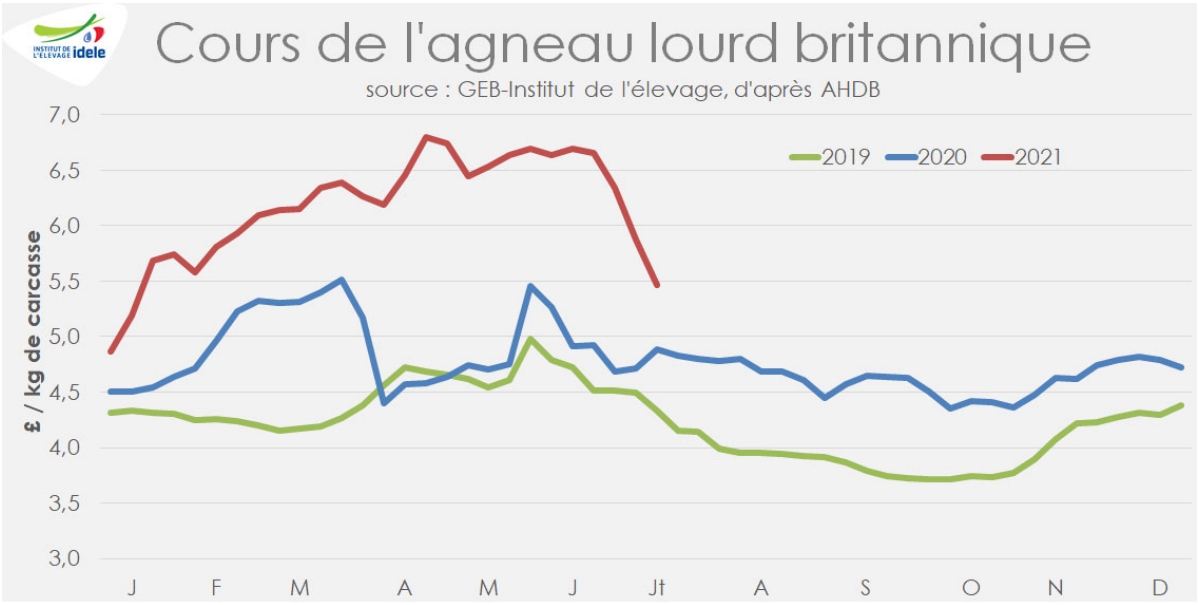
Royaume-Uni : franche baisse saisonnière de la cotation

Après une forte ascension, la cotation de l'agneau britannique semble désormais avoir entamé une baisse vertigineuse. A 5,46 £/kg en semaine 27, elle a perdu 0,41 £/kg d'une semaine à l'autre, mais demeure relativement élevée : 0,58 £ de plus qu'en 2020 et 1,13 £ de plus qu'en 2019 la même semaine.

Les abattages britanniques, toujours en recul en mai (-7% /2020), l'auraient été davantage en juin, selon les données d'AHDB. Ils pourraient toutefois rebondir en juillet, à l'approche de l'Aïd al-Adha et surtout la chute – certes traditionnelle mais très abrupte- du cours britannique.

Sur 5 mois, la production abattue au Royaume-Uni a baissé de -9% d'une année sur l'autre, à 98 800 tonnes. Avec des importations en net repli (-22% sur 4 mois /2020), surtout depuis l'Irlande, les disponibilités en viande ovine ont chuté au Royaume-Uni.

Sur 4 mois, les exportations britanniques de viande ovine ont baissé de -21% d'une année sur l'autre en volume, notamment vers la France. Le cours élevé de l'agneau britannique, devenu peu compétitif, limite aussi les exportations, en plus d'une offre peu garnie.



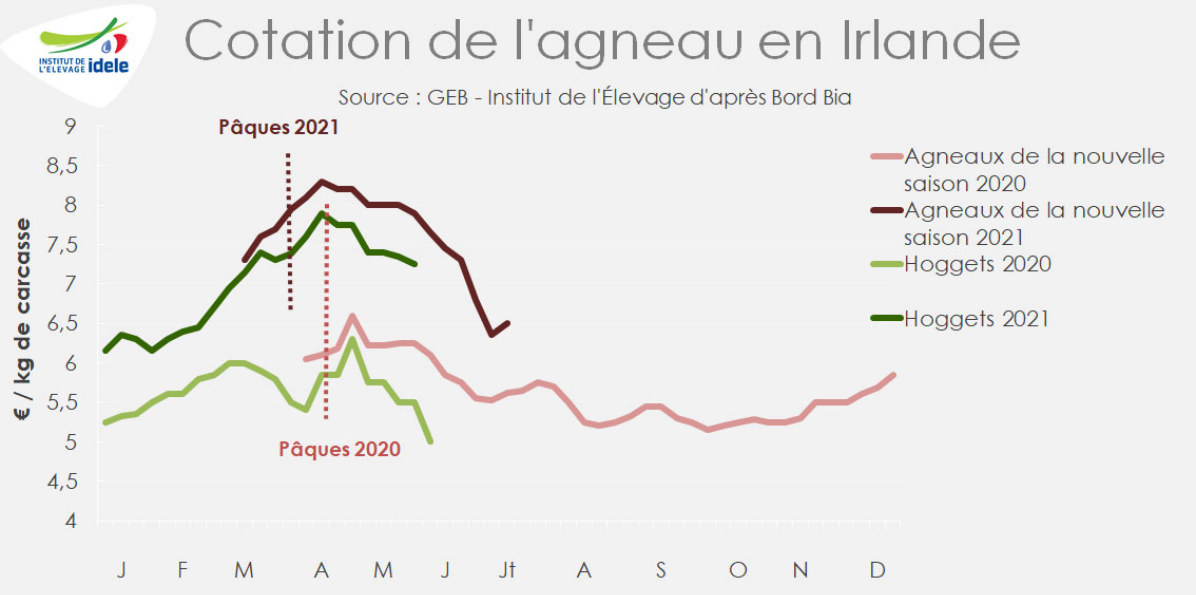
Irlande : le commerce s'active à l'approche de l'Aïd al-Adha

Après avoir chuté fortement depuis la semaine 25, la cotation des agneaux de printemps a rebondi en semaine 27 (se terminant le 11 juillet), à 6,50 €/kg. Si l'écart se creuse avec les niveaux des années précédentes, il reste élevé : +0,88 €/kg /2020. Malgré une hausse des sorties, la demande des abattoirs en semaine 27 a largement dépassé l'offre disponible, ce qui contraste avec la tendance des deux semaines précédentes.

En effet, même si en juin les abattages d'ovins en Irlande étaient toujours en baisse, de -10% d'une année sur l'autre, le nombre d'agneaux de printemps disponibles a commencé à augmenter début juillet : de plus en plus arrivent au terme de leur engraissement et les prix actuels sont très attractifs.

On observe en revanche toujours une baisse des importations d'agneaux vivants d'Irlande du Nord début juillet, ce qui pèse sur les effectifs totaux abattus.

Le commerce dans son ensemble a reçu un énorme coup de pouce avec l'arrivée de l'Aïd al-Adha : les bouchers et abattoirs se disputent les agneaux mâles de plus de 6 mois, les plus lourds, très demandés et encore plutôt rares.

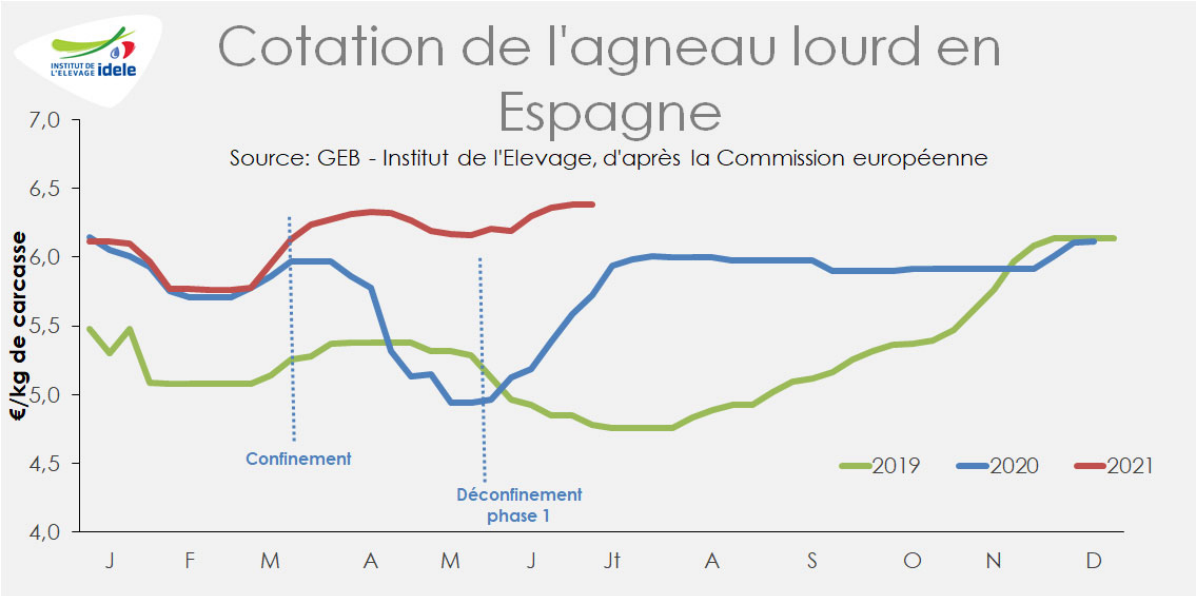


Espagne : des exportations dynamiques

De janvier à avril, la production espagnole de viande ovine, estimée à 38 000 t, a progressé de +7% /2020. Elle a ainsi retrouvé le niveau normal de 2019, après avoir été affectée négativement par la pandémie de Covid-19.

Les volumes exportés de viande ovine ont quant à eux augmenté de +37%, pour atteindre 18 400 t, selon les données *d'Agencia Tributaria.*

Depuis le début d'année, les envois d'agneaux vivants espagnols sont en forte hausse vers la France. Ce flux croissant découle de l'arrêt des envois espagnols vers la Libye et compense la réduction des exportations d'agneaux britanniques vers le continent. L'agneau espagnol est ainsi devenu momentanément plus compétitif que le britannique sur le marché français, et les exportateurs en profitent. De plus, l'Aïd al-Adha qui approche accroît encore la demande extérieure.



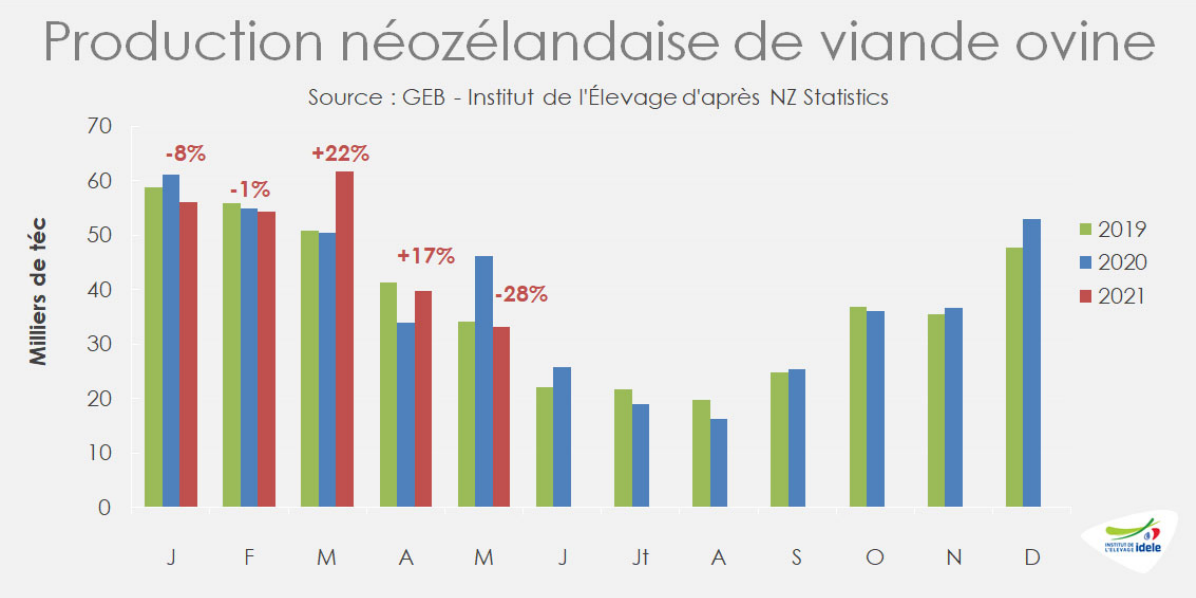
Nouvelle-Zélande : un commerce plus calme que l'an passé en mai

Au mois de mai, la baisse saisonnière des abattages d'agneaux a aussi été très prononcée d'une année sur l'autre (-28%, à 33 000 téc). Attention toutefois, les abattages de mai 2020 étaient particulièrement élevés, soutenus par la reprise des envois vers la Chine (suite au blocage en février pour cause de pandémie).

De janvier à mai, la forte augmentation des abattages de réformes (+6% /2020), en lien avec plusieurs épisodes de sécheresse qui ont pénalisé la pousse de l'herbe et restreint l'aliment disponible, a compensé quelque peu la baisse des abattages d'agneaux (-4% /2020). Cette dernière étant due à des problèmes de mises-bas durant le dernier printemps néozélandais, particulièrement sec (sous-alimentation des brebis pleines).

In fine, la production de viande ovine sur 5 mois n'a baissé que de – 1% /2020, avec 245 000 téc. Au 2nd semestre, les abattages de réformes devraient diminuer pendant quelques mois jusqu'au sevrage des agneaux de la prochaine campagne.

Les exportations de viande ovine ont légèrement augmenté en mai (+1% /2020), avec d'un côté une baisse vers la Chine (-13%) comparativement aux volumes élevés de l'an passé, et de l'autre de fortes hausses vers le Royaume-Uni (+15%) et la France (+40%).



Des disponibilités limitées

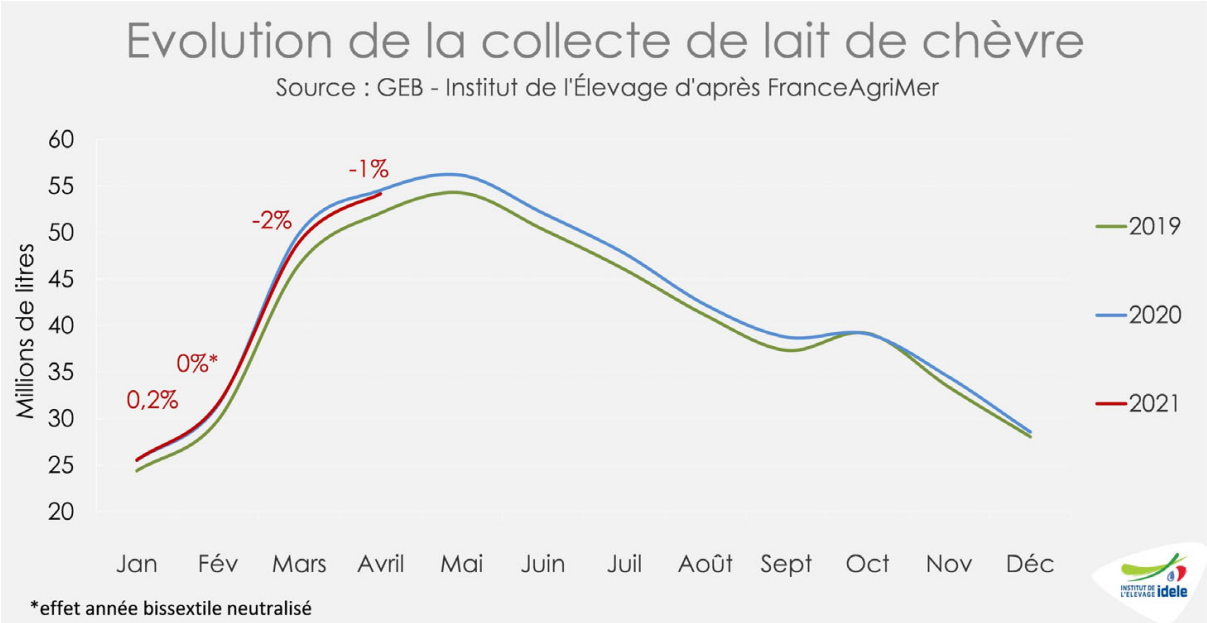
Dernière révision le 20 juillet 2021

Les disponibilités en lait de chèvre se sont tendues face au repli de la collecte en France, mais aussi chez nos fournisseurs européens. Si les transformateurs français ont jusqu'ici privilégié l'approvisionnement du marché domestique aux dépens de l'export, ils risquent de manquer de matière première au second semestre, faute de stocks de produits de report.

Le marché du lait de chèvre se tend

Dernière révision le 20 juillet 2021

Les disponibilités en lait de chèvre se sont tendues face au repli de la collecte en France, mais aussi chez nos fournisseurs européens. Si les transformateurs ont jusqu'ici privilégié l'approvisionnement du marché domestique aux dépens de l'export, ils risquent de manquer de matière première au second semestre, faute de stocks de produits de report.

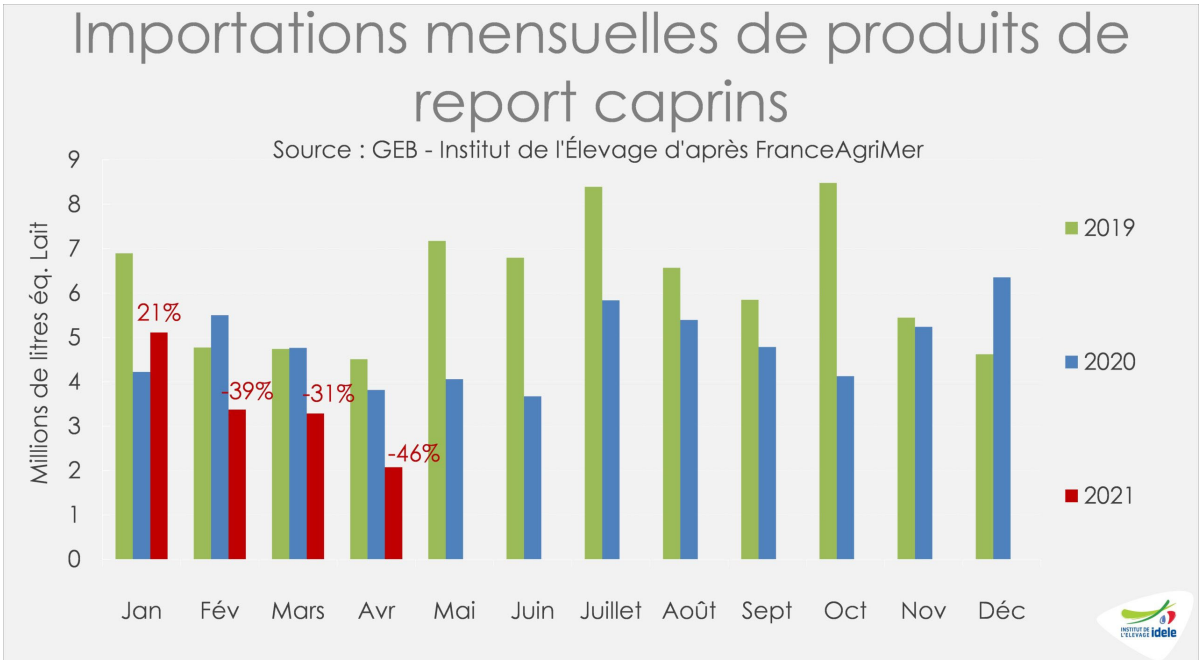


A 160 millions de litres fin avril, la collecte cumulée de lait de chèvre au 1er quadrimestre s'est repliée de -1,4% par rapport à 2020 (-0,7% après neutralisation de l'effet année bissextile), soit près de -2,5 millions de litres.

Après un timide démarrage de la hausse saisonnière de la production, en raison des fourrages récoltés à l'automne de médiocre qualité, qui freinaient les performances zootechniques des chèvres depuis l'automne, l'ampleur de la baisse semble s'atténuer (-1% /2020 en avril). En effet, après un début de printemps aux conditions défavorables (avec une saison sèche et froide), la production cumulée des prairies est désormais proche de la normale (avec des excédents enregistrés dans les principaux bassins de production). On devrait ainsi vraisemblablement assister à une récupération des volumes à partir du pic de collecte de mai.

Régionalement, les bassins historiques de production semblent souffrir toujours davantage, pénalisés par la pyramide d'âge des éleveurs, avec un repli de près de -3% en Nouvelle-Aquitaine, de -6% en Centre-Val de Loire. La collecte est en revanche mieux orientée en Auvergne-Rhône-Alpes (+1%), Occitanie (+1%) et Pays de la Loire (+0,5%).

Des importations encore plus ralenties

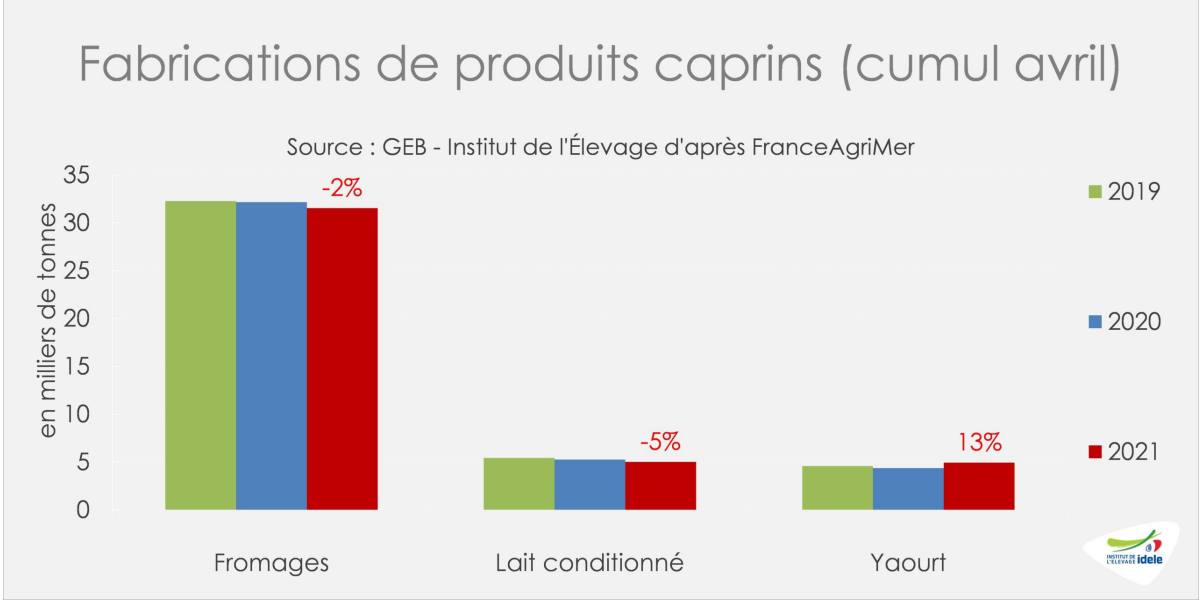


Dans le sillon d'une tendance amorcée en 2020, les importations de produits de report caprins ont atteint un bas niveau historique en avril, avec à peine 2 millions de litres. En cumul avec 14 millions de litres au 1er quadrimestre, les importations ont chuté de -24% d'une année sur l'autre, soit une baisse de près de -4 millions de litres.

En effet, face au repli de –4% de la collecte espagnole depuis le début de l'année (-7 millions de litres), les disponibilités européennes sont devenues limitantes. Mais le prix du lait espagnol, boosté par la collecte ralentie, a enfin progressé en avril (après plusieurs mois de repli) ; une situation qui pourrait encourager la reprise de la collecte espagnole dans les prochains mois.

En somme, avec 174 millions de litres au 1er quadrimestre, l'approvisionnement total des industriels français (collecte et importations) a ainsi reculé de 6 millions de litres (-3% /2020), retombant au niveau équivalent à celui de 2019, une année marquée par une légère tension du marché.

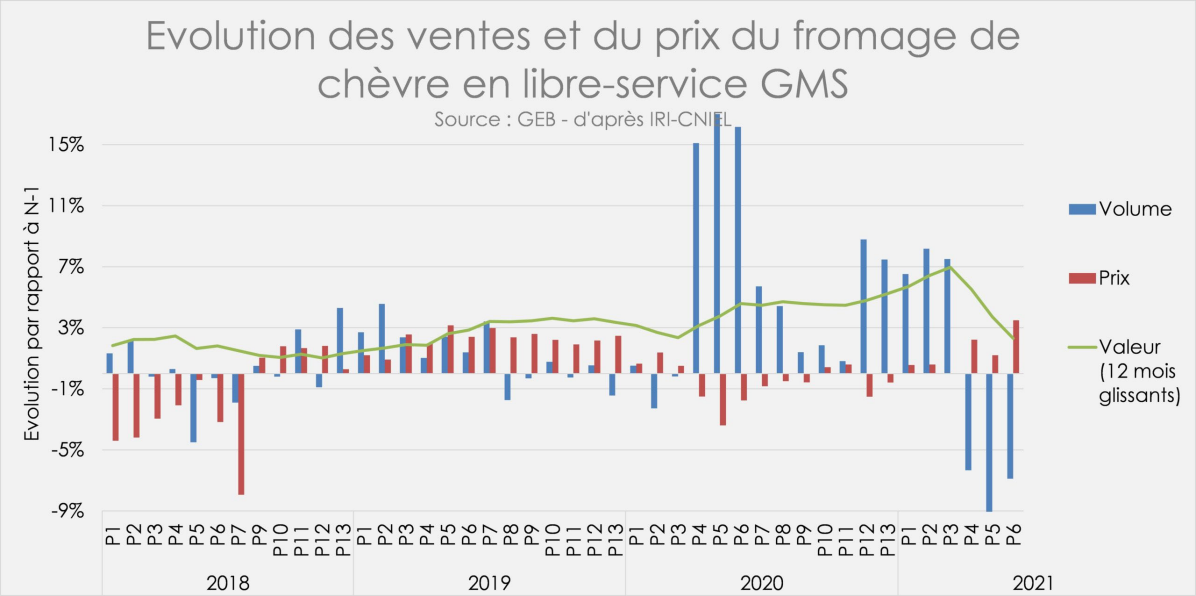
Des disponibilités insuffisantes pour maintenir les fabrications



L'approvisionnement des transformateurs en berne a logiquement impacté les fabrications industrielles de produits laitiers caprins. Celles de fromages de chèvre ont baissé de -2% (à 31 500 t sur 4 mois), et seulement 5 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés, soit -5% d'une année sur l'autre. Seules les fabrications de yaourts sont restées dynamiques, à un rythme accéléré (+13%, à près de 5 millions de litres sur l'année) qui contraste avec la morosité de 2020.

En dépit de moindres disponibilités, les transformateurs ont réussi à fournir la demande domestique, mais cette progression s'est faite au détriment des exportations qui, à 7 300 t sur 4 mois, ont baissé de -2% par rapport à une année 2020 déjà en net repli.

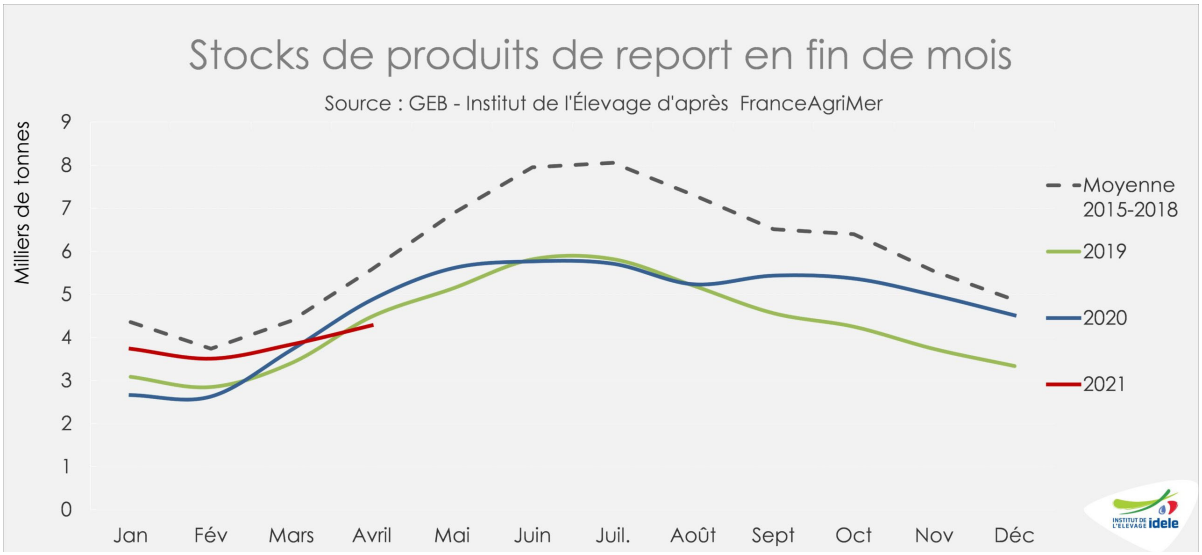
La consommation se stabilise



Après avoir été fortement redynamisée pendant les confinements de 2020 et 2021, la consommation française de fromages de chèvre se stabilise. Les ventes en libre-service des GMS, qui absorbent près de la moitié des fabrications totales de fromages de chèvre, ont progressé de +2% en Cumul Annuel Mobile à P6 (début juin), contre +6% à P4 (début avril). En effet, la réouverture de la RHD signe la fin du report de la consommation à domicile, et les ventes en GMS évoluent désormais moins favorablement. Cependant, cette stabilisation de la demande se fait dans un contexte de nette revalorisation du prix de vente des fromages de chèvre, de +1,2% d'une année sur l'autre, à 12,02 €/kg en moyenne.

Sur l'année 2020, les ventes de fromages affinés ont été dynamiques (+2,3% en CAM), contrairement à celles de fromages frais (-3,8%). L'évolution des ventes de fromages AOP a été positive, avec cependant des résultats très variables entre les appellations : le rebond des ventes de Ste Maure de Touraine (+8%) et de Rocamadour (+8,4%), principales appellations caprines, ont compensé la baisse des ventes de Rigotte de Condrieu (-21%), de Chabichou du Poitou (-13,1%) ou encore de Pouligny-St-Pierre (-13,2%).

Faible reconstitution des stocks



Les industriels français ont partiellement reconstitué les stocks de produits de report caprins début 2021, face à une demande intérieure dynamique et une collecte nationale en léger repli. A 4 200 t fin avril, ils se situent 12% sous le niveau 2020, et 23% sous la moyenne de 2015 à 2018.

Les stocks de produits de report caprin pourraient être ré-étoffés dans les mois à venir, si la collecte nationale progressait , qui plus est dans un contexte de stabilisation du marché et de la demande domestique en fromages au lait de chèvre.

Marchés des grains : tendu et fébrile dans l'attente des prochaines récoltes

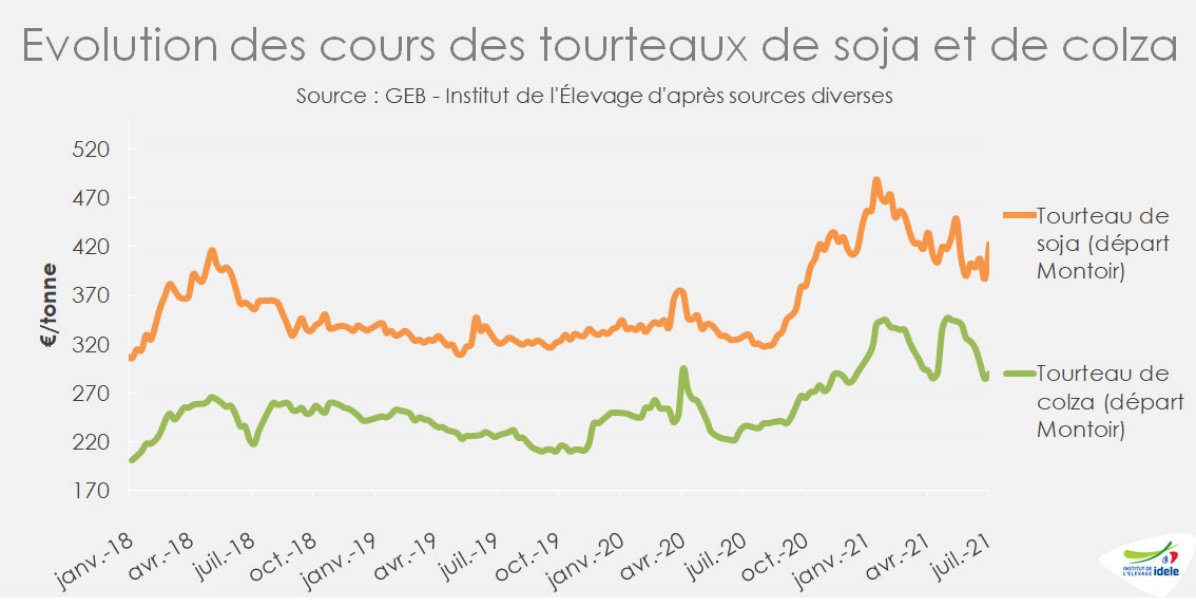
Dernière révision le 20 juillet 2021

A l'approche des nouvelles récoltes, on observe une érosion des prix des céréales à paille dans un contexte de forte volatilité, sur un marché piloté par la météo outre atlantique (*weather market*). Toutefois les cours des matières agricoles demeurent toujours élevés, même s'ils ont marqué le pas après avoir atteint des records historiques fin avril pour le maïs et le soja.

Tourteaux : un marché soumis à une forte demande

Le Brésil a clôturé sa meilleure récolte de soja en hausse de 8,8% par rapport à 2020 (136 Mt). Face à une production mondiale estimée à la hausse, la demande est toujours dynamique notamment en provenance de Chine. Au cours du premier semestre 2021, la Chine a importé 28,6 Mt de soja soit 15% de plus qu'en 2020. De nouveaux contrats ont été signés au début du mois de juin pour du soja origine US. Sous cette forte demande, les stocks mondiaux sont historiquement bas et les prix mondiaux du tourteau sont élevés. Ainsi, à 399 €/t en juin sur le marché français (Montoir), le prix mensuel moyen s'est replié de 4,8% d'un mois sur l'autre. La tension est surtout accrue sur la disponibilité en tourteaux de soja non-OGM. La mauvaise récolte indienne 2020, la baisse de production en non OGM au Brésil d'un côté et l'augmentation des démarches sans OGM en Europe du Nord de l'autre ont provoqué un envol de la prime non-OGM. Depuis début avril, les tourteaux de soja non-OGM ne sont plus côtés à Sète et les disponibilités se font rares entrainant un report des achats sur les autres tourteaux non OGM (colza européen et tournesol).

Pour le tourteau de colza, après une forte hausse en mai dans le sillon des prix des huiles végétales, les cours étaient en baisse en juin, à 306 €/t en moyenne à Montoir soit -9% d'un mois sur l'autre. Selon l'Agreste, la sole française en colza est tombée au plus bas depuis 1997 avec un volume de production sous les 3 Mt. Au niveau européen, la Commission européenne prévoit une production au sein de l'UE-27 à 16,7 Mt en légère augmentation par rapport à 2020 (+2%), mais voit la consommation de graine augmenter faisant reculer les stocks finaux. Une autre information inquiète les marchés : la sécheresse qui dure au Canada. En effet les températures record de juin sont susceptibles de dégrader les cultures de canola et ce malgré une sole nationale en hausse et des pluies ces derniers jours. Ces tensions sur le marché outre-Atlantique pourraient avoir des répercussions sur les marchés européens.



Céréales : de bonnes prévisions de récolte mais des stocks réduits

A l'approche des récoltes, les prix du blé ont évolué à la baisse jusqu'en fin juin. L'amélioration des conditions météorologiques dans les grands bassins de production de l'hémisphère Nord ont rassuré les marchés. La production mondiale est estimée en hausse de 3% par rapport à 2020 par l'USDA. En Europe, les estimations de récolte sont estimées en hausse notamment dans le bassin de la Mer noire avec des surfaces semées records. L'Ukraine devrait récolter 29,5 Mt de blé cette année, soit +14% /2020 d'après l'USDA. De même, la Russie pourrait augmenter ses exportations de blé de +4% à 40 Mt. Toutefois la taxe flottante à l'export russe mise en place début juin freine les échanges. Les estimations de récoltes seront amenées à évoluer au cours de l'été, au suivi des chantiers de récoltes. En France le rapport Céré'Obs en semaine 25 annonce des conditions de culture « bonnes à très bonnes » pour 79% des parcelles (56% en 2020).

Néanmoins l'activité est très réduite, les fabricants d'aliment du bétail étant plutôt attentistes à l'approche des récoltes. Le cours du blé français, à 202 €/t départ Eure-et-Loir en moyenne mensuelle pour juin, vaut 17% de plus qu'en juin 2020.

Le cours du maïs demeure, quant à lui, à des niveaux élevés. Après une forte hausse depuis mai due à des conditions climatiques sèches dans la *Corn Belt* et une deuxième récolte, appelée Safriña, décevante au Brésil, il marque le pas. Après avoir dépassé les prix du blé en mars, le prix moyen du maïs départ Eure-et-Loir atteint 263 €/t en juin. A l'approche des nouvelles récoltes de blé et d'orge, la demande en maïs des fabricants d'aliments du bétail diminue légèrement, les stocks mondiaux se sont tout de même contractés lors de la dernière campagne. En juin, l'allégement des obligations d'incorporations de bioéthanol dans le carburant américain par le gouvernement Biden a détendu les cours du maïs sur le marché de Chicago. Le marché physique français semble aussi suivre cette tendance sur les premières cotations de juillet. D'après Céré'Obs, les conditions de cultures en France sont considérées comme « bonnes à très bonnes » dans 90% des parcelles soit 13 points de plus qu'en 2020. Les premiers résultats de campagne et la qualité des grains seront observés au début de l'automne.

